



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 13 MAI 1939

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 13TH, 1939

AVIS IMPORTANT

Pour la livraison de la semaine finissant le 20 mai prochain, on ne recevra de la copie que jusqu'à midi, mardi, 16 mai 1939.

IMPORTANT NOTICE

For the issue of week ending May 20th next, we will receive copy only until noon, Tuesday, May 16th, 1939.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. 1947—18—9—0

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisement received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. 1948—18—9—0

Lettres Patentes

Letters Patent

"Woodlawn Memorial Corporation Limited"

Avis est par les présentes donné en vertu de la Loi concernant les Compagnies de Cimetières (Chapitre 206, Statuts Refondus de Québec, 1925, tel que décrété par 19 Geo. V, chapitre 65), des lettres patentes ont été émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, en date du vingt-unième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Howard Mellen Banks, de la cité de Westmount, manufacturier, Milton Arthur Holladay, de la cité de Montréal, vendeur et Alan N. Worthington, de la cité de Westmount, vendeur d'obligations, dans les buts suivants:

Etablir, maintenir et administrer un cimetière avec les pouvoirs généraux accordés à une corporation tels qu'énumérés dans l'Article 2, de la dite Loi des Compagnies de Cimetières, 19, George V, chapitre 65.

Le nom corporatif de la corporation sera "Woodlawn Memorial Corporation Limited".

Le bureau principal de la dite corporation sera en les cité et district de Montréal.

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est \$200,000.00.

Daté du bureau du Procureur-Général, ce vingt-unième jour d'avril 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Assistant Procureur-Général.

2031

"Woodlawn Memorial Corporation Limited"

Notice is hereby given that under the Act respecting Cemetery Companies (Chapter 206, Quebec Revised Statutes, 1925, as enacted by 19 Geo. V, chapter 65), letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first of April 1939, incorporating: Howard Mellen Banks, of the City of Westmount, manufacturer, Milton Arthur Holladay, of the City of Montreal, salesman, and Alan N. Worthington, of the City of Westmount, security dealer, for the following purposes:

To establish, maintain and manage a cemetery with the general powers to the corporation as recited in Section 2 of the said Cemetery Companies' Act, 19 George V, Chapter 65.

The corporate name of the corporation to be "Woodlawn Memorial Corporation Limited".

The Head Office of the said corporation will be in the City and District of Montreal.

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to \$200,000.00.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first of April 1939.

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney-General.

2032—0

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS IMPORTANT

Pour la livraison de la semaine finissant le 20 mai prochain, on ne recevra de la copie que jusqu'à midi, mardi, 16 mai 1939.

IMPORTANT NOTICE

For the issue of week ending May 20th next, we will receive copy only until noon, Tuesday, May 16th, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 7-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Rivière-du-Loup;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rivière-du-Loup.

2. La région de Rivière-du-Loup comprend la cité de Rivière-du-Loup.

3. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Rivière-du-Loup, offrir, vendre ou livrer, du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 7-H-38 de la dite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 7-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rivière du Loup;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rivière du Loup.

2. The region of Rivière du Loup includes the city of Rivière du Loup.

3. No person shall, within the limits of said region of Rivière du Loup, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Rivière du Loup, offer, sell or deliver milk, to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart, as far as concerns boarding houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels Order No. 7-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, of October 8, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 21-E-39

Order No. 21-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners' Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Beauceville;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Beauceville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Beauceville.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Beauceville.

2. La région de Beauceville comprend les municipalités de Beauceville et de Beauceville-Est.

2. The region of Beauceville includes the municipalities of Beauceville and Beauceville-East.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Beauceville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à 3½ sous la chopine, sept sous la pinte et 28 sous le gallon.

3. No person shall, within the limits of said region of Beauceville, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to 3½ cents a pint, seven cents a quart and 28 cents a gallon.

4. Les personnes recevant des secours directs, pourvu que ces ventes soient faites par l'entremise de la Société Saint-Vincent-de-Paul ou du Comité du Chômage, paieront le lait sur une base de vingt-trois sous le gallon.

4. Persons receiving unemployment relief shall pay milk on a basis of twenty-three cents a gallon, providing the purchases are made through the Saint Vincent de Paul Society or the Unemployment Relief Committee.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 21-H-38 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 3 décembre 1938 et entre en vigueur le 15 mai 1939.

The present order cancels Order No. 21-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for December 3rd, 1938, and will come into force on May 15th, 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,
OSCAR BOISVERT,

Certified,
OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

The secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, le 3 mai 1939.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 20-E-39

Order No. 20-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Asbestos;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Asbestos;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Asbestos.

2. La région d'Asbestos comprend la municipalité du village d'Asbestos, situé dans le comté de Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Asbestos, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Asbestos, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 20-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 10 septembre 1938 et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Asbestos.

2. The region of Asbestos includes the municipality of the village of Asbestos, located in the county of Richmond.

3. No person shall, within the limits of said region of Asbestos, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, bottled milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Asbestos, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No 20-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for September 10th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 5-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Hyacinthe;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Hyacinthe.

2. La région de Saint-Hyacinthe comprend la ville de Saint-Hyacinthe et les municipalités de Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe-le-Confesseur et la Providence.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.65 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 5-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Hyacinthe;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint-Hyacinthe.

2. The region of Saint-Hyacinthe includes the town of Saint Hyacinthe and the municipalities of Saint Joseph, Saint Hyacinthe the Confessor and Providence.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, \$1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, \$1.65 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Sauf les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

7. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à vingt-quatre sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 6.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 5-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 22 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

The secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

5. Save the provisions of articles 6 and 7 hereunder, no person, shall, within the limits of said region of Saint-Hyacinthe, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Saint-Hyacinthe, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

7. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to twenty-four cents a gallon, if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 6.

The present order cancels Order No. 5-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for October 22, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 14-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beauhieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sorel;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sorel.

2. La région de Sorel comprend la cité de Sorel.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.80 net.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sorel, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, ou à une communauté religieuses, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 14-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beauhieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sorel;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sorel.

2. The region of Sorel includes the city of Sorel.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, \$1.80 net.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sorel, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer, or to any other business establishment, or to a religious community, at a price inferior to three cents and a half a pint and seven cents a quart.

6. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à vingt-quatre sous le gallon, pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons ou au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 5.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 14-H-38 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 octobre 1938 et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

6. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to twenty four cents a gallon if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 5.

The present order cancels Order No. 14-H-38 published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 8, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 16-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Joliette;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Joliette.

2. La région de Joliette comprend la cité de Joliette et une lisière de terrain d'un quart de mille en profondeur contigue à la cité de Joliette et comprise dans les municipalités Saint-Charles-Borromée et du village Saint-Pierre.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.75 la ferme du producteur ou \$1.85 la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Joliette, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

5. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à vingt-deux sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à cinq gallons.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 16-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 16-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Joliette;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells, or delivers milk within the limits of the region of Joliette.

2. The region of Joliette includes the city of Joliette and a strip of land a quarter of a mile deep bordering the city of Joliette and forming part of the municipalities of Saint Charles Borromée and village Saint Pierre.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.75 farm of producer or \$1.85 business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Joliette, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint eight cents a quart, and thirty-two cents a gallon.

5. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to twenty-two cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to five gallons.

The present order cancels Order No. 16-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for October 8th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 28-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Coaticook;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Coaticook.

2. La région de Coaticook comprend la municipalité de Coaticook et cette portion du canton de Barford adjacente à la ville de Coaticook.

3. Sauf les dispositions des articles 4 et 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Coaticook, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Coaticook, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Coaticook, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à vingt-quatre sous le gallon.

La présente Ordonnance annule l'Ordonnance No 28-H-38 de ladite commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 10 septembre 1938 et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 28-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Coaticook;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Coaticook.

2. The region of Coaticook includes the municipality of Coaticook and that portion of the township of Barford adjacent to the town of Coaticook.

3. Save the provisions of articles 4 and 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Coaticook, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Coaticook, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Coaticook, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to twenty-four cents a gallon.

The present order cancels Order No. 28-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated September 10, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 10-E-39

Order No. 10-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Valleyfield;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Valleyfield;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Valleyfield.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Valleyfield.

2. La région de Valleyfield comprend la cité de Salaberry-de-Valleyfield et la municipalité de village du Nouveau-Salaberry.

2. The region of Valleyfield includes the city of Salaberry de Valleyfield and the village municipality of New Salaberry.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, \$1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, et huit sous la pinte.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk, at prices inferior to four cents a pint, and eight cents a quart.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Valleyfield, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Valleyfield, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint, and seven cents a quart.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 10-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 24 septembre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

The present order cancels Order No. 10-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for September 24th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
- THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

Certified,

OSCAR BOISVERT,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

The secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, le 3 mai 1939.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 27-E-39

Order No. 27-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beauhieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Chicoutimi;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Chicoutimi.

2. La région de Chicoutimi comprend la cité de Chicoutimi, et la municipalité du village de Rivière-du-Moulin.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.75 net F.A.B., la ferme du producteur.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.65 net F.A.B., la ferme du producteur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Chicoutimi, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois et demi sous la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 27-H-38 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 8-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la province
de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière à
Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beauhieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Jean-d'Iberville;

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beauhieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Chicoutimi.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Chicoutimi.

2. The region of Chicoutimi includes the city of Chicoutimi, and the village municipality of Rivière du Moulin.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$1.75 net F.O.B. farm of producer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$1.65 net F.O.B. farm of producer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of the region of Chicoutimi, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Chicoutimi, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 27-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 8th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 8-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in
the office of the Dairy Industry Commission in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beauhieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Jean d'Iberville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Jean-d'Iberville.

2. La région de Saint-Jean-d'Iberville, comprend la ville de Saint-Jean et celle d'Iberville.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.70 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Saint-Jean-d'Iberville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Saint-Jean-d'Iberville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

6. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à vingt-quatre sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 8-H-38 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 24 septembre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. Lafrenière,
P.-D. McArthur.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Jean d'Iberville.

2. The region of Saint Jean d'Iberville includes the town of Saint Jean and that of Iberville.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.70 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint Jean d'Iberville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Saint Jean d'Iberville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

6. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to twenty four cents a gallon.

The present order cancels Order No. 8-H-38 of said Commission as published in the *Quebec Official Gazette*, for September 24th, 1938 and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 11-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Drummondville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Drummondville.

2. La région de Drummondville comprend la ville de Drummondville et les municipalités de Grantham et Saint-Joseph-de-Grantham.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 11-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Drummondville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Drummondville.

2. The region of Drummondville includes the town of Drummondville and the municipalities of Grantham and Saint Joseph de Grantham.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.90 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand. Il est entendu que ce prix de \$1.90 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut dans les limites de ladite région de Drummondville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 11-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.5% butterfat basis, which he receives from them, \$1.90 net F.O.B. business place of said dealer. It is understood that the said price of \$1.90 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Drummondville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Drummondville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 11-H-38 of the said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for October 8th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 15-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière, à
Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-
J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires,
Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Saint-Jérôme,
dans le comté de Terrebonne;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne.

2. La région de Saint-Jérôme, dans le comté de
Terrebonne, comprend la ville de Saint-Jérôme.

3. Tout marchand de lait cru doit payer direc-
ttement à ses fournisseurs-producteurs, pour cha-
que cent livres de lait dosant au moins 3.25% de
matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.80 net
F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 15-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in
the office of the Dairy Industry Commission in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo.
J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners,
Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Saint Jerome, in the
county of Terrebonne;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Saint Jerome,
in the county of Terrebonne.

2. The region of Saint Jerome, in the county of
Terrebonne, includes the town of Saint Jerome.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each hundred pounds of
milk on a 3.25% butterfat basis or more which
he receives from them, \$1.80 net F.O.B. business
place of said dealer.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.70 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Jérôme, offrir, vendre ou livrer du lait une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 15-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 24 septembre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,
OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.70 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint Jerome, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Saint Jerome, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 15-H-38 of said Commission, as published in the *Quebec Official Gazette*, for September 24th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 26-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Charny;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Charny.

2. La région de Charny comprend la municipalité du village de Charny et celle de la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin, toutes deux dans le comté de Lévis.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00 net F.A.B. la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions des articles 5 et 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Charny, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine, neuf sous la pinte, dix-huit sous le pot et trente-six sous le gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 26-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Charny;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Charny.

2. The region of Charny includes the municipality of the Village of Charny and that of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, both in the County of Lévis.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.00 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of articles 5 and 6 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Charny, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four and a half cents a pint, nine cents a quart and thirty six cents a gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Charny, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine, sept sous la pinte, quatorze sous le pot et vingt-huit sous le gallon. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Charny, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon, à des prix inférieurs à vingt-huit sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 26-H-38 de cette Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR,

Certifié, *

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 22-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Beauharnois:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Beauharnois.

2. La région de Beauharnois, comprend la ville de Beauharnois et la municipalité du village de Lac-Saint-Louis, dans le comté de Beauharnois.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Beauharnois, offrir, vendre ou livrer, à son domicile, ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Beauharnois, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un

5. No person shall, within the limits of said region of Charny, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint, seven cents a quart and twenty-eight cents a gallon. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

6. No person shall, within the limits of said region of Charny, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to twenty-eight cents a gallon.

The present order cancels Order No. 26-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, October 8, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 22-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Beauharnois:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Beauharnois.

2. The region of Beauharnois, includes the town of Beauharnois, and the village municipality of Saint Louis Lake, in the county of Beauharnois.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Beauharnois, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Beauharnois, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to

marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 22-H-38 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 24 septembre 1938 et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière

Québec, le 3 mai 1939.

any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 22-H-38 of said commission, published in the *Quebec Official Gazette* of September 24th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 34-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau- lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'East Angus;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'East Angus.

2. La région d'East Angus comprend la ville d'East Angus,

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'East Angus, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'East Angus, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 34-H-38 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 10 septembre 1938 et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 34-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau- lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of East Angus;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of East Angus.

2. The region of East Angus includes the town of East Angus.

3. No person shall, within the limits of said region of East Angus, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of East Angus, offer, sell or deliver to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, milk at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 34-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of September 10th, 1938 and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 33-E-39

Order No. 33-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Donnacona;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Donnacona;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Donnacona.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Donnacona.

2. La région de Donnacona comprend la municipalité de la ville de Donnacona plus, contiguë à l'est de la dite municipalité, une lisière de terrain d'environ cinq arpents de profondeur faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-des-Écureuils.

2. The region of Donnacona includes the town municipality of Donnacona and, adjacent to the East of said municipality, a strip of land about five "arpents" deep forming part of the parish municipality of Saint Jean Baptiste des Ecureuils.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.70 net.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.70 net.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

5. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Donnacona, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à six sous et demi la pinte et vingt-six sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à un gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Donnacona, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to six and a half cents a quart and twenty-six cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to one gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 33-H-38, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

The present order cancels Order No. 33-H-38 published in the *Quebec Official Gazette*, of October 8th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

Certified,

OSCAR BOISVERT,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

OSCAR BOISVERT,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, le 3 mai 1939.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
PROVINCE DE QUÉBEC OF QUEBEC

Ordonnance No 30-E-39

Order No. 30-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Crabtree;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Crabtree;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Crabtree.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Crabtree.

2. La région de Crabtree comprend l'arrondissement de Crabtree Mills, situé dans la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus-de-Crabtree-Mills.

2. The region of Crabtree includes the district of Crabtree Mills, situated in the parish of Sacred Heart of Jesus of Crabtree Mills.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses producteurs-fournisseurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.75 net F.A.B. la ferme du producteur ou \$1.85 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.75 net F.O.B. farm of producer or \$1.85 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Crabtree, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Crabtree, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty-two cents a gallon.

5. Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à vingt-deux sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à trois gallons.

5. No person shall offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to twenty-two cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to three gallons.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 30-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

The present order cancels Order No. 30-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* for October 8th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

Certified,

OSCAR BOISVERT,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

The secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, le 3 mai 1939.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
PROVINCE DE QUÉBEC OF QUEBEC

Ordonnance No 29-E-39

Order No. 29-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Cowansville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Cowansville.

2. La région de Cowansville comprend les municipalités de la ville de Cowansville et du village de Sweetsburg.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.75 net F.A.B. la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer à son domicile, ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 29-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 31-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Danville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Danville.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Cowansville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Cowansville.

2. The region of Cowansville includes the municipalities of the town of Cowansville and of the village of Sweetsburg.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$1.75 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 29-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette of Quebec*, for October 8, 1938 and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 31-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

After having considered the conditions of the dairy industry within the region of Danville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Danville.

2. La région de Danville comprend la municipalité du village de Danville, situé dans le comté de Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Danville, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait en bouteilles à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Danville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidons à un prix inférieur à vingt-huit sous le gallon pour toute quantité d'au moins un gallon et pour toute quantité inférieure à un gallon, le prix sera celui fixé par l'article 3 de la présente ordonnance.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 31-H-38 publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

2. The region of Danville includes the municipality of the village of Danville, located in the county of Richmond.

3. No person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Danville, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to twenty-eight cents per gallon for any quantity of at least one gallon, and for any quantity inferior to one gallon, the price will be that fixed by article 3 of the present order.

The present order cancels Order No. 31-H-38, published in the *Quebec Official Gazette*, of October 8th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 32-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Windsor Mills;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Windsor Mills.

2. La région de Windsor Mills comprend la municipalité de la ville de Windsor et celle de Saint-François-Xavier-de-Brompton, toutes deux dans le comté de Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois cent et demi la chopine et sept sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon, à des prix inférieurs à vingt-quatre sous 1 e gallon.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 32-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Windsor Mills;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Windsor Mills.

2. The region of Windsor Mills includes the municipality of the town of Windsor and that of Saint François Xavier de Brompton, both in the county of Richmond.

3. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to twenty four cents a gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 32-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 10 septembre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

The present order cancels Order No. 32-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette of Quebec* for September 10th, 1938, and comes into force May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 35-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Granby;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Granby.

2. La région de Granby comprend la cité de Granby.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses, qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses, qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.65 net F.A.B. la place d'affaires du dit marchand.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Granby, offrir, vendre ou livrer à domicile du lait embouteillé à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Granby, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois cent et demi la chopine et sept sous la pinte.

7. Nul établissement de commerce, sauf les usines de pasteurisation et les laitiers, ne pourra vendre du lait en bouteille à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 35-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 10 septembre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 35-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Granby;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Granby.

2. The region of Granby includes the city of Granby.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them \$1.65 net F.O.B. business place of said dealer.

5. No person shall, within the limits of said region of Granby, offer, sell or deliver bottled milk at home at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Granby, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

7. No business establishment, save pasteurizing and dairy plants, shall sell bottled milk at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 35-H-38 of said Commission as published in the *Quebec Official Gazette*, for September 10th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 3 mai 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 36-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Jonquière;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Jonquière.

2. La région de Jonquière comprend les villes de Jonquière et de Kénogami et la cité d'Arvida.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.75 net F.A.B., la ferme du producteur-fournisseur.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.65 net F.A.B., la ferme du producteur-fournisseur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de la dite région de Jonquière, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Jonquière, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois et demi sous la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 36-H-38 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 3 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 36-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo.-J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Jonquière;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Jonquière.

2. The region of Jonquière includes the towns of Jonquière and Kénogami and the city of Arvida.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk of a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$1.75 net F.O.B., farm of producer-supplier.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$1.65 net, F.O.B., farm of producer-supplier.

5. Save the provisions of article 6 hereunder no person shall, within the limits of the region of Jonquière, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Jonquière, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishments, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 36-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 8th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 42-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière à
Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-
J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires,
Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-
lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Marieville, comté de
Rouville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre de lait dans les limites de la région de
Marieville.

2. La région de Marieville comprend le terri-
toire de la municipalité de ville de Marieville,
comté de Rouville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de Marieville, offrir, vendre ou livrer, à son
domicile ou à sa place d'affaires, ou au domicile
de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à
trois et demie sous la chopine et sept sous la
pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance
No 42-H-38 de ladite Commission publiée dans
la *Gazette officielle de Québec* du 3 décembre 1938,
et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de publier ladite ordonnance dans le prochain
numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
OSCAR BOISVERT,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 3 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 42-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in
the office of the Dairy Industry Commission in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo.
J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners,
Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Marieville, county of
Rouville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Marieville.

2. The region of Marieville includes the terri-
tory of the municipality of the town of Marieville,
county of Rouville.

3. No person shall, within the limits of said
region of Marieville, offer, sell or deliver milk, at
his home or at his business place or at the home
of the purchaser, at prices inferior to 3½ cents
a pint and 7 cents a quart.

The present order cancels Order No. 42-H-38
of said Commission, published in the *Quebec
Official Gazette* of December 3rd, 1938, and comes
into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged
with the publication of said order in the next
issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
OSCAR BOISVERT,
The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 41-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière à
Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-
J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires,
Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-
lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Magog;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 41-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in
the office of the Dairy Industry Commission in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo.
J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners,
Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Magog;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT: 6

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Magog.

2. La région de Magog comprend la ville de Magog.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 2.35% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.65 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de Magog, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Magog, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 41-H-38 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 septembre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. Lafrenière,
P.-D. McArthur.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Magog.

2. The region of Magog includes the town of Magog.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, \$1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis, which he receives from them, \$1.65 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of article 6, hereunder, no person shall, within the limits of said region of Magog, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Magog, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 41-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for September 3rd, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 40-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Louiseville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Louiseville.

2. La région de Louiseville comprend le territoire de la ville de Louiseville, plus une partie du

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 40-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Louiseville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Louiseville.

2. The region of Louiseville includes the territory of the town of Louiseville, and part of the

territoire de la municipalité rurale de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup délimité comme suit:

A l'est: par une zone d'un demi-mille de profondeur limité au nord et y compris le lot No 871 et au sud par et y compris le lot No 894;

Au sud: par tout le terrain adjacent à la ville de Louiseville borné comme suit: au nord: par la limite sud de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup jusqu'à et y compris le lot No 378; au sud: par et y compris le lot No 378; à l'ouest: par le côté est de la Petite Rivière, depuis et y compris le lot No 378 jusqu'à et y compris le lot No 349;

A l'ouest: par une lisière de terrain d'un demi-mille de profondeur située le long de la Petite Rivière et bornée au sud par et y compris le lot No 349 et au nord par et y compris le lot No 338;

Au nord: par tout le terrain compris dans les limites suivantes: au sud: par la limite nord de la ville; à l'est: par la Grande Rivière-du-Loup depuis les limites de la ville jusqu'à et y compris le lot No 777; au nord: par et y compris le lot No 777; à l'ouest: par la Petite Rivière depuis et y compris le lot No 777 jusqu'à et y compris le lot No 338.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait en bouteille à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Louiseville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à vingt-huit sous le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à un gallon. Toute quantité inférieure à un gallon sera vendue sur une base de quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 40-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 22 octobre 1938 et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 3 mai 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 53-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-
vince de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière à
Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-
J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires,
Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-
lieu, conseiller juridique.

territory of the rural municipality of Saint-Antoine de la Rivière du Loup, bounded as follows:

On the East: by a zone half a mile deep bounded on the North and including lot No. 871 and on the South by and including lot No. 894;

On the South: by all the territory adjoining Louiseville bounded as follows: on the North: by the southern limits of the town; on the East by the Grande Rivière du Loup up to and including lot No. 378; on the South: by and including lot No. 378; on the West: by the East bank of the Petite Rivière from and including lot No. 378 up to and including lot No. 349;

On the West: by a strip of land half a mile deep situated along the Petite Rivière and bounded on the South by and including lot No. 349 and on the North by and including lot No. 338;

On the North: by all the land included in the following boundaries: on the South: by the Northern boundary of the town; on the East: by the Grande Rivière du Loup from the limits of the town up to and including lot No. 777; on the North: by and including lot No. 777; on the West: by the Petite Rivière from and including lot No. 777 up to and including lot No. 338.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, \$1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Louiseville, offer, sell or deliver at his home or at his business place or at the home of the purchaser, bottled milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty-two cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Louiseville, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to twenty-eight cents a gallon, provided the quantity sold is not inferior to one gallon. Any quantity inferior to one gallon will be sold on a basis of four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 40-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated October 22nd, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, May 3, 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 53-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in
the office of the Dairy Industry Commission in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo.
J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners,
Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Thetford;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Thetford;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIVIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Thetford.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Thetford.

2. La région de Thetford comprend la cité de Thetford-Mines et la municipalité de Thetford-Sud.

2. The region of Thetford includes the city of Thetford-Mines and the municipality of Thetford-South.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Thetford, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

3. No person shall, within the limits of said region of Thetford, offer, sell, or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 53-H-38 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

The present order cancels Order No. 53-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, of October 8th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,
OSCAR BOISVERT,

Certified,
OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

The secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, le 3 mai 1939.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 54-E-39

Order No. 54-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après examen des conditions du marché du lait dans la région de Trois-Pistoles, il est décidé que l'ordonnance No 319, concernant cette région, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 4 décembre 1937, soit abrogée.

After consideration of the conditions of the milk market in the region of Trois-Pistoles, it is resolved that Order No. 319, concerning this region and published in the *Quebec Official Gazette* dated December 4, 1937, be repealed.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 mai 1939.

The present order will come into force on May 15, 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,
OSCAR BOISVERT,

Certified,
OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

The secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, le 3 mai 1939.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 39-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière, à
Montréal, à 10 heures du matin.Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-
J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires,
Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Loretteville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement, vend
ou livre du lait dans les limites de la région de
Loretteville.2. La région de Loretteville comprend la muni-
cipalité du village de Loretteville, la ville de
Château-d'Eau, et le territoire de la réserve
indienne, généralement connu sous le nom de
"village Huron".3. Nul ne peut, dans les limites de ladite
région de Loretteville, offrir, vendre ou livrer à
son domicile ou à sa place d'affaires ou au domi-
cile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à
quatre sous la chopine, huit sous la pinte, seize
sous le pot et trente-deux sous le gallon.4. Nulle livraison de lait ne pourra être faite
par les laitiers après 11 heures a.m., heure solaire.La présente ordonnance annule l'ordonnance
No 39-H-38 de ladite Commission publiée dans
la *Gazette officielle de Québec*, du 8 octobre 1938,
et entre en vigueur le 15 mai 1939.Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 39-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in
the office of the Dairy Industry Commission in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo-
J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners'
Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Loretteville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Loretteville.2. The region of Loretteville includes the vil-
lage municipality of Loretteville, the town of
Château-d'Eau and the territory of the Indian
Reservation, generally known as the "Huron
Village".3. No person shall, within the limits of said
region of Loretteville, offer, sell or deliver, at
his home or at his business place or at the home
of the purchaser, milk at prices inferior to four
cents a pint, eight cents a quart and thirty-two
cents a gallon.4. No milk dealer shall deliver milk after
11 a.m., Eastern standard time.The present order cancels Order No. 39-H-38
of said Commission, published in the *Quebec
Official Gazette*, of October 8th, 1938, and comes
into force on May 15th, 1939.The secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 63-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière, à
Montréal, à 10 heures du matin.Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-
J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires,
Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-
lieu, conseiller juridique.Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Dolbeau;DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 63-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in
the office of the Dairy Industry Commission in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo-
J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners,
Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Dolbeau;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Dolbeau.

2. La région de Dolbeau comprend la municipalité de la ville de Dolbeau et celle du village de Mistassini, dans le comté du Lac-St-Jean.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.75 net F.A.B. ferme du producteur.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.65 net F.A.B. ferme du producteur.

5. Sauf les dispositions de l'article 6 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Dolbeau, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Dolbeau, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 63-H-38A, de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 3 décembre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Dolbeau.

2. The region of Dolbeau includes the town municipality of Dolbeau and the village municipality of Mistassini, in the county of Lake St. John.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.75 net F.O.B. farm of producer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.65 net F.O.B. farm of producer.

5. Save the provisions of article 6 hereunder no person shall, within the limits of the region of Dolbeau, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Dolbeau, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

The present order cancels Order No. 63-H-38A, of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for December 3rd, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 52-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Après examen des conditions du marché du lait dans la région de Ste-Marie de Beauce, il est décidé que l'ordonnance No 52-H-38, concernant cette région, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 décembre 1938, soit abrogée.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 52-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

After consideration of the conditions of the milk market in the region of Sainte-Marie of Beauce, it is resolved that Order No. 52-H-38, concerning this region and published in the *Quebec Official Gazette* dated December 3, 1938, be repealed.

The present order will come into force on May 15th, 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
OSCAR BOISVERT,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 3 mai 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
OSCAR BOISVERT,
The secretary, Dairy Industry Commission.
Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 17-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Lévis;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Lévis.

2. La région de Lévis comprend la cité de Lévis et la ville de Lauzon.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.65 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci \$1.95 net F.A.B. la place d'affaires de l'acheteur.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine, neuf sous la pinte, dix-huit sous le pot et trente-six sous le gallon.

6. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à quatre sous la chopine, huit sous la pinte, seize sous le pot et trente-deux sous le gallon. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom où moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

7. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à vingt-huit sous le gallon.

8. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Lévis, offrir, vendre ou livrer comme lait écrémé du lait dosant plus de 1/2 de 1% de matières grasses.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 17-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Lévis;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Lévis.

2. The region of Lévis includes the city of Lévis and the town of Lauzon.

3. Any pasteurized milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.65 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any raw milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.95 net F.O.B. business place of purchaser.

5. No person shall, within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents a pint, nine cents a quart and thirty-six cents a gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty-two cents a gallon. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding-houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

7. No person shall within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to twenty-eight cents a gallon.

8. No person shall, within the limits of said region of Lévis, offer, sell or deliver as skim milk, milk on a butterfat basis of more than 1/2 of 1%.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 17-H-38 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 3 septembre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

The present order cancels order No. 17-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated September 3rd, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 51-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Georges de Beauce;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Georges de Beauce.

2. La région de Saint-Georges de Beauce comprend les municipalités de Saint-Georges-Est et de Saint-Georges-Ouest.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint Georges de Beauce, offrir, vendre ou livrer, à son domicile, ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente deux sous le gallon.

4. Les personnes recevant des secours directs, pourvu que ces ventes soient faites par l'entremise de la Société Saint-Vincent-de-Paul ou du Comité du Chômage, paieront le lait sur une base de vingt-sept sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 51-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 3 décembre 1938, et entre en vigueur le 15 mai, 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 51-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Georges of Beauce;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint George of Beauce.

2. The region of Saint George of Beauce includes the municipalities of Saint Georges East and Saint Georges West.

3. No person shall, within the limits of said region of Saint George of Beauce, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty-two cents a gallon.

4. Persons receiving unemployment relief shall pay milk on a basis of twenty-seven cents a gallon, providing the purchases are made through the Saint Vincent de Paul Society or the Unemployment Relief Committee.

The present order cancels Order No. 51-H-38 of the said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated December 3rd, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 49-E-39

Order No. 49-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sutton, comté de Brome;

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sutton, in the county of Brome;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sutton.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sutton.

2. La région de Sutton comprend la municipalité du village de Sutton.

2. The region of Sutton includes the municipality of the village of Sutton.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sutton, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

3. No person shall, within the limits of said region of Sutton, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sutton, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

4. No person shall, within the limits of said region of Sutton, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 49-H-38 de ladite commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

The present order cancels Order No. 49-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* of October 8, 1938, and comes into force on May, 15th, 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

Certified,

OSCAR BOISVERT,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

The secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, le 3 mai 1939.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Ordonnance No 48-E-39

Order No. 48-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Stanstead;

After having considered the conditions of the dairy industry within the region of Stanstead;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Stanstead.

2. La région de Stanstead comprend les municipalités de Stanstead, de Rock Island et de Beebe.

3. Sauf les dispositions de l'article 4 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et neuf sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Stanstead, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à un prix inférieur à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 48-H-38 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. Lafrenière,
P.-D. McArthur.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Stanstead.

2. The region of Stanstead includes the municipalities of Stanstead, Rock Island and Beebe.

3. Save the provisions of article 4 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser milk at prices inferior to five cents a pint and nine cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Stanstead, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 48-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, of October 8th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 46-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beau-lieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie Laitière dans la région de Rimouski;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Rimouski.

2. La région de Rimouski comprend la ville de Rimouski.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.85 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Rimouski, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 46-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-lieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Rimouski;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Rimouski.

2. The region of Rimouski includes the town of Rimouski.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.85 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Rimouski, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. Le prix du lait vendu et livré en bidon aux communautés religieuses ne pourra être inférieur à \$2.10 les cent livres.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances de ladite Commission concernant la région de Rimouski, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
OSCAR BOISVERT.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

5. The price of milk sold in bulk to Religious Institutions will not be inferior to \$2.10 for each 100 pounds.

The present order cancels all previous orders of said Commission, concerning the region of Rimouski, and comes into force on May 15th 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
OSCAR BOISVERT.

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 43-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beauhieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montmagny:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montmagny.

2. La région de Montmagny comprend la ville de Montmagny et, contiguë à la ville de Montmagny, une lisière de terrain d'un demi-mille en profondeur de la municipalité de Saint-Thomas-de-la-Pointe-à-la-Caille, dans le district judiciaire de Montmagny.

3. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Montmagny, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte, seize sous le pot et trente-deux sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 43-H-38 de la dite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 22 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,
OSCAR BOISVERT.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 43-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners. Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beauhieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Montmagny:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montmagny.

2. The region of Montmagny includes the town of Montmagny, and a strip of land half a mile deep forming part of the municipality of Saint Thomas de la Pointe à la Caille, in the judicial district of Montmagny.

3. No person shall, within the limits of said region of Montmagny, offer or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty two cents a gallon.

The present order cancels Order No. 43-H-38 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for October 22nd, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,
OSCAR BOISVERT.

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 61-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière, à
Montréal, à 10 heures du matin.Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-
J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires,
Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de L'Assomption;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de L'Assomption.2. La région de L'Assomption comprend la
municipalité de la ville de L'Assomption.3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de L'Assomption, offrir, vendre ou livrer, à son
domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile
de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à
trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région
de L'Assomption, offrir, vendre ou livrer du lait
à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un
marchand ou à tout autre établissement de
commerce, à des prix inférieurs à trois sous la
chopine et six sous la pinte.La présente ordonnance annule l'Ordonnance
No 61-H-39 de ladite Commission, publiée dans
la *Gazette officielle de Québec*, du 14 janvier 1939,
et entre en vigueur le 15 mai 1939.Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le pro-
chain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 61-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in
the office of the Dairy Industry Commission in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo.
J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners,
Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of L'Assomption;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of L'Assomption.2. The region of L'Assomption includes the
town municipality of L'Assomption.3. No person shall, within the limits of said
region of L'Assomption, offer, sell or deliver, at
his home or at his business place or at the home
of the purchaser, milk at prices inferior to three
and a half cents a pint and seven cents a quart.4. No person shall, within the limits of said
region of L'Assomption, offer, sell or deliver, at
his home or at his business place or at the home
of the purchaser, milk at prices inferior to three
cents a pint and six cents a quart.The present order cancels Order No. 61-H-39
of said Commission, published in the *Quebec
Official Gazette*, of January 14th, 1939, and comes
into force on May 15th, 1939.The secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 57-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie Laitière, à
Montréal, à 10 heures du matin.Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-
J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires,
Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.Après avoir considéré les conditions de l'in-
dustrie laitière dans la région de Victoriaville;DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 57-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in
the office of the Dairy Industry Commission in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo.
J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners,
Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beau-
lieu, legal adviser.Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Victoriaville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Victoriaville.

2. La région de Victoriaville comprend la ville de Victoriaville.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs pour chaque 100 livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.80 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

5. Sauf les dispositions de l'article 3 ci-dessus, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Victoriaville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à une maison de pension, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte. En ce qui concerne les maisons de pension, le présent article ne vise que les établissements généralement connus sous ce nom ou, moyennant une considération pécuniaire, on sert trente repas ou plus par jour.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région de Victoriaville et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Victoriaville.

2. The region of Victoriaville includes the town of Victoriaville.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis he receives from them \$1.80 net F.O.B. business place of said dealer.

4. No person shall, within the limits of said region of Victoriaville, offer, sell or deliver at his home or his business place, or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

5. Save the provisions of article 3 hereabove no person shall, within the limits of said region of Victoriaville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a boarding-house, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to three and a half cents a pint and six cents a quart. As far as concerns boarding-houses, the present article includes only establishments commonly known as boarding houses where, for monetary consideration, thirty meals or more a day are served.

The present order cancels all other orders concerning the region of Victoriaville and will come into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 60-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Waterville, comté de Sherbrooke;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Waterville.

2. La région de Waterville comprend la municipalité du village de Waterville.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 60-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Waterville, county of Sherbrooke;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Waterville.

2. The region of Waterville includes the municipality of the village of Waterville.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Waterville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région de Waterville, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

3. No person shall, within the limits of said region of Waterville, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels all other orders concerning the region of Waterville and comes into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 62-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 2 mai 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaujeu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Bagotville:

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Bagotville.

2. La région de Bagotville comprend les municipalités de villes de Bagotville et de Port-Alfred et la municipalité du village de St-Alexis-de-la-Grande Baie, dans le comté de Chicoutimi.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.75 net F.A.B. ferme du producteur.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.65 net F.A.B. ferme du producteur.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Bagotville, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 62-H-38 de la dite commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 8 octobre 1938, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 62-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, May 2nd, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaujeu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Bagotville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Bagotville.

2. The region of Bagotville includes the town municipalities of Bagotville and Port Alfred, and the village municipality of St. Alexis de la Grande Baie, in the county of Chicoutimi.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.75 net F.O.B. farm of producer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.65 net F.O.B. farm of producer.

5. No person shall, within the limits of the region of Bagotville, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels order No. 62-H-38, of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated October 8th, 1938, and comes into force on May 15th, 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 18-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance de la Commission de l'Industrie Laitière tenue à Montréal, le mardi 2 mai 1939, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Amos;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Amos.

2. La région d'Amos comprend la municipalité de ville d'Amos.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00 net F.A.B., la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région d'Amos, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région d'Amos, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule toutes autres ordonnances concernant la région d'Amos et entrera en vigueur le 15 mai 1939.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 18-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of the Dairy Industry Commission, held at Montreal, on Tuesday, May 2, 1939, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Amos;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Amos.

2. The region of Amos includes the town municipality of Amos.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$2.00 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of the region of Amos, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Amos, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels all other orders concerning the region of Amos and will come into force on May 15th, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, May 3, 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 44-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.

Séance de la Commission de l'Industrie
Laitière tenue à Montréal, le mardi, 2 mai
1939, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J.
Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires,
Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu,
conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'indus-
trie laitière dans la région de Noranda;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute
personne qui, directement ou indirectement,
vend ou livre du lait dans les limites de la région
de Noranda.

2. La région de Noranda comprend les municipa-
lités de Ville de Noranda et de Rouyn et les
cantons Rouyn et Cadillac.

3. Tout marchand de lait doit payer directe-
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque
cent livres de lait dosant 3.25% de matières
grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.90 net F.A.B.
la ferme du producteur ou \$2.00 F.A.B. station
Macamic.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous
nul ne peut, dans les limites de la dite région de
Noranda, offrir, vendre ou livrer à son domicile
ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'ache-
teur, du lait à des prix inférieurs à six sous la
chopine et douze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite
région de Noranda, offrir, vendre ou livrer du
lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel,
à un marchand ou à tout autre établissement de
commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la
chopine et dix sous la pinte.

6. Il ne pourra être fait qu'une seule livraison
de lait par jour, par les marchands de lait.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance
No 44-H-38, publiée dans la *Gazette officielle de*
Québec du 3 décembre 1938 et entrera en vigueur
le 15 mai 1939.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé
de publier la présente ordonnance dans le prochain
numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.
Québec, le 3 mai 1939.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 55-E-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'industrie laitière de la province
de Québec.

Séance du mardi, 2 mai 1939, tenue au bureau
de la Commission de l'Industrie laitière à Mont-
réal, à 10 heures du matin.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 44-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Québec.

Meeting of the Dairy Industry Commission
held at Montreal, on Tuesday, May 2, 1939, at
10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J.
Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners,
Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu,
legal adviser.

Considering the conditions of the dairy indus-
try within the region of Noranda;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person
who, directly or indirectly, sells or delivers milk
within the limits of the region of Noranda.

2. The region of Noranda includes the town
municipalities of Noranda and Rouyn and the
townships of Rouyn and Cadillac.

3. Any milk dealer must pay directly to his
producer-suppliers, for each hundred pounds
of milk on a 3.25% butterfat basis which he
receives from them, \$1.90 net F.O.B. farm of
producer, or \$2.00 F.O.B. Station Macamic.

4. Save the provisions of article 5 hereunder
no person shall, within the limits of the region of
Noranda, offer, sell or deliver, at his home or
at his business place or at the home of the
purchaser, milk at prices inferior to six cents a
pint and twelve cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said
region of Noranda, offer, sell or deliver milk
to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to
any other business establishment, at a price
inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

6. Only one delivery of milk can be made
daily by milk dealers.

The present order cancels order No. 44-
H-38 published in the *Quebec Official Gazette* of
December 3, 1938, and will come into force on
May 15th, 1939.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present order in the
next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.
Québec, May 3, 1939.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 55-E-39

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Québec.

Meeting of Tuesday, May 2, 1939, held at the
office of the Dairy Industry Commission in
Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Val d'O ;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne, qui directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Val d'Or.

2. La région de Val d'Or comprend la municipalité de la ville de Val d'Or, celle de la ville de Bourlamaque, et les territoires compris dans les cantons de Bourlamaque, Dubuisson, Fournière, Malartic et Pascal.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.00 net F.A.B. la ferme du producteur.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Val d'Or, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et douze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Val d'Or, offrir ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine et dix sous la pinte.

Est considérée établissement de commerce toute maison de pension qui, depuis au moins quinze jours consécutifs, a acheté ou aura acheté un minimum de huit pintes de lait chaque jour.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 55-H-38-B, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 11 mars 1939, et entre en vigueur le 15 mai 1939.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 3 mai 1939.

2033—o

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Val d'Or;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Val d'Or.

2. The region of Val d'Or, includes the town municipality of Val d'Or, that of Bourlamaque, and the territory included in the townships of Bourlamaque, Dubuisson, Fournière, Malartic and Pascal.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$2.00 net F.O.B. farm of producer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Val d'Or, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to six cents a pint and twelve cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Val d'Or, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to five cents a pint and ten cents a quart.

Is considered as a business establishment, any boarding-house which, for at least fifteen consecutive days, has bought or has been buying a minimum of eight quarts of milk a day.

The present order cancels Order No. 55-H-38-B published in the *Quebec Official Gazette* dated March 11th, 1939, and comes into force on May 15th, 1939.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, May 3, 1939.

2034—o

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure No 181237. Dame Dorilda Dubord, des cité et district de Montréal, épouse de Arsène DeBellefeuille, coiffeur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs. Arsène DeBellefeuille, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2ème jour de mai 1939.

Montréal, le 2 mai 1939.

Le procureur de la demanderesse,

2073—o

J. BRUNO NANTEL.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court No. 181237. Dame Dorilda Dubord, of the City and District of Montreal, wife of Arsène DeBellefeuille, hairdresser, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs. Arsène DeBellefeuille, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 2nd day of May, 1939.

Montreal, May 2nd, 1939.

J. BRUNO NANTEL,

Attorney for the Plaintiff.

2074

Arrêtés-en-Conseil

Orders-in-Council

COPIE du Rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 5 mai 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 8 mai 1939.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 5th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on May 8th, 1939.

Concernant la suspension temporaire de l'Ordonnance numéro 24 de l'Office des salaires raisonnables.

Concerning the temporary suspension of Ordinance No. 24, of the Fair Wage Board.

No 778

No. 778

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 5 mai (1939), recommande:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 5th, (1939), recommends:

Que, conformément aux dispositions de l'article 11 de la Loi des salaires raisonnables (1 George VI, chapitre 50 et amendements), l'Ordonnance No 24 de l'Office des salaires raisonnables approuvée par l'arrêté ministériel No 2673 du 22 décembre 1938 soit suspendue pour une période de deux (2) mois ou, jusqu'à décision contraire avant l'expiration de cette période.

Pursuant to the provisions of section 11 of the Fair Wage Act (1 Geo. VI, ch. 50 and amendments), that Ordinance No. 24 of the Fair Wage Board approved by order-in-Council No. 2673 of December 22nd, 1938 be suspended for a two-month period except in the event of a decision to the contrary within the expiration of such period.

Certifié,

Certified,

2057-o A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

2058-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 5 mai 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 8 mai 1939.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 5th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on May 8th, 1939.

Concernant le rappel de l'arrêté ministériel numéro 362, du 25 février 1939.

Concerning the repeal of order-in-Council No. 362 of February 25th, 1939.

No 797

No. 797

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 5 mai (1939), recommande:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 5th, (1939), recommends:

Que, conformément à l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail, l'arrêté ministériel No 362, du 25 février 1939, à l'effet de radier Grande-Baie de la juridiction territoriale telle que décrite à l'article II du décret ministériel No 2225, du 20 août 1937, soit rappelé.

That, pursuant to section 8 of the Collective Labour Agreements' Act, order-in-Council No. 362 of February 25th, 1939, with a view to strike off Grande-Baie from the territorial jurisdiction such as described in section II of order-in-council No. 2225 of August 20th, 1937, be repealed.

Certifié,

Certified,

2059-o A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

2060-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 5 mai 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 8 mai 1939.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 5th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on May 8th, 1939.

Concernant des modifications au décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.

Concerning modifications to the decree relating to the fabrication of corrugated paper boxes in the province of Quebec.

No 798

No. 798

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 5 mai (1939), recommande:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 5th, (1939), recommends:

Que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo VI, chapitre 52), le décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec, portant le numéro 2780 du 23 décembre

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52), that the decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the province of Quebec, number 2780 of December 23rd, 1938,

1938, amendé par l'arrêté ministériel No 152 du 28 janvier 1939, soit de nouveau amendé de la façon suivante:

1. La compagnie "Canadian Wirebound Boxes Limited", est agréée comme partie co-contractante de la première part.

2. "L'Association des Employés de Canadian Wirebound Boxes Limited", est agréée comme partie co-contractante de la deuxième part.

Certifié,

2047-o A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 5 mai 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 8 mai 1939.

Concernant un nouvel amendement au décret relatif au métier de boulanger dans le district de Québec.

No 799

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 5 mai (1939), recommande:

Que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52), le décret No 3023 du 10 novembre 1937 et amendements, relatif au métier de boulanger dans le district de Québec, soit de nouveau amendé de la façon suivante:

1. En retranchant le comté de Lotbinière de l'article III relatif à la juridiction territoriale.

2. En supprimant le mot "Lotbinière" apparaissant au paragraphe "f" de l'article V.

Certifié,

2055-o A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 5 mai 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 8 mai 1939.

Concernant un amendement à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de Donnacona.

No 800

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 5 mai (1939), recommande:

Que, conformément à l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), la convention collective relative aux établissements commerciaux de Donnacona—décret No 515 du 28 avril 1938—soit amendée en remplaçant l'article X par le suivant:

"X. Le présent décret deviendra en vigueur à compter de la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel l'approuvant, et il restera jusqu'au 1er mai 1940; il pourra cependant être rappelé après un avis de 60 jours de l'une ou l'autre des parties contractantes."

Certifié,

2045-o A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

amended by order-in-Council No. 152 of January 28th, 1939, be again amended as follows:

1. The Canadian Wirebound Boxes Company Limited is accepted as co-contracting party of the first part.

2. The Employees' Association of the Canadian Wirebound Boxes Company Limited, is accepted as co-contracting party of the second part.

Certified,

2048-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 5th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on May 8th, 1939.

Concerning a new amendment to the decree relating to the baker's trade in the district of Québec.

No. 799

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 5th, (1939), recommends:

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52), that decree No. 3023 of November 10th, 1937 and amendments, relating to the baker's trade in the district of Québec, be again amended as follows:

1. By striking off Lotbinière county from section III relating to the territorial jurisdiction.

2. By taking off the word: "Lotbinière" mentioned in sub-section "f" of section V.

Certified,

2056-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 5th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on May 8th, 1939.

Concerning an amendment to the collective labour agreement relating to commercial establishments of Donnacona.

No. 800

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 5th, (1939), recommends:

Pursuant to section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52), that the collective labour agreement relating to commercial establishments, of Donnacona—decree No. 515 of April 28th 1938—be amended by replacing section X by the following:

"X. The present decree shall come into force from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the order-in-Council approving same and shall remain effective until the 1st of May, 1940; it may however be repealed after a 60-day notice of either contracting party".

Certified,

2046-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 5 mai 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 8 mai 1939.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 5th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on May 8th, 1939.

Concernant une modification au décret relatif aux employés de garage du district de Québec.

Concerning a modification to the decree relating to garage employees of the district of Quebec.

No 801

No. 801

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 5 mai (1939), recommande:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 5th, (1939), recommends:

Que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), le décret relatif aux employés de garage du district de Québec, portant le numéro 765 du 13 mai 1938, amendé par les arrêtés Nos 1746, 1747, 2778, 361 et 544 des 2 septembre 1938, 23 décembre 1938, 25 février 1939 et 29 mars 1939, soit de nouveau amendé de la façon suivante:

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52), that the decree relating to garage employees in the district of Quebec, No. 765 of May 13th, 1938, amended by orders-in-Council Nos. 1746, 1747, 2778, 361 and 544 of September 2nd, 1938, December 23rd, 1938, February 25th, 1939 and March 29th, 1939, be again amended as follows:

"Le comté de Portneuf est radié de la zone II de l'article III relatif à la juridiction territoriale et n'est pas soumis audit décret."

"Portneuf county is stricken off from Zone II of section III relating to the territorial jurisdiction and is not subject to the said decree."

Certifié,

Certified,

A. MORISSET,

A. MORISSET,

2041-o

Greffier Conseil Exécutif.

2042-o

Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 5 mai 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 8 mai 1939.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 5th 1939, approved by the Lieutenant-Governor on May 8th, 1939.

Concernant un nouvel amendement au décret relatif aux employés de garage du district de Québec.

Concerning a new amendment to the decree relating to garage employees in the district of Quebec.

No 802

No. 802

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 5 mai (1939), recommande:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 5th, (1939) recommends:

Que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 George VI, chapitre 49 et amendements), le décret relatif aux employés de garage du district de Québec, portant le numéro 765 du 13 mai 1938, amendé par les arrêtés Nos 1746, 1747, 2778, 361 et 544 des 2 septembre 1938, 23 décembre 1938, 25 février et 29 mars 1939, soit de nouveau amendé de la façon suivante:

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI ch. 49 and amendments), that the decree relating to garage employees of the district of Quebec, No. 765 of May 13th, 1938, amended by orders-in-council Nos. 1746, 1747, 2778, 361 and 544 of September 2nd, 1938, December 23rd, 1938, February 25th and March 29th, 1939, be again amended as follows:

Le paragraphe 4 suivant est ajouté à la suite du paragraphe 3 de l'article IV:

The following sub-section 4 shall be included after sub-section 3 of section IV:

"4. A compter du 1er janvier 1939, le salaire minimum de tout employé masculin dont le taux de salaire n'est pas fixé par le présent décret est et demeurera de 0.20 de l'heure; la durée du travail pour tel dit employé sera la même que celle prévue à l'article VI du présent décret.

"4. From January 1st 1939, the minimum rate of wage of any male employee which is not determined by the present decree is and shall remain \$0.20 per hour; the duration of labour for such employees shall be that established by section VI of the present decree.

Le salaire de cedit employé qui, lors de la mise en vigueur du présent arrêté, sera supérieur au salaire minimum ici fixé ne pourra être diminué."

The rate of wages of such employee which, at the time of the coming into force of the present decree, shall be higher than the minimum hereby established shall not be reduced."

Certifié,

Certified,

A. MORISSET,

A. MORISSET,

2043-o

Greffier du Conseil Exécutif.

2044-o

Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 5 mai 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 8 mai 1939.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 5th 1939, approved by the Lieutenant-Governor on May 8th, 1939.

Concernant des modifications au décret relatif aux manuteneurs de charbon du port de Montréal.

Concerning modifications to the decree relating to coal handlers of the Harbour of Montreal.

No 803

No. 803

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 5 mai (1939), recommande:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 5th, (1939), recommends:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), les modifications suivantes au décret No 763 du 13 mai 1938 relatif aux manuteneurs de charbon du port de Montréal:

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52), the following modifications to decree No. 763 of May 13th, 1938, relating to coal handlers of the Harbour of Montreal:

1. Les employeurs dont les noms suivent sont ajoutés à la suite des parties contractantes de la première part:

1. The following employers shall become contracting parties of the first part:

"Iroquois Fuel Importers Limited; Mongeau & Robert Cie Limitée; La Coopérative Catholique des Consommateurs de Combustible Limitée".

"Iroquois Fuel Importers Limited; Mongeau & Robert Cie Limitée; La Coopérative Catholique des Consommateurs de Combustible Limitée."

2. L'association ouvrière suivante est acceptée comme partie co-contractante de la seconde part:

2. The following labour organization is accepted as co-contracting party of the second part:

"Local 1450 of the International Longshoremen's Association".

"Local 1450 of the International Longshoremen's Association."

Certifié,

Certified,

A. MORISSET,

A. MORISSET,

2053-o

Greffier Conseil Exécutif.

2054-o

Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 5 mai 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 8 mai 1939.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 5th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on May, 8th, 1939.

Concernant une convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour hommes et garçons.

Concerning a collective labour agreement relating to the men's and boys' hat and cap industry.

No 804

No. 804

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 5 mai (1939), expose:

The Honourable Minister of Labour in a memorandum dated May 5th, (1939), sets forth:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 George VI, chapitre 49) amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), "The United Hatters Cap and Millinery Workers International Union" et les manufacturiers ou établissements manufacturiers ci-après, fabricants de chapeaux, de casquettes et de couvre-chefs de drap pour hommes et garçons, lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

Whereas, pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52), The United Hatters, Cap and Millinery Workers International Union and the manufacturers or manufacturing establishments hereinafter mentioned, producing men's and boys' cloth hats, caps and headwear, have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

ON THE ONE PART:

"The United Hatters, Cap and Millinery Workers International Union" et le Local No 36 de ladite Union,

The United Hatters, Cap and Millinery Workers International Union and Local No. 36 of the said Union,

Et, D'AUTRE PART:

And, ON THE OTHER PART:

"The London Hat & Cap Mfg. Co.; J. Winstan; A. Pinchuck; M. Sufirin; Independent Cap Co.; Canadian Cap Mfg. Co.; Manhattan Cap Mfg. Co.; Capital Maple Leaf Mfg. Co.; The Wolfe Cap Co.; M. Fogul; Smart Maid Hat & Bag Co.; Montreal Cap Mfg. Co.; Paramount Cap Co.",

The London Hat and Cap Mfg. Co.; J. Winstan; A. Pinchuck; M. Sufirin; Independent Cap Co.; Canadian Cap Mfg. Co.; Manhattan Cap Mfg. Co.; Capital Maple Leaf Mfg. Co. The Wolfe Cap Co.; M. Fogul; Smart Maid Hat & Bag Co.; Montreal Cap Mfg. Co.; Paramount Cap Co.,

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 janvier 1939;

Attendu que les dispositions relatives aux taux des salaires et à la durée du travail dans l'industrie visée et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que des objections ont été présentées contre ladite requête;

En conséquence l'honorable Ministre du Travail recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi 1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52, avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 janvier 1939.

I. Définitions : Pour les fins d'application du présent décret, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a. Bloqueur : Le terme "bloqueur" désigne tout ouvrier qui

i. place des chapeaux ou des casquettes de toutes descriptions sur des formes en bois et place ceux-ci dans la bouilloire pour donner du style, de la façon et de la forme à ces chapeaux ou casquettes et enlève ensuite ceux-ci des formes en bois;

ii. fait à la main le pressage complet des chapeaux ou des casquettes sur des formes en bois, à l'aide de fer;

iii. presse des chapeaux ou des casquettes au moyen de la machine hydraulique.

Il ne comprend pas ceux qui pressent les coutures.

b. Opérateurs : Le terme "opérateur" désigne et comprend tout employé du sexe masculin ou féminin affecté à la fabrication partielle ou entière:

i. des chapeaux, des casquettes et des couvre-chefs de toute description, au moyen d'une machine à coudre;

ii. des dessus, des visières;

iii. à l'établissement entier ou partiel des pointures;

iv. à la fixation entière ou partielle des dessus;

v. au posage entier ou partiel de la doublure des chapeaux et des casquettes, des bandes de cuir et des protecteurs.

c. Faiseurs de doublures : Le terme "faiseur de doublures" désigne tout employé de sexe masculin ou féminin capable de faire des doublures pour les chapeaux ou les casquettes, c'est-à-dire celui qui peut, au moyen de machine à coudre, coudre ensemble les bords et les extrémités faits soit de soie, de coton ou de tout autre matériel utilisé dans l'atelier.

d. Coupeur : le mot "coupeur" signifie et désigne tout employé pouvant exécuter et exécutant actuellement toutes les opérations suivantes: placement des patrons à chapeau ou à casquette sur le tissu ou le matériel en cuir, ou les doublures de chapeau ou de casquette et coupe dudit matériel ou doublure, soit à la main, à l'aide d'un couteau court ou long, d'un couteau mécanique ou de ciseaux, en suivant lesdits patrons.

be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of January 28th, 1939;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour in the industry concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of Section 5 of the said Act concerning the publication of notices have been duly observed;

Whereas objections have been presented against the said request;

Consequently the Honourable Minister of Labour recommends its approval in conformity with the provisions of Section 6 of the Act 1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52, with however the new following provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of January 28th, 1939.

I. Definitions: For the purposes of enforcement of the present decree, the following terms shall have the significance hereinafter given to them:

a. Blocker: The term "blocker" designates any worker who:

i. places hats or caps of any description on wooden blocks and puts same in a steam boiler to give them style, shape or form and then remove same off wooden blocks;

ii. presses complete hats and caps on wooden blocks with hand iron;

iii. presses hats or caps on the hydraulic pressing machine.

It excludes those pressing seams.

b. Operator: The term "operator" designates and comprises any male or female employee engaged in entire or partial fabrication:

i. hats, caps or headwear of any description with the sewing machine;

ii. covers and peaks;

iii. the setting up of sizes (part or whole);

iv. the fixing of covers (part or whole);

v. the sewing of linings on hats or caps, sweat bands and protectors (part or whole).

c. Lining makers: The term "lining makers" designates any male or female employee capable of making hat and cap linings, i.e. the one who can sew together, with a sewing machine, the sides and tips made of silk, cotton or any other material used in the factory.

d. Cutter: The term "cutter" signifies and designates any employee able to perform and actually performing all the following operations: placing patterns for hat and cap shapes on fabric, leather goods or linings; cutting said material or lining by hand or with a short or long knife, a mechanical knife or scissors, according to the patterns.

II. Jurisdiction : a. Jurisdiction industrielle : Le présent décret régit tous les manufacturiers fabriquant, soit comme industrie principale ou secondaire, toutes sortes de chapeaux et de casquettes pour hommes et garçons et couvre-chefs pour enfants des deux sexes.

Le présent décret ne régit pas toutefois :

i. la fabrication des bonnets de bébé qui, aux fins d'application du présent décret, sont considérés comme étant des coiffures fabriquées seulement de soie, de satin, de dentelle, de popeline, de tissus imprimés de soie, de tissus de coton de rayonne, de chinchilla, de laine à couvertures et de feutre à la verge;

ii. Les manufacturiers travaillant à sous-trait, et fournissant aux manufacturiers d'habits et d'ensembles pour enfants les casques, bonnets et couvre-chefs fait de même matériel et devant appareiller les habits et ensembles manufacturés par leurs associés et qui ne vendent pas ces dits articles directement aux magasins de détail.

b. Jurisdiction territoriale : La juridiction territoriale du présent décret comprend toute la province de Québec.

III. Heures de travail : a. Tous les opérateurs, bloqueurs, coupeurs et faiseurs de doublures seront employés, soit sur une base de travail à la pièce soit sur une base de travail à la semaine; la durée du travail hebdomadaire sera de quarante-quatre (44) heures réparties tel que ci-après stipulé. Si, lors de la date de la mise en vigueur du présent décret, le système du travail à la semaine est en existence dans un établissement, il sera interdit de lui substituer le système du travail à la pièce, sans le consentement écrit du représentant dûment autorisé du comité paritaire.

b. Quarante-quatre (44) heures constitueront une semaine de travail; dans les établissements où il n'y a pas de travail le samedi, la journée de travail sera de 9 heures par jour, les quatre premiers jours de travail de la semaine, à savoir: les lundi, mardi, mercredi et jeudi, et de 8 heures le vendredi. Le travail commencera à 8.00 ou 8.30 a.m. et se continuera jusqu'à 6.00 ou 6.30 p.m., et le vendredi, jusqu'à 5.00 ou 5.30 p.m., selon le cas, avec intervalle d'une heure pour le repas. Le travail est interdit les samedis et les dimanches.

c. Les employeurs suivant la répartition du travail établie au paragraphe précédent auront, à la suite d'une autorisation du comité paritaire, le droit de réduire à huit (8) heures la durée journalière de travail pour les cinq premiers jours de travail, et de faire travailler leurs ouvriers de 8.00 ou 8.30 a.m. à 12.00 ou 12.30 p.m., les samedis.

d. Dans les établissements où la semaine de travail de quarante-quatre heures est divisée en périodes journalières de huit (8) heures pour les cinq premiers jours ouvrables et de quatre (4) heures le samedi, elle demeurera telle quelle et tout changement prévu devra être agréé par consentement mutuel.

IV. Travail supplémentaire : Tout travail supplémentaire en excès de dix (10) heures par semaine et de deux (2) heures par jour, est interdit. Tout travail est interdit les samedis après-midi et les dimanches.

Il est interdit à un contremaître, à une contremaîtresse, à un entrepreneur, associé ou actionnaire, de travailler dans les classifications mentionnées après une journée régulière de travail au sens du présent décret.

II. Jurisdiction: a. Industrial jurisdiction: The present decree governs all manufacturers producing as a main industry or as an addition to their main industry all kinds of men's and boys' hats and caps and headwear for children of both sexes.

However, the present decree does not govern:

i. the manufacturing of babies' bonnets which, for the purposes of the present decree, are considered as headwear made of silk, satin, lace, poplin, silk prints, cotton plain fabrics, rayon fabrics, chinchilla, blanket wool and felt yard goods;

ii. the manufacturers under a sub-contract who supply to children's coat and ensemble manufacturers matching helmets, bonnets and headwear made of the same fabrics and to match the coats and ensembles of their principals and who do not sell the said products directly to the retail stores.

b. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the present decree comprises all the province of Quebec.

III. Hours of labour: a. All operators, blockers, cutters and lining makers shall be employed either on a piece-work basis or on a basis of work by the week; the weekly duration of labour shall be forty-four (44) hours distributed as hereinafter stipulated. If, at the time of the enforcement of the present decree, the system of work by the week is applied in an establishment, it shall be forbidden to substitute to the latter the piece-work system unless the duly authorized representative of the Joint Committee give his written consent.

b. Forty-four (44) hours shall constitute a week of labour; in establishments where there shall be no work on Saturday the daily duration of labour shall be 9 hours for the first four working days of the week, that is: Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and 8 hours on Friday. Work shall begin at 8.00 or 8.30 a.m. and shall continue until 6.00 or 6.30 p.m. and on Friday, until 5.00 or 5.30 p.m., as the case may be with one hour off for meal. There shall be no work on Saturday and Sunday.

c. The employers according to the distribution of work established in the preceding subsection shall, under an authorization of the Joint Committee, have the right to reduce to eight (8) hours the daily duration of labour for the first five working days, and to work from 8.00 or 8.30 a.m. to 12.00 or 12.30 p.m. on Saturday.

d. In the establishments where the weekly duration of labour of forty-four hours is divided into daily periods of eight (8) hours for the first five working days and of four (4) hours on Saturday, the said duration of labour shall remain as it is and all future changes must be accepted by mutual consent.

IV. Overtime work: All overtime work exceeding ten (10) hours per week and two (2) hours per day is forbidden. There shall be no work on Saturday afternoon and on Sunday.

No foreman, male or female, contractor, partner or share holder shall work in the classifications hereinafter mentioned outside the regular daily duration of labour stipulated in the present decree.

V. *Salaires*: a. Les salaires journaliers et hebdomadaires seront les suivants pour les ouvriers qualifiés dans les classifications ci-après mentionnées:

Métiers	Salaires	
	Salaires hebdomadaires (44 hrs)	Salaires journaliers (44 hrs)
Coupeurs.....	\$0.50	\$22.00
Opérateurs.....	0.45½	20.00
Bloqueurs.....	0.35	15.40
Faiseuses de doublures.....	0.28½	12.50

b. Tous les ouvriers appartenant aux classes susdites doivent être qualifiés, conformément aux prescriptions ci-après mentionnées.

c. Le système de travail à la pièce, s'il est en force dans un établissement lors de la mise en vigueur du présent décret, doit prévoir, pour chacune des classifications mentionnées précédemment, un taux assez élevé pour assurer à l'ouvrier au moins le taux horaire minimum afférent à chacune des classifications. Ces taux doivent être approuvés par le comité paritaire.

d. Tout employé qui a exécuté et qui exécute présentement toute sorte d'ouvrage non prévue par les classifications énumérées, devra continuer; toutefois s'il est affecté durant la moitié d'une semaine donnée au travail d'une classification établie, son salaire sera rajusté en conséquence.

e. L'employeur devra établir et spécifier un jour de paie régulier pour les employés de son établissement; les salaires seront payés en argent.

VI. *Dispositions spéciales*: a. Tout ouvrier employé dans n'importe quelle classe et recevant une rémunération hebdomadaire inférieure à \$25.00, aura droit à un bonus de 5% sur son salaire et ou au prix de travail à la pièce, en supplément de ce qu'il recevait au 1er janvier 1939, dans sa classe respective.

Toute réduction des salaires ou des taux à la pièce dans l'industrie durant l'existence du présent décret, est interdite.

b. Conformément aux prescriptions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire pourra émettre des certificats aux ouvriers qui n'ont pas acquis l'habileté nécessaire à l'exécution normale de leur travail ou qui sont handicapés en raison de leur âge ou de quelque infirmité.

VII. *Durée du décret*: Le présent décret deviendra en force à compter du 1er janvier 1939 et demeurera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1940.

Certifié,

A. MORISSET,

2049—o

Greffier du Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 5 mai 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 8 mai 1939.

Concernant une convention collective de travail relative aux débardeurs du port de Montréal—navigation intérieure et côtière.

No 805

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 5 mai (1939), expose:—

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 George VI, chapitre 49, amendée

V. *Wages*: a. The daily and weekly wages shall be the following for the skilled workers in the classifications hereinafter mentioned:

Trades	Hourly Weekly rates (44 hours)	
	Hourly rates	Weekly rates
Cutters.....	\$ 0.50	\$ 22.00
Operators.....	0.45½	20.00
Blockers.....	0.35	15.40
Lining makers (female).....	0.28½	12.50

b. All workers belonging to aforementioned classes must be qualified in conformity with the provisions hereinafter mentioned.

c. The piece-work system, if in force in an establishment at the time of the coming into force of the present decree, must provide for every classification herein mentioned a rate that is high enough to ensure to the worker at least the minimum hourly rate established for the classification concerned. These rates must be approved by the Joint Committee.

d. Any employee who has performed and who is actually performing all kinds of work not specified by the above-mentioned classifications shall continue to perform same; however, if during half a week he performs an operation mentioned, his wages shall be readjusted in consequence thereof.

e. The employer shall establish and specify a regular pay day for the employees of his establishment; the wages shall be paid in cash.

VI. *Special provisions*: a. Any worker employed in any classification and receiving less than \$25.00 per week shall be entitled to a bonus of 5% on his wages and/or to the piece-work rate, in excess of what he was receiving on January 1st, 1939, in his respective classification.

There shall be no reduction on the wages or piece-work rates in the industry concerned during the subsistence of the present decree.

b. Pursuant to the provisions of sub-section "i" of section 20 of the Act, the Joint Committee may issue certificates to the workers who have not acquired the necessary ability required for the normal execution of their work or who are handicapped on account of old age or infirmity.

VII. *Duration of the decree*: The present decree shall come into force on January 1st, 1939 and shall remain in force until January 1st, 1940.

Certified,

A. MORISSET,

2050—o

Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 5th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on May 8, 1939.

Concerning a collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Montreal—inland and coastal navigation.

No. 805

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 5th, (1939), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI,

par 2 George VI, chapitre 52), "The Brotherhood of Railway and Steamship Clerks, Freight Handlers, Express and Station Employees" lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Canada Steamship Lines Limited; Clarke Steamship Company Limited; The Ellis Shipping Company Limited; Interprovincial Steamship Lines Ltd (Montreal Shipping Company Agents); Calvin Shipping Company Limited; The Empire Stevedoring Company; Jarka Corporation of Canada, Limited; Anticosti Shipping Company Limited."

Et, D'AUTRE PART:

"The Brotherhood of Railway and Steamship Clerks, Freight Handlers, Express and Station Employees";

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 18 mars 1939;

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre ladite requête;

En conséquence, l'honorable Ministre du Travail recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite loi, avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 18 mars 1939.

I. Juridiction industrielle: La juridiction industrielle du présent décret comprend le chargement et le déchargement des navires préposés à la navigation intérieure et côtière dans le Port de Montréal, (à l'exception du manèment du grain), tel que défini à l'article XIII du présent décret et le chargement et le déchargement des navires dans les limites du canal Lachine (à l'exception du manèment du grain).

II. Définition: Le terme "débardeur" comprend toute personne s'occupant de travail physique de chargement et de déchargement d'un navire, à l'exception de l'équipage du navire engagé selon les dispositions de la Loi de la Marine Marchande du Canada.

III. Taux de salaires: a. Tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. sera rémunéré au taux horaire de \$0.50.

b. Tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. sera rémunéré au taux horaire de \$0.51.

L'heure utilisée pour le calcul des heures de travail sera l'heure officiellement reconnue dans la cité de Montréal (Heure normale ou heure avancée).

IV. a. Les heures des repas seront:

1. Déjeuner: de 5.00 a.m. à 7.00 a.m.;
2. Dîner: de 12.00 midi à 1.00 p.m.;
3. Souper: de 6.00 p.m. à 7.00 p.m.;
4. Repas de nuit: de 11.00 p.m. à 12.00 minuit.

chapter 52), The Brotherhood of Railway and Steamship Clerks, Freight Handlers, Express and Station Employees has presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Canada Steamship Lines Limited; Clarke Steamship Company Limited; The Ellis Shipping Company Limited; Interprovincial Steamship Lines Ltd (Montreal Shipping Company Agents); Calvin Shipping Company Limited; The Empire Stevedoring Company; Jarka Corporation of Canada, Limited; Anticosti Shipping Company Limited;

And, ON THE OTHER PART:

The Brotherhood of Railway and Steamship Clerks, Freight Handlers, Express and Station Employees,

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of March 18th, 1939;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour in the industry concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of section 5 of the act concerning the publication of notices have been duly observed;

Whereas no objection has been presented against the said request;

Consequently, the Honourable Minister of Labour recommends its approval in conformity with the provisions of section 6 of the said act, with however the new following provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of March 18th, 1939.

I. Industrial jurisdiction: The industrial jurisdiction of the present decree comprises the loading and unloading of all ships (excepting the handling of grain) engaged in inland and coastal navigation, in the Harbour of Montreal, as defined in section XIII of this decree including all vessels loading and unloading in the Lachine Canal Zone (excepting the handling of grain).

II. Definition: The term "longshoremen" signifies any person engaged in the physical work of loading or unloading of a vessel, always excepting the crew of that vessel, signed under the provisions of the Canada Shipping Act.

III. Rates of wages: a. For work performed between the hours of 7.00 a.m. and 7.00 p.m., the rate of pay shall be \$0.50 per hour.

b. For work performed between the hours of 7.00 p.m. and 7.00 a.m., the rate of pay shall be \$0.51 per hour.

The time used for computing hours of labour shall be the time officially recognized in the city of Montreal. (Eastern or daylight saving time).

IV. a. Meal hours shall be:

1. Breakfast: 5.00 a.m. to 7.00 a.m.
2. Luncheon: 12.00 noon to 1.00 p.m.
3. Supper: 6.00 p.m. to 7.00 p.m.
4. Midnight lunch: 11.00 p.m. to 12.00 midnight.

Les débardeurs requis de travailler pendant les heures stipulées pour les repas seront rémunérés à raison de salaire et demi par rapport aux taux de salaire en vigueur, pour l'heure du repas et chaque heure subséquente, jusqu'à ce qu'ils soient requis de prendre leur repas, à l'exception des débardeurs requis de travailler à 10.00 p.m., qui travailleront jusqu'à 12.00 minuit, à raison du taux régulier du salaire en vigueur; cependant, s'ils doivent travailler après 12.00 minuit, ils seront rémunérés à raison de salaire et demi.

b. Cependant, si le travail peut être terminé dans une heure, les débardeurs seront requis de travailler pendant l'heure du repas sans autre rémunération que le salaire régulier en vigueur. Si les débardeurs sont requis de travailler pendant plus d'une heure ou si les hommes ainsi employés sont remplacés par d'autres débardeurs avant la complétion du travail entrepris, ils seront rémunérés à raison de salaire et demi par rapport aux taux régulier, pour l'heure du repas et chaque heure subséquente.

c. Les hommes requis de travailler durant l'heure déterminée pour les repas, conformément aux dispositions des paragraphes "a" et "b" du présent article, pourront être rappelés au travail une heure après avoir été requis de prendre le repas.

V. Les hommes commençant à travailler avant 11.00 p.m. et devant travailler après minuit auront une heure pour le repas, à 11.00 p.m., et recevront \$0.25 pour ce repas. Cependant, il n'est pas nécessaire de relever avant 12.00 minuit les hommes commençant à travailler à 10.00 p.m.

Les hommes commençant à travailler à minuit recevront \$0.25, mais aucun temps ne leur sera alloué pour prendre leur repas de nuit. Le \$0.25 est payable le soir même.

VI. Tout travail fait les dimanches, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de l'Ascension, la fête du Travail, le jour de la Confédération, la Toussaint et le jour où le roi et la reine visiteront Montréal, sera rémunéré à raison de salaire et demi.

VII. Les hommes requis de travailler le dimanche et les jours de fête recevront un minimum de deux heures de salaire suivant le taux en vigueur et ce, pour chaque appel.

Les heures d'appels du dimanche et des jours de fête seront les mêmes que celles des jours de la semaine; cependant, aucune période d'attente n'est allouée.

Lorsque deux fêtes se succèdent, il y a un appel gratuit pour la première fête.

VIII. a. Les hommes désignés par les compagnies comme contremaîtres, recevront au moins \$0.10 de plus par heure que le taux de salaire régulier payé aux débardeurs et seront assujettis aux mêmes conditions que les débardeurs.

b. Les hommes désignés par les compagnies comme surintendants (*walking-bosses*) recevront au moins \$0.20 de plus par heure que le taux de salaire régulier payé aux débardeurs et seront assujettis aux mêmes conditions que les débardeurs.

c. Les paragraphes "a" et "b" du présent article ne s'appliquent pas aux hommes employés à la semaine ou au mois.

d. Ceci ne doit pas être interprété de façon à forcer les compagnies à employer des contremaîtres et des surintendants (*walking-bosses*).

Longshoremen required to work during meal hours shall be paid at the rate of time and one half at the prevailing rate for the meal hour and each subsequent hour until relieved for meal, except that men commencing work at 10.00 p.m. shall work till 12.00 midnight at the prevailing rate and if they work after 12.00 midnight, shall be paid time and one half.

b. If however, the work can be finished in one hour, longshoremen shall work during the meal hour without extra pay other than regular rates. If men are required to work more than one hour, or if such men are relieved by another gang before work is completed, they shall be paid at the rate of time and one half at the prevailing rate for the meal hour and all subsequent time.

c. Men required to work through the meal hours, in accordance with sub-sections "a" and "b" of the present section may be recalled for duty one hour after being relieved for meal.

V. Men commencing work before 11.00 p.m. and required to work after 12.00 midnight shall be allowed one hour for midnight lunch at 11.00 p.m. and shall be allowed \$0.25 for same, but men starting work at 10.00 p.m., need not be relieved until 12.00 midnight. Men commencing work at 12.00 midnight shall be allowed \$0.25 but no time shall be allowed for midnight lunch. The \$0.25 is payable the same night.

VI. Time and a half shall be paid for work performed on Sundays and the following holidays: the feast of St. John Baptist, Ascension Day, Labour Day, Dominion Day, All Saints Day and the day the King and Queen visit Montreal.

VII. Men called out for Sunday and holiday shall be paid a minimum of two hours for each time called at the prevailing rate.

Call hours for Sundays and holidays shall be the same as those allowed for week days. However, no waiting time is allowed.

When two holidays fall consecutively, there shall be one free call on the first holiday.

VIII. a. Any man designated as a foreman by the company shall be paid not less than \$0.10 per hour in addition to the regular wages paid to longshoremen and shall be subject to the same conditions as longshoremen.

b. Any man designated as a walking-boss, by the company, shall be paid not less than \$0.20 per hour in addition to the regular wages paid to longshoremen and shall be subject to the same conditions as longshoremen.

c. Sub-sections "a" and "b" of the present section, do not apply to any man employed on a weekly or monthly basis.

d. This is not to be construed as to require the company to employ foremen and walking-bosses.

e) Les débardeurs préposés à la conduite de pileuses ou de machines à traction (*tractors*) recevront \$0.05 de plus par heure que le taux de salaire régulier payé aux débardeurs.

f. Les débardeurs préposés à la manutention du sucre aux raffineries recevront \$0.01 de plus par heure, quand ils seront requis de faire ce travail.

IX. Les débardeurs réguliers seront divisés par groupes et assujettis aux appels ci-après:

Les compagnies appelleront des groupes pour toute heure entre 7.00 a.m. et 12.00 minuit, exception faite des heures stipulées pour les repas. Pour le premier appel du jour, les groupes devront attendre les ordres pendant 15 minutes, sans salaire. Si les groupes sont mis au travail au premier appel, ils recevront un minimum d'une heure de salaire, à moins que le travail sur le navire ne soit terminé en moins de temps. S'ils ne sont pas mis au travail au premier appel, les groupes pourront être appelés pour toute heure subséquente, à l'exception des heures déterminées pour les repas, et requis de travailler ou renvoyés, ils recevront un minimum d'une heure de salaire, suivant le taux en vigueur pour chacun de ces appels subséquents.

Les débardeurs ne seront pas requis de travailler à des heures autres que celles déterminées par les appels, à moins que tous les groupes réguliers soient au travail. Les appels seront donnés quand les hommes laisseront le travail. En cas de feu ou de dommage possible à un navire ou à la cargaison, les débardeurs requis se rapporteront à toute heure désirée.

Au cas où les employeurs ne diviseraient pas les débardeurs par groupes réguliers, les hommes employés par ces compagnies seront assujettis aux conditions du présent article. Chaque compagnie devra tenir, pour fins d'inspection par le comité paritaire, un registre servant à l'enregistrement des appels.

Les débardeurs ne seront pas requis de se rapporter à l'ouvrage de minuit à 7.00 a.m.

X. Le temps sera calculé à compter d'un quart d'heure. (application: cinq minutes de travail ou moins, aucune rémunération—plus de cinq minutes de travail, rémunération d'un quart d'heure).

Exception faite pour la complétion d'un travail entrepris sur un navire, les hommes seront relevés au quart d'heure juste.

XI. Les préposés au service de l'eau (porteurs d'eau) seront rémunérés au taux de \$0.36 l'heure et seront assujettis aux mêmes conditions que les débardeurs.

Les hommes préposés aux amarres seront rémunérés suivant le taux de salaire payé aux débardeurs.

XII. Le temps utilisé pour la manœuvre et le déplacement des bateaux sera rémunéré au taux de salaire en vigueur et lorsque, au cours de leur travail, les débardeurs doivent se déplacer pour continuer leur travail, ils seront rémunérés au cours de ces déplacements selon le taux en vigueur.

XIII. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret s'étend à tout le havre de Montréal, tel que délimité par 8-9, Edouard VII, ch. 24; am. 2 Geo. V, ch. 35 (S.R.C.).

a. Du côté ouest du côté de la ville jusqu'à un endroit situé vis-à-vis de l'église de la paroisse de Longue-Pointe, la limite reste telle qu'établie

e. Designated longshoremen required to operate piling machines or tractors shall be paid \$0.05 per hour in addition to the regular rate of pay of longshoremen.

f. Longshoremen engaged in the handling of sugar at refineries, shall be paid an additional \$0.01 per hour while performing such work.

IX. Regular longshoremen shall be assigned to gangs and subject to calls as follows:

The companies may call gangs for any hour between 7.00 a.m., and 12.00 midnight, meal hours excepted. For the first call of the day, gangs will wait for fifteen minutes for orders without pay. If put to work at the first call, they will receive a minimum of one hour's pay, unless work on the ship is finished in less time. If not put to work at the first call, gangs may be ordered for any subsequent time, meal hours excepted, and shall be paid a minimum of one hour at the prevailing rate for each subsequent call, whether put to work or discharged.

Longshoremen shall not be put to work at any hour except that specified in the calls, unless all regular gangs are working. Calls shall be given when men shall leave work. In case of fire or possible damage to ship or cargo, longshoremen may be ordered for any hour desired.

In case any company does not assign longshoremen to regular gangs, this section shall govern all longshoremen employed by such company. A register of all calls shall be kept by each company and subject to inspection by the Joint Committee.

Longshoremen shall not be required to report for work after 12.00 midnight until 7.00 a.m.

X. There shall be no broken quarter hours. (Interpretation of broken quarter hours: five minutes or less, no pay—over five minutes, an additional quarter hour shall be paid.)

Except when finishing a ship, men will be checked out at the even quarter hour.

XI. Water boys shall be paid at the rate of \$0.36 per hour and shall be covered by the same conditions as longshoremen.

Men called to take lines shall be paid the same rates as longshoremen.

XII. Time for shifting and rigging ships shall be paid at the prevailing rate and when longshoremen in the course of their work are required to move from one place to another, they shall be paid during the transfer time at the prevailing rate.

XIII. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree extends over the whole Harbour of Montreal, as limited by 8-9 Edward VII, ch. 24; am. 2 Geo. V, ch. 35 (R.S.C.).

a. On the Western or city side, to a point opposite the church of the parish of Longue-Pointe, the boundary shall continue to be as

par les dispositions de l'article 5 du chapitre 143 des lois de 1855 de la ci-devant province du Canada et prolongée par les dispositions de l'article 5 du chapitre 61 des lois de 1873, et doivent être interprétées selon les circonstances qui régnaient lorsque ces deux lois ont été rendues respectivement. Vers le nord à partir dudit endroit, ledit havre est agrandi et ladite limite continue jusqu'à l'extrémité nord de l'île de Montréal, en suivant le fleuve St-Laurent, le long de la ligne actuelle des hautes eaux et de façon à comprendre la grève dudit fleuve.

b. La limite sud est une ligne dirigée vers le numéro 65E, astronomique, à partir de l'extrémité est de la ligne commune des lots connus respectivement sous les numéros 3266 et 3267 des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Montréal, jusqu'à l'intersection avec la limite est.

c. La limite de l'est est formé par une ligne qui va de l'intersection de la limite sud avec la limite actuelle des hautes eaux sur la rive est du fleuve St-Laurent, le long de ladite ligne des hautes eaux de façon à comprendre la grève dudit fleuve, jusqu'à l'intersection avec la limite nord.

d. La limite nord est formée par une ligne courant de l'extrémité nord de l'île de Montréal, au Bout-de-l'île, vers le franc est astronomique, et traversant le fleuve St-Laurent jusqu'à l'intersection avec la limite de l'est.

e. Et les eaux intérieures reconnues comme le Canal Lachine, limité du côté est par la ligne de juridiction de la Commission du Port de Montréal, en bas de la rue McGill, dans la paroisse de Montréal, et dont la limite ouest est le lac St-Louis, de l'écluse Lachine dans la paroisse de Lachine.

XIV. *Durée du décret* : Le présent décret sera valable à compter du 1er avril 1939 et demeurera en vigueur pendant toute la saison de navigation de 1939.

Certifié,

2039—o

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 5 mai 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 8 mai 1939.

Concernant une convention collective de travail relative à l'industrie des matériaux de construction.

No 806

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 5 mai (1939), expose :

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), la Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre :

D'UNE PART :

Brodie's Limited, 1070, rue Bleury, Montréal;
National Granite Works Limited, 892 ouest, rue

established by the provisions of Section 5 of Chapter 143 of the Statutes of 1855 of the late Province of Canada, and as extended by the provisions of Section 5 of Chapter 61 of the Statutes of 1873, and shall be construed with reference to the circumstances existing when the said Acts were respectively passed. North-erly from the said point, the said harbour is extended and the boundary line shall continue to the extreme Northern end of the Island of Montreal following the River St. Lawrence along the present line of high water mark, and including the beach thereof.

b. The Southern boundary shall be a line bearing No. 65 E. astronomically, from the Easterly end of the division line between the lots known respectively as numbers 3266 and 3267 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, to an intersection with the Eastern boundary.

c. The Eastern boundary shall be a line from the intersection of the Southern boundary with the present line of high water mark on the East shore of the River St. Lawrence along the said line of high water mark, and including the beach thereof, to the intersection with the Northern boundary.

d. The Northern boundary shall be a line running from the said extreme Northern end of the Island of Montreal and Bout de l'île and bearing due East astronomically and continuing across the River St. Lawrence to the intersection with the Eastern boundary.

e. And that body of inland waters known as Lachine canal; bounded on East side by the line of jurisdiction of the Montreal Harbour Commission at the foot of McGill Street, in the parish of Montreal, and on the West limit by Lake St. Louis at Lachine Locks, in the parish of Lachine.

XIV. *Duration of the decree*: The present decree is in force from the 1st of April, 1939 and shall remain effective during the whole navigation season of 1939.

Certified,

2040—o

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 5th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on May 8th, 1939.

Concerning a collective labour agreement relating to the building material industry.

No. 806

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated May 5th, (1939), sets forth :

Whereas, pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52), "La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment" has presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between :

ON THE ONE PART :

Brodie's Limited, 1070, Bleury St., Montreal;
National Granite Works Limited, 892 West,

Sherbrooke, Montréal; Scotstown Granite Company Limited, Scotstown, Québec; Silver Granite Company Limited, 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal; Deschambault Quarry Corporation, St-Marc des Carrières, Québec; Stanstead Granite Quarries Company, Limited, Beebe, Québec; W. M. Hazelton Granite Quarries, Beebe, Québec;

possédant et exploitant des carrières de granit et des ateliers de taillage de granit et faisant affaires dans toute la Province;

Quinlan Cut Stone Limited, 4414 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal; Morrison Quarry Company Registered, 1070, rue Bleury, Montréal; Martineau Fils Limitée, 517 ouest, rue Marie-Anne, Montréal; H. R. Hutchison, 3726, rue St-Ambroise, Montréal; Lasalle Stone & Marble Company Limited, Ave. Lafleur, Ville Lasalle, Qué.; Missisquoi Stone & Marble Co. Ltd., Philipsburg, Qué.; Joseph-O. Gauthier, St-Marc des Carrières, Qué.; Deschambault Quarry Corporation, St-Marc des Carrières, Qué.; Arco Stone Company Limited, 2565 est, rue Bélanger, Montréal; Art Stone Limited, 5701 rue DeNormanville, Montréal;

tous propriétaires de carrières de pierre à chaux, de pierre à sable, de pierre artificielle ou de toute autre pierre, à l'exception du granit et du marbre, et constituant le groupe prépondérant des employeurs dans cette industrie faisant affaires dans toute la Province;

Missisquoi Stone & Marble Company, Philipsburg, Qué.; Smith Marble & Construction Co., Ltd., 207 Avenue Van Horne, Montréal; Pizzagalli Terrazo Tile Manufacturing Co., 105 ouest, rue Jean-Talon, Montréal; Deery Marble Company Limited, 6554, rue Durocher, Montréal; Lasalle Stone & Marble Company Ltd., Avenue Lafleur, Ville Lasalle, Qué.; Canadian Flooring Tile Company Ltd., 27 ouest, rue Jean-Talon, Montréal; Paul-Ovide Lepage, 4094, rue Parthenais, Montréal; Art Tile & Ceramique Company, 6557, rue Garnier, Montréal;

tous propriétaires d'ateliers de marbre et de terrazo et comprenant le groupe prépondérant des employeurs de ladite industrie faisant affaires dans toute la Province;

Canadian Welding Works Limited, 278, rue de la Reine, Montréal; A. Faustin Limited, 1525, rue Moreau, Montréal; Robert Mitchell Company Limited, 750, Avenue Belair, Montréal; A. & S. Architectural Iron, 87 ouest, rue Vitre, Montréal; Montreal Architectural Iron Works Limited, 279, rue Prince, Montreal; Montreal Metalworked Products Limited, 5290, rue St-Patrick, Montréal;

tous faisant affaires comme manufacturiers et entrepreneurs en fer et en bronze ornemental dans la cité de Montréal, et comprenant le groupe prépondérant des employeurs de ladite industrie et exerçant leurs affaires dans la Province;

Et, D'AUTRE PART:

La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment; les filiales de la Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment, comprenant: Le Syndicat des Tailleurs de Pierre de Montréal; Le Syndicat National Catholique des Briqueteurs-Maçons et Tailleurs de Pierre du Canada, section No 1, Québec; L'Union Na-

Sherbrooke Street, Montreal; Scotstown Granite Company Limited, Scotstown, Quebec; Silver Granite Company Limited, 1117 West, St. Catherine Street, Montreal; Deschambault Quarry Corporation, St-Marc des Carrières, Quebec; Stanstead Granite Quarries Company Limited, Beebe, Quebec; W. M. Hazelton Granite Quarries, Beebe, Quebec;

owning and operating granite quarries and granite cutting plants and doing business in the whole Province;

Quinlan Cut Stone Limited, 4414 West, St. Catherine Street, Montreal; Morrison Quarry Company Registered, 1070, Bleury Street, Montreal; Martineau Fils Limitée, 517 West, Marie-Anne Street, Montreal; H. R. Hutchison, 3726, St-Ambroise Street, Montreal; Lasalle Stone & Marble Company Limited, Lafleur Ave., Town of LaSalle, Que.; Missisquoi Stone & Marble Co. Ltd., Philipsburg, Que.; Joseph O. Gauthier, St-Marc des Carrières, Que.; Deschambault Quarry Corporation, St-Marc des Carrières, Que.; Arco Stone Company Limited, 2565 East, Belanger Street, Montreal; Art Stone Limited, 5701 DeNormanville Street, Montreal;

all owners of quarries of limestone, sandstone, artificial stone and all other kind of stone with the exception of granite and marble and comprising the preponderant group of employers in the said industry doing business in the whole Province;

Missisquoi Stone & Marble Company, Philipsburg, Que.; Smith Marble & Construction Co., Ltd., 207 Van Horne Avenue, Montreal; Pizzagalli Terrazo Tile Manufacturing Co., 105 West, Jean Talon Street, Montreal; Deery Marble Company Limited, 6554, Durocher Street, Montreal; LaSalle Stone & Marble Company Ltd., Lafleur Avenue, Town of LaSalle, Que.; Canadian Flooring Tile Company Ltd., 27 West, Jean Talon Street, Montreal; Paul-Ovide Lepage, 4094 Parthenais Street, Montreal; Art Tile & Ceramique Company, 6557 Garnier Street, Montreal;

all owners of marble and terrazo plants and comprising the preponderant group of employers of the said industry doing business in the whole Province;

Canadian Welding Works Limited, 278 Queen Street, Montreal; A. Faustin Limited, 1525 Moreau Street, Montreal; Robert Mitchell Company Limited, 750 Belair Avenue, Montreal; A. & S. Architectural Iron, 87 West, Vitre Street, Montreal; Montreal Architectural Iron Works Limited, 279 Prince Street, Montreal; Montreal Metalworked Products Limited, 5290 St-Patrick Street, Montreal;

all doing business as manufacturers and contractors in ornamental iron and bronze in the city of Montreal, and comprising the preponderant group of employers of the said industry in the Province;

And, ON THE OTHER PART:

"La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment; The branches of "La Fédération Nationale Catholique des Métiers du Bâtiment", comprising: "Le Syndicat des Tailleurs de Pierre de Montréal"; "Le Syndicat National Catholique des Briqueteurs-Maçons et Tailleurs de Pierre du Canada" Section No. 1,

tionale Catholique des Tailleurs de Pierre des Trois-Rivières; Le Syndicat Catholique des Travailleurs aux Carrières de St-Marc des Carrières; Le Syndicat National Catholique aux Carrières de Frontenac, et "The Canadian Ornamental Iron and Bronze Workers' Union of Montreal",

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des industries et métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 26 novembre 1938;

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail dans les industries et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de ladite loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

En conséquence, l'honorable Ministre du Travail recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de ladite loi, avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes et tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 26 novembre 1938.

SECTION I

INDUSTRIE DU GRANIT

I. *a. Jurisdiction industrielle*: La présente section régit toutes les opérations d'extraction, de cassage, de concassage et de finition du granit.

b. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale de cette section comprend toute la province de Québec.

II. *Taux des salaires*: Les taux de salaires seront les suivants pour chacun des métiers mentionnés ci-après:

Métiers	Salaires horaires
Tailleurs de granit	\$0.60
Manœuvres	0.30
Carriers	0.40
Forgerons	0.50
Opérateurs de scie à chasse (<i>gang saw</i>)	0.45
Polisseurs à la machine	0.50
Apprentis polisseurs—1ère année	0.25
Polisseurs à la main, experts, après un an	0.40
Opérateurs de grue (<i>hoist</i>)	0.45
Opérateurs de dégauchisseuses	0.50
Opérateurs de machines à carborundum	0.45
Ingénieurs en chef	0.60
Ingénieurs-mécaniciens	0.50
Assistants-ingénieurs	0.45
Opérateurs de grue mobile (<i>crane</i>)	0.45
Chauffeurs	0.45
Apprentis—tailleurs de granit:	
1ère année	0.20
2ième année	0.25
3ème année	0.35
4ème année	0.50

Toutefois les tailleurs de granit, dans les limites de la cité de Québec, l'île de Montréal, la cité de Sherbrooke et la cité des Trois-Rivières seront rémunérés à raison de \$0.70 l'heure.

Quebec; "L'Union Nationale Catholique des Tailleurs de Pierre des Trois-Rivières"; "Le Syndicat Catholique des Travailleurs aux Carrières de St-Marc des Carrières"; "Le Syndicat National Catholique aux Carrières de Frontenac", and "The Canadian Ornamental Iron and Bronze Workers' Union of Montreal";

be rendered obligatory for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of November 26th, 1938;

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour in the industries and the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of section 5 of the said Act concerning the publication of notices have been duly observed;

Whereas no objection has been presented against the said request;

Consequently, the Honourable Minister of Labour recommends its approval, in conformity with the provisions of Section 6 of the said Act, with however the new following provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of November 26th, 1938.

PART I

GRANITE INDUSTRY

I. *a. Industrial jurisdiction*: The present part governs all granite extracting, breaking, crushing and finishing operations.

b. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of this part comprises the whole Province of Québec.

II. *Rates of wages*: The rates of wages shall be the following for each one of the trades herein-after mentioned:

Trades	Hourly Rates
Granite cutters	\$ 0.60
Labourers	0.30
Quarrymen	0.40
Blacksmiths	0.50
Gang saw operators	0.45
Machine polishers	0.50
Apprentice polisher—1st year	0.25
Expert hand polishers, after one year	0.40
Hoist operators	0.45
Planer operators	0.50
Carborundum machine operators	0.45
Chief engineer	0.60
Mechanical engineers	0.50
Assistant-engineers	0.45
Travelling-crane operators	0.45
Firemen	0.45
Apprentice-granite cutter:	
1st year	0.20
2nd year	0.25
3rd year	0.35
4th year	0.50

However, granite cutters within the limits of the city of Quebec, the Island of Montreal, the city of Sherbrooke and the city of Three-Rivers shall receive \$0.70 per hour.

	<i>Salaires horaires</i>		<i>Hourly rates</i>
	<i>Dans</i>		<i>In rural</i>
	<i>Dans les dis-</i>		<i>In rural</i>
	<i>tricts</i>		<i>cities districts</i>
	<i>cités rurales</i>		
IIa. Préposés au lettrage et aux dessins sur composition qui sont compagnons tailleurs de granit ou non.....	\$0 70	\$0 60	\$0 70 \$0 60
Préposés au jet de sable qui ne sont pas dessinateurs ni compagnons tailleurs de granit	0 50	0 50	0 50 0 50

III. *Durée du travail* : La durée maximum de travail des tailleurs de granit, des apprentis tailleurs de granit et des préposés au lettrage sera de 45 heures par semaine et de 8 heures par jour, pour les cinq premiers jours de la semaine et de 5 heures le samedi.

La durée du travail des forgerons sera de 8 heures par jour dans les ateliers et 5 heures le samedi; dans les carrières de 9 heures par jour et 5 heures le samedi. La durée maximum du travail pour les autres métiers mentionnés à l'article II de la présente section, sera de 50 heures par semaine, soit 9 heures par jour pour les 5 premiers jours de la semaine et de 5 heures le samedi.

IV. *Travail supplémentaire* : Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

V. *Apprentissage* : a. Quatre années constitueront la période d'apprentissage relativement au métier de tailleur de granit. Aucun apprenti ne pourra commencer la période de son apprentissage avant d'avoir atteint l'âge de seize ans ou après avoir dépassé l'âge de vingt ans.

b. Il est interdit d'employer plus d'un apprenti pour chaque 8 tailleurs de granit engagés dans chaque atelier.

VI. L'employeur pourra engager des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités, à des taux inférieurs aux salaires minima fixés à l'article II de la présente section, mais un seul ouvrier de cette catégorie est autorisé par dix tailleurs de granit normaux, le comité paritaire devant déterminer le pourcentage d'incapacité.

VII. Le comité paritaire pourra, à la suite d'une demande présentée par un employeur et un employé, octroyer des permis de travail à la pièce dans le cas des établissements employant habituellement moins de quatre employés.

III. *Duration of Labour*: The maximum duration of labour for granite cutters, apprentice-granite cutters and letterers shall be 45 hours per week and 8 hours per day for the first five days of the week and 5 hours on Saturday. The duration of labour for blacksmiths, in plants, shall be 8 hours per day and 5 hours on Saturday; in quarries, 9 hours per day and 5 hours on Saturday. The maximum duration of labour for the other trades mentioned in section II of the present part, shall be 50 hours per week; 9 hours per day on the first five days of the week and 5 hours on Saturday.

IV. *Overtime work*: Overtime work shall be paid at the rate of time and one quarter based on the regular rate of wages.

V. *Apprenticeship*: a. Four years shall constitute the apprenticeship period for the granite cutter's trade. To begin the apprenticeship period, the apprentice shall be at least 16 years old and not more than 20.

b. Not more than one apprentice to each 8 granite cutters shall be employed in each plant.

VI. The employer may hire workers, incapacitated either by old age or infirmity, at lower rates of wages than the minimum established by section II of the present part; however, only one such worker to ten normal granite cutters may be hired; the Joint Committee to determine the percentage of incapacity.

VII. The Joint Committee may, upon a request presented by an employer and an employee, issue piece-work permits in the case of establishments usually employing less than four employees.

SECTION 2 ,

INDUSTRIE DU MARBRE

I. a. *Jurisdiction industrielle* : La présente section régit toutes les opérations de l'industrie du marbre, terrazo, tuile ou opérations similaires.

b. *Jurisdiction territoriale* : La juridiction territoriale de cette section comprend la province de Québec.

II. Les taux de salaires ci-dessous mentionnés seront payés pour chacun des métiers ci-après :

<i>Métiers</i>	<i>Salaire</i>
	<i>horaires</i>
Taillieurs de marbre.....	\$0 60
Apprentis-taillieurs de marbre:	
1ère année.....	0 20
2ème année.....	0 25
3ème année.....	0 35
4ème année.....	0 50

PART 2

MARBLE INDUSTRY

I. a. *Industrial jurisdiction*: The present part governs all operations in the marble, terrazo and tile industry or similar operations.

b. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this part shall comprise the province of Quebec.

II. The rates of wages hereinafter mentioned shall be paid for each one of the following trades:

<i>Trades</i>	<i>Hourly</i>
	<i>Rates</i>
Marble cutters.....	\$ 0 60
Apprentice—marble cutters:	
1st year.....	0 20
2nd year.....	0 25
3rd year.....	0 35
4th year.....	0 50

Métiers	Salaires horaires	Trades	Hourly rates
Opérateurs de compresseurs.....	\$ 0.35	Compressor operators.....	\$ 0.35
Ajusteurs de scie (<i>setters</i>).....	0.35	Saw setters.....	0.35
Aides.....	0.30	Helpers.....	0.30
Mécaniciens (<i>millwrights</i>).....	0.40	Millwrights.....	0.40
Opérateurs de machines à scier (<i>gang saws</i>)	0.40	Sawyersmen on gang saws.....	0.40
Opérateurs de machines à carborundum (grosses ou petites).....	0.50	Carborundum machine operators (large or small).....	0.50
Apprentis-opérateurs de machines à carbo- rundum:		Apprentice—Carborundum machines operators:	
Premier 6 mois.....	0.35	First 6 months.....	0.35
Deuxième 6 mois.....	0.40	Second 6 months.....	0.40
Troisième 6 mois.....	0.45	Third 6 months.....	0.45
Polisseurs de face (<i>bed rubber face</i>).....	0.45	Bed-rubber face polishers.....	0.45
Polisseurs de bouts (<i>bed rubber end</i>).....	0.35	Bed-rubber end polishers.....	0.35
Polisseurs à la machine (<i>marbre et terrazo</i>)	0.40	Machine polishers (marble and terrazo)...	0.40
Polisseurs à la main.....	0.35	Hand polishers.....	0.35
Menuisiers pour boîtes (<i>boxers</i>).....	0.35	Boxers.....	0.35
Mouleurs de terrazo.....	0.55	Terrazo casters.....	0.55
Opérateurs de grue (<i>cranemen</i>).....	0.40	Cranemen.....	0.40

III. *Durée du travail* : La durée maximum de travail des tailleurs de marbre et des apprentis-tailleurs de marbre sera de 44 heures par semaine, de 8 heures par jour et de 4 heures le samedi. La durée maximum du travail pour les autres métiers mentionnés à l'article II de cette section sera de 55 heures par semaine, de 10 heures par jour et de 5 heures le samedi.

IV. *Travail supplémentaire* : Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

V. *Apprentissage* : a. Quatre années constitueront la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de marbre et dix-huit mois d'emploi ininterrompu constitueront celle des opérateurs de machines à carborundum.

b. Il est interdit d'employer plus d'un apprenti pour chaque cinq compagnons de chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section; toutefois on pourra employer un apprenti par trois opérateurs de machines à carborundum.

c. Aucun apprenti ne pourra commencer son apprentissage avant d'avoir atteint sa seizième année.

VI. L'employeur pourra engager des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités, à des taux inférieurs aux salaires fixés à l'article II de la présente section, mais un seul ouvrier de cette catégorie est autorisé pour chaque dix tailleurs de marbre normaux, le comité paritaire devant déterminer le pourcentage d'incapacité.

III. *Duration of labour*: The maximum duration of labour for marble cutters and apprentice-marble cutters shall be 44 hours per week; 8 hours per day and 4 hours on Saturday. The maximum duration of labour for the other trades mentioned in section II of this part shall be 55 hours per week; 10 hours per day and 5 hours on Saturday.

IV. *Overtime work*: Overtime work shall be paid at the rate of time and one quarter based on the regular wages.

V. *Apprenticeship*: a. Four years shall constitute the apprenticeship period for the marble cutter's trade and eighteen months of continuous employment shall constitute that of carborundum machine operators.

b. Not more than one apprentice to each five journeymen of any trade mentioned in the present part shall be employed; however, one apprentice to each three carborundum machine operators may be hired.

c. The apprentice shall be at least sixteen years old to begin his apprenticeship.

VI. The employer may hire workers incapacitated by old age or some infirmities at rates lower than those established in section II of the present part, but only one such worker to each ten normal marble cutters may be employed. The Joint Committee shall determine the percentage of incapacity.

SECTION 3

INDUSTRIE DE LA PIERRE

I. *a. Juridiction industrielle* : La présente section régit tout travail de finition dans l'industrie de la pierre à chaux, de la pierre à sable, de la pierre artificielle, des blocs de ciment et industries similaires, autres que celles du granit et du marbre.

b. *Juridiction territoriale* : La juridiction territoriale de cette section comprend toute la province de Québec.

II. Les taux de salaires seront les suivants pour les métiers ci-après mentionnés:

PART 3

STONE INDUSTRY

I. *a. Industrial jurisdiction*: The present part shall govern all finishing work in the industry of limestone, sand stone, artificial stone, cement blocks and similar industries with the exception of granite and marble.

b. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this part comprises the whole province of Québec.

II. The rates of wages shall be the following for the trades hereinafter mentioned:

Métiers	Salaires horaires	Trades	Hourly rates
Tailleurs de pierre	\$ 0 60	Stone cutters	\$ 0 60
Apprentis—tailleurs de pierre:		Apprentice—marble cutters:	
1ère année	0 20	1st year	0 20
2ème année	0 25	2nd year	0 25
3ème année	0 35	3rd year	0 35
4ème année	0 50	4th year	0 50
Opérateurs de machines à raboter (<i>planermen</i>)	0 45	Planermen	0 45
Apprentis—opérateurs de machines à raboter:		Apprentice—planermen:	
Premier 9 mois	0 35	First 9 months	0 35
Deuxième 9 mois	0 40	second 9 months	0 40
Opérateurs de machines à carborundum	0 40	Carborundum machine operators	0 40
Tourneurs de pierre	0 45	Stone turners	0 45
Opérateurs de machines à scier (y compris "gang saws")	0 40	Sawyersmen (including gang saw operators)	0 40
Opérateurs de grue (<i>cranemen</i>)	0 40	Cranemen	0 40
Aides	0 30	Helpers	0 30
Forgerons	0 50	Blacksmith	0 50
III. Pierre artificielle :		III. Artificial stone:	
Finisseurs en pierre artificielle	\$0 50	Artificial stone finishers	0 50
Opérateurs de hie et mouleurs	0 40	Rammers and moulders	0 40
Aides	0 30	Helpers	0 30
Modeleurs	0 60	Pattern makers	0 60
Apprentis:		Apprentices:	
1ère année	0 30	1st year	0 30
2ème année	0 40	2nd year	0 40

IV. *Durée du travail* : La durée maximum du travail des tailleurs de pierre et des apprentis-tailleurs de pierre sera de 44 heures par semaine, de 8 heures par jour et de 4 heures seulement le samedi. La durée maximum du travail pour les autres métiers mentionnés aux articles II et III de la présente section sera de 55 heures par semaine, de 10 heures par jour et de 5 heures seulement le samedi.

V. *Travail supplémentaire* : Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

VI. *Apprentissage* : a. Quatre années constitueront la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de pierre, et dix-huit mois d'emploi ininterrompu constitueront celle des opérateurs de machines à raboter.

b. Il est interdit d'employer plus d'un apprenti pour chaque 8 compagnons de chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section; toutefois on pourra employer un apprenti par trois opérateurs de machines à raboter (*planermen*).

VII. Les employés devront fournir leurs outils et les employeurs devront faire aiguiser et réparer lesdits outils si nécessaire.

VIII. *Ouvriers handicapés* : Des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités pourront être engagés à des taux inférieurs aux salaires minima fixés aux articles II et III de la présente section; un seul ouvrier de cette catégorie est autorisé pour chaque 10 tailleurs de pierre normaux, le comité paritaire devant déterminer le pourcentage d'incapacité.

IX. Dans le but de promouvoir l'usage de la pierre à chaux, pour le remplissage (*infilling*) d'une construction, il est convenu de permettre le travail à la pièce dans le cas de la pierre à surface non polie connue sous le nom de "random ashlar", "scotch work" ou petite course, pourvu que cette pierre n'ait pas plus de 11 $\frac{3}{4}$ " de hauteur; le salaire sera d'un dollar et vingt-cinq sous (\$1.25) par verge carrée.

IV. *Duration of labour*: The maximum duration of labour for stone cutters and apprentice-stone cutters shall be 44 hours per week, 8 hours per day and 4 hours only on Saturday. The maximum duration of labour for the other trades mentioned in sections II and III of the present part shall be 55 hours per week; 10 hours per day and 5 hours only on Saturday.

V. *Overtime work*: Overtime work shall be paid at the rate of time and one quarter based on the regular wages.

VI. *Apprenticeship*: a. Four years shall constitute the apprenticeship period for the stone cutter's trade and eighteen months of continuous employment shall constitute that of planermen.

b. Not more than one apprentice to each 8 journeymen of any trade mentioned in the present part shall be employed; however, one apprentice to each three planermen may be employed.

VII. The employees shall furnish their tools and the employers shall have them sharpened and repaired if necessary.

VIII. *Handicapped workers*: Workers incapacitated by old age or some infirmities may be hired at lower rates than those established in sections II and III of the present part; however only one such worker to each 10 normal stone cutters may be employed. The Joint Committee shall determine the percentage of incapacity.

IX. In order to encourage the use of limestone for the infilling of buildings, it is agreed that piece work shall be allowed for rock face stone commonly known as Random Ashlar, Scotch Work or Petite Course, providing that same is not over eleven and three-quarters inches (11 3-4) high, the rate of pay to be one dollar and twenty-five cents (\$1.25) per square yard.

SECTION 4

PART 4

INDUSTRIE DU FER ET DU BRONZE ORNEMENTAL

ORNAMENTAL IRON AND BRONZE INDUSTRY

I. *a. Jurisdiction industrielle* : la présente section régit la fabrication et l'érection de fer ornemental et de matériel de bronze.

b. Jurisdiction professionnelle : La juridiction professionnelle de la présente section régit les employés travaillant dans les ateliers compris dans la juridiction industrielle déterminée au paragraphe "a" du présent article.

c. Jurisdiction territoriale : La juridiction territoriale de la présente section comprend l'île de Montréal, L'île Bizard, les comtés de l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Vaudreuil, Soulanges, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean, Richelieu et Iberville.

II. *Taux des salaires* : Les salaires minima seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre :

Métiers	Salaires horaires
Mécaniciens.....	\$ 0.66
Ajusteurs.....	0.55
Aides.....	0.45
Erecteurs.....	0.66
Aides-érecteurs.....	0.50

Dans les établissements régis par la présente section, les pourcentages suivants doivent être observés en rapport avec leur échelle de salaire respective :

17% des employés recevront.....	0.66
33% des employés recevront.....	0.55
50% des employés recevront.....	0.45

III. *Durée du travail* : La durée hebdomadaire du travail sera de 44 heures et répartie quotidiennement de la façon suivante :

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi : de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m., à l'exception du samedi où le travail se fera entre 8.00 a.m. et midi.

IV. *Travail supplémentaire* : *a.* Tout travail excédant la durée de 8 heures les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, ou de 4 heures le samedi, et tout travail exécuté le jour de l'An, de la Reine Victoria, le jour d'Action de grâces, la fête du Travail, le jour de Noël et les dimanches ou tout travail exécuté dans toute autre période de la journée en dehors de celles mentionnées à l'article III, constituera du travail supplémentaire.

b. Tout travail spécial ou urgent lequel, pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté durant les périodes journalières de travail ci-haut mentionnées, peut être fait dans n'importe quelle autre période de la journée en vertu d'un permis octroyé par le comité paritaire; tel travail sera sujet aux taux réguliers de salaires.

c. L'heure légale sera l'heure normale ou l'heure avancée suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

V. *Travail supplémentaire* : Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et demi par rapport aux taux réguliers. Tout travail exécuté le jour de l'An, le jour de la Reine Victoria, le Vendredi Saint, le jour de la Confédération, le jour d'Action de Grâces, la Fête du Travail, le Jour de Noël, le dimanche, ou de minuit à 8.00 a.m. un jour régulier de travail, sera rémunéré au double du salaire régulier.

I. *a. Industrial jurisdiction*: The present part shall govern the fabrication and erection of ornamental iron and bronze material.

b. Professional jurisdiction: The professional jurisdiction of the present part shall govern the employees working in the shops comprised in the industrial jurisdiction determined in sub-section "a" of the present section.

c. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the present part shall comprise the Island of Montreal, Ile Bizard, the counties of L'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Vaudreuil, Soulanges, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean, Richelieu and Iberville.

II. *Rates of wages*: The minimum rates of wages shall be the following for each of the following trades:

Trades	Hourly rates
Mechanics.....	\$ 0.66
Fitters.....	0.55
Helpers.....	0.45
Erectors.....	0.66
Erector's helpers.....	0.50

In the establishments governed by the present part, the following percentages shall be observed with regard to their respective scale of wages:

17% of the employees shall receive.....	0.66
33% of the employees shall receive.....	0.55
50% of the employees shall receive.....	0.45

III. *Duration of labour*: The weekly duration of labour shall be 44 hours and distributed daily as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, and Friday: from 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.; on Saturday, the work shall be distributed between 8.00 a.m. and noon.

IV. *Overtime work*: *a.* Any work exceeding the 8-hour duration on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday or 4 hours on Saturday and that performed on New Year's Day, Victoria Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, Sundays and in any other period of the day beside those mentioned in section III, shall be considered as overtime work.

b. All special or urgent work which, for sufficient reason, cannot be performed within the daily periods of labour hereinabove specified may be done in other periods of the day under permit issued by the Joint Committee; such work shall be subject to the regular rates of wages.

c. The legal time shall be standard or daylight saving time depending on which time may be in force in the locality where the work is performed.

V. *Overtime work*: *a.* All overtime work shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rates. Work performed on New Year's Day, Victoria Day, Good Friday, Dominion Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, Sunday, or from midnight to 8.00 a.m. on a regular working day, shall be paid double time.

VI. *Pension, logement, transport* : La pension, le logement et le transport devront être fournis par l'employeur à l'employé obligé de travailler en dehors de la cité de Montréal; le temps de déplacement sera payé au prorata de 8.00 a.m. à 10.00 p.m., mais pas plus de 8 heures de déplacement seront payées dans un jour de calendrier.

VII. Les employés requis de travailler dans une classification d'un taux de salaire inférieur à leur taux ordinaire, seront rémunérés au taux le plus élevé.

VIII. *Travail à la pièce* : Il est expressément stipulé que tout contrat signé par un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce, sera de nul effet.

IX. *Apprentissage* : a. Les apprentis-mécaniciens dans l'atelier recevront le pourcentage suivant calculé sur le taux de salaire des mécaniciens :

1ère année, 1ers 6 mois.....	25%
1ère année, 2ème 6 mois.....	30%
2ème année.....	45%
3ème année.....	60%
4ème année.....	75%

Pour les travaux d'érection les apprentis seront considérés comme des aides après une période de 6 mois d'essai, durant laquelle ils recevront \$0.45 l'heure.

b. Les apprentis-mécaniciens dans l'atelier ne devront pas commencer leur apprentissage avant d'avoir 16 ans, ni après avoir atteint 21 ans.

Quatre années constitueront la période complète d'apprentissage, c'est-à-dire que chaque apprenti devra avoir travaillé 208 semaines. Il sera permis d'avoir un apprenti pour chaque groupe de sept mécaniciens travaillant dans un atelier. Si un employeur a moins de sept mécaniciens à son emploi, il lui sera quand même permis d'avoir un apprenti. Les heures de travail supplémentaire des apprentis seront les mêmes que celles des compagnons.

Comité paritaire : A compter de la sanction de la présente convention collective de travail par arrêté ministériel, le comité paritaire formé pour surveiller et assurer l'application de l'ancien décret continuera à surveiller et à administrer le présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé.

Le dit nouveau comité, à compter de sa formation, remplacera l'ancien comité. Toute propriété et tous droits de l'ancien comité seront légalement transférés au comité nouvellement formé et ledit nouveau comité aura les devoirs et responsabilités de l'ancien comité.

Durée du décret : Le présent décret sera valable à compter du 1er janvier 1939 et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1939.

Certifié,

2051—o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 3 mai 1939 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 5 mai 1939.

Concernant la soustraction au piquetage en claims miniers de l'île d'Anticosti.

L'honorable ministre des Mines et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 3 mai (1939), expose :

VI. *Board, room, and travelling expenses*: Board, room and travelling expenses shall be paid by the employer to the employee required to work outside the city of Montreal; travelling time shall be paid at the *prorata* of 8.00 a.m. to 10.00 p.m. But, not more than 8 hours of travelling shall be paid in one calendar day.

VII. The employees required to work in a classification of a lower rate than their usual class, shall receive the higher rate.

VIII. *Piece work*: It is expressly stipulated that all contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work basis shall be null.

IX. *Apprenticeship*: a. Apprentice mechanics in the shop shall receive the following percentage computed on the mechanics' rates of wages:

1st year, 1st 6 months.....	25%
1st year, 2nd 6 months.....	30%
2nd year.....	45%
3rd year.....	60%
4th year.....	75%

For erection works, apprentices shall be considered as helpers after a 6-month probation period during which they shall receive \$0.45 per hour.

b. Apprentice-mechanics in the shop shall not begin their apprenticeship before 16 years of age or after 21. Four years shall constitute the complete apprenticeship period, meaning that each apprentice shall have to work during 208 weeks. One apprentice shall be allowed to each group of seven mechanics working in a shop. If an employer has less than seven mechanics he still may have one apprentice. Overtime hours for apprentices shall be the same as those of journeymen.

Joint Committee: From the date of the ratification of the present agreement by an order-in-council, the Joint Committee formed in order to supervise and ensure the enforcement of the former decree shall continue to supervise and administer the present decree until the formation of a new committee.

Said new committee, from the date of its formation, shall replace the former committee. All properties and rights of the former committee shall be legally transferred to the newly formed committee and the said new committee shall have the duties and responsibilities of the former committee.

Duration of the decree: The present decree is effective from the 1st of January, 1939 and shall remain in force until the 31st of December, 1939.

Certified,

2052—o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honorable Executive Council dated the 3rd May, 1939, approved by the Lieutenant-Governor the 5th May, 1939.

Concerning the withdrawal of the Island of Anticosti from the staking of Mining Claims.

The Honourable Minister of Mines and Fisheries, in a memorandum dated the 3rd of May, 1939, sets forth:

Vu le projet du ministre d'entreprendre durant l'été 1939 des travaux géologiques sur l'île d'Anticosti:

Et vu l'article 181 de la loi des Mines de Québec, (chapitre 80, S.R.Q.)

En conséquence recommande que l'île d'Anticosti soit jusqu'à nouvel ordre soustraite au piquetage en claims miniers.

Certifié,

2089—o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

In view of the project of the Minister to undertake, during the Summer of 1939, geological works on the Island of Anticosti;

And in conformity with Article 181 of the Quebec Mining Act (Chapter 80, R.S.Q.).

Therefore he recommends that the Island of Anticosti be, until further notice, withdrawn from the staking of mining claims.

Certified,

2090 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

La compagnie "Swindell-Dressler Corporation" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la Province, est à Champlain, Québec, a-s International Foils, Ltd.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. George Beverly Puddicombe, de 204 ouest, rue Notre-Dame, de la cité de Montréal.

Québec, le 10 mai 1939.

2091—o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Miscellaneous Notices

The company "Swindell-Dressler Corporation", has been authorized to carry on business in the Province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at Champlain, Québec, c-o International Foils, Ltd.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. George Beverly Puddicombe, of 204 Notre-Dame Street West, of the City of Montréal.

Québec, May 10, 1939.

2092 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

VILLAGE DE CHANDLER (Comté de Gaspé)

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Avis public est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions du règlement numéro 63 du village de Chandler, un tirage au sort a été effectué au bureau de la Commission municipale de Québec, à Québec, le 3 mai 1939, et que les obligations ci-après désignées, émises par ledit village sous l'autorité dudit règlement, ont été tirées et seront remboursables à compter du 1er juillet 1939:

Dénomination de \$500.00: Numéros D-11, D-67 D-110 et D-114;

Dénomination de \$100.00: Numéros C-35, C-113, C-161 et C-182.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er juillet 1939, présenter et remettre lesdites obligations pour paiement à la Banque Canadienne Nationale, à Chandler, Québec ou Montréal, avec tous les coupons d'intérêt non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1939.

Donné à Chandler ce 10ème jour de mai 1939.

2107—o Le secrétaire-trésorier,
WILBROD LUCAS.

VILLAGE OF CHANDLER (County of Gaspé)

DRAWING OF BONDS

Public notice is hereby given that, in accordance with the provisions of By-Law number 63 of the Village of Chandler, a drawing by lot was made at the office of the Quebec Municipal Commission, at Québec, on May 3, 1939, and that the following bonds, issued by the said Village under authority of said By-law, were drawn and will become payable from July 1, 1939.

Denomination of \$500.00: Numbers D-11, D-67, D-110 and D-114;

Denomination of \$100.00: Numbers C-35, C-113, C-161 and C-182.

The holders of the above described bonds shall, on July 1, 1939, present for payment and remit said bonds to the Banque Canadienne Nationale, at Chandler, Québec or Montreal, with all unmatured coupons attached.

Said bonds shall cease to bear interest from July 1, 1939.

Made at Chandler on May 10, 1939.

2108—o WILBROD LUCAS,
Secretary-Treasurer

Bureau-chef

Chief Office

Province de Québec, district de Montréal

Province of Quebec, district of Montreal.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Herwal Holdings Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du troisième jour d'avril mil neuf cent trente-neuf et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1559, rue Macgregor.

Notice is hereby given that "Herwal Holdings Limited", incorporated by Letters Patent on the Third day of April, nineteen hundred and thirty-nine and having its Head Office in the City of Montreal, has established its office at Number 1559 Macgregor Street.

A comptdr de la date du cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Daté en la cité de Montréal, ce vingt-neuvième jour d'avril, mil neuf cent trente-neuf.

Dated at the city of Montreal this twenty-ninth day of April, nineteen hundred and thirty-nine.

Le Président,

H. B. WALKER,

2103

H.-B. WALKER

2104-o

President.

Chartes:—Abandon de

Charters:—Surrender of

LA COMPAGNIE TRAVERSE DE RESTIGOUCHE
LTÉELA COMPAGNIE TRAVERSE DE RESTIGOUCHE
LTÉE

Avis est par les présentes donné que "La Compagnie Traverse de Restigouche Ltée", constituée en corporation par Lettres Patentes accordées en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 9 mars 1935 (Lib. 158 Fol. 17) a l'intention de demander immédiatement à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil de la Province de Québec la permission d'abandonner sa Charte.

Notice is hereby given that "La Compagnie Traverse de Restigouche Ltée", incorporated by Letters Patent granted under the Quebec Companies Act, dated March 9, 1935, (Lib. 158, Fol. 17) intends forthwith to make application to His Honour the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter.

Le présent avis est donné conformément aux dispositions de l'Article 25 de la Loi des Compagnies de Québec.

The present notice is given pursuant to the provisions of Section 25 of the Quebec Companies' Act.

Carleton, ce 8 mai 1939.

Carleton, May 8, 1939.

Le Secrétaire,

ALPHONSE CHABOT,

2075-o

ALPHONSE CHABOT.

2076-o

Secretary.

Province de Québec, District of Montréal

Province of Quebec, District of Montreal

N. WALLOT & FILS LIMITÉE

N. WALLOT & FILS LIMITÉE

Avis est par les présentes donné, conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, que la compagnie, N. Wallot & Fils Limitée, s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales de l'industrie et du commerce pour permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter de la date qu'ils leur plairont de fixer.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the first part of the Quebec Companies' Act, that N. Wallot & Fils Limitée will apply to the Attorney General and the Minister of the Municipal Affairs, Trade and Commerce, to surrender its charter and direct its cancellation as and from the date which it may please them to fix.

Montréal, 4 mai 1939.

Montreal, May 4th., 1939.

Le Secrétaire,

GEORGE NOEL,

2077-o

GEORGE NOEL.

2078-o

Secretary.

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

No 1395-32

No. 1395-32

Québec, le 1er mai, 1939.

Quebec, May 1st, 1939.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Boileau", dans le comté de Chicoutimi, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Boileau", in the County of Chicoutimi, the territory hereinunder described, to wit:

Les lots 32 à 50 inclusivement des rangs V, VI, VII du canton Boileau qui n'appartiennent actuellement à aucune municipalité scolaire organisée;

Lots 32 to 50 inclusively of Ranges V, VI, VII of the Township of Boileau, not presently belonging to any organized school municipality;

Les lots 1 à 6 inclusivement du rang Ouest, Rivière Ha! Ha! du rang VII Est Bras Hamel, VIII dans le canton de Ferland qui devront être détachés de la municipalité scolaire de Ferland.

1985—18-2-o

No 420-39

Québec, le 1er mai, 1939.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La Municipalité scolaire de Paul-Baie" dans le comté de Saguenay, les rangs 5 et 6 du canton de Laval, qui ne sont pas encore organisés en municipalité scolaire.

1987—18-2-o

No 1764-38

Québec, le 1er mai, 1939.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Benoît-Labre, dans le comté de Matapédia, les lots A à G inclusivement des rangs IV, V, VI du canton de Nemtayé et de les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Irène-de-Nemtayé, même comté.

1989—18-2-o

No 103-99

Québec, le 28 avril, 1939.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de St-Georges-de-Castagnier", dans le comté de l'Abitibi, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Les lots Nos 1 à 14 inclusivement des rangs V et VI, les lots 1 à 22 inclusivement des rangs VII et VIII, les lots 1 à 53 inclusivement des rangs IX et X du canton de LaMorandière. Ce territoire ne fait partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée.

Les lots 23 à 29 inclusivement des rangs VII et VIII du même canton qui devront être détachés de la municipalité scolaire de LaMorandière.

Le lot 58 à la limite est des rangs VII et VIII, le lot 54 à la limite est des rangs IX et X, du canton de Duvernay.

Les lots 1 à 44 inclusivement des rangs I et II du canton de Vassal, les lots 1 à 20 inclusivement des rangs III et IV du même canton.

Les lots 60 à la limite est du canton de Castagnier dans les rangs I, II, III, IV.

1991—18-2-o

No 1638-37

Québec, le 1er mai, 1939.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de St-Romuald-de-Moffet, dans le comté de Témiscamingue, les lots 22 à 52 inclusivement du rang IV du canton de Latulippe; les lots compris entre le lac des Quinze et le lot 25 inclusivement des rangs I à V inclusivement du canton Brodeur; les lots 1 à 25 inclusivement du rang VI du même canton, les lots 8 à 25 inclusivement des rangs VII et VIII du même canton; les lots 1 à 10 inclusivement des rangs IX à XII inclusivement du même canton. Tout ce territoire appartient actuellement à aucune municipalité scolaire organisée.

1993—18-2-o

Lots 1 to 6 inclusively of Range West, Ha! Ha! River, of Range VII East, Bras Hamel, VIII in the Township of Ferland, which shall be detached from the School Municipality of Ferland.

1986—18-2

No. 420-39

Quebec, May 1st, 1939.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Paul-Baie", in the County of Saguenay, Ranges 5 and 6 of the Township of Laval, which are not yet organized into a school municipality.

1988—18-2

No. 1764-38

Quebec, May 1st, 1939.

Application is made to detach from the School Municipality of St-Benoît-Labre, in the County of Matapédia, lots A to G inclusively, of Ranges IV, V, VI of the Township of Nemtayé, and to annex the same to the School Municipality of Ste-Irène-de-Nemtayé, same County.

1990—18-2

No. 103-99

Quebec, April 28, 1939.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of St-Georges-de-Castagnier", in the County of Abitibi, the territory hereinbelow described, namely:

Lots Nos. 1 to 14 inclusively of Ranges V and VI, lots 1 to 22 inclusively of Ranges VII and VIII, lots 1 to 53 inclusively of Ranges IX and X of the Township of LaMorandière. The said territory does not form part of any already organized School Municipality.

Lots 23 to 29 inclusively of Ranges VII and VIII of the same township which shall be detached from the School Municipality of LaMorandière.

Lot 58 to the East limit of Ranges VII and VIII, lot 54 to the East limit of Ranges IX and X, of the Township of Duvernay.

Lots 1 to 44 inclusively of Ranges I and II of the Township of Vassal, lots 1 to 20 inclusively of Range III and IV of the same township.

Lots 60 to the East limit of the Township of Castagnier in Ranges I, II, III, IV.

1992—18-2

No. 1638-37

Quebec, May 1st, 1939.

Application is made to annex to the School Municipality of St-Romuald-de-Moffet, in the County of Témiscamingue, lots 22 to 52 inclusively of Range IV of the Township of Latulippe; the lots comprised between "Lac des Quinze" and lot 25 inclusively of Ranges I to V inclusively of the Township of Brodeur; lots 1 to 25 inclusively, of Range VI of same township, lots 8 to 25 inclusively of Ranges VII and VIII of same township; lots 1 to 10 inclusively of Ranges IX to XII inclusively of same township.

All said territory not presently belonging to any organized school municipality.

1994—18-2

No 770-38

Québec, le 2 mai, 1939.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Christophe, dans le comté de l'Abitibi, en celui de "La municipalité scolaire de St-Viateur-de-la-Ferme".

1995-18-2-o

No. 770-38

Quebec, May 2nd, 1939.

Application is made to change the name of the School Municipality of St-Christophe, in the County of Abitibi, to that of "The School Municipality of St-Viateur-de-la-Ferme".

1996-18-2

No 447-38

Québec, le 4 mai, 1939.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Mont-Tremblant", dans le comté de Terrebonne, le territoire suivant, savoir:

Les lots 1 à 19 inclusivement des rangs C, D, et E, du canton Clyde. Ces lots seront détachés de la municipalité scolaire de La Conception, comté de Labelle;

Toute la municipalité civile du Lac Tremblant-Nord. Ce territoire sera détaché de la municipalité scolaire de la Nativité, comté de Labelle;

Les lots 560 à 580 inclusivement du rang VIII du canton de Salaberry, (Terrebonne);

Les lots 19 à 37 inclusivement des rangs I et IV inclusivement du canton Grandisson;

Les lots 27 à 32 inclusivement du rang V du même canton;

Les lots 33 à 36 inclusivement du rang VI dudit canton de Grandisson, (Terrebonne). Tous ces derniers lots seront détachés de la municipalité scolaire de St-Jovite, (Terrebonne).

2029-18-2-o

No. 447-38

Quebec, May 4, 1939.

Application is made to erect into a separate School Municipality, under the name of "The School Municipality of Mont-Tremblant", in the County of Terrebonne, the following territory, namely:

Lots 1 to 19 inclusively of Ranges C, D, and E, of the Township of Clyde. These lots will be detached from the School Municipality of La Conception, county of Labelle;

All the civil municipality of Lake Tremblant-Nord. This territory to be detached from the School Municipality of La Nativité, county of Labelle;

Lots 560 to 580 inclusively of Range VIII of the Township of Salaberry, (Terrebonne);

Lots 19 to 37 inclusively of Ranges I to IV inclusively of the Township of Grandisson;

Lots 27 to 32 inclusively of Range V of the same township;

Lots 33 to 36 inclusively of Range VI of the said township of Grandisson, (Terrebonne). All these last lots to be detached from the School Municipality of St-Jovite, (Terrebonne).

2030-18-2

No 447-38

Québec, 9 mai 1939.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle* concernant la municipalité scolaire de Mont-Tremblant, dans la première ligne du 2ème alinéa il faut lire 10 au lieu de 19.

2099-o

No. 447-38

Quebec, May 9th, 1939.

ERRATUM

In the notice published in the *Official Gazette*, respecting the School Municipality of Mont-Tremblant, in the first line of the second paragraph, please read 10 instead of 19.

2100

No 199-39

Québec, le 9 mai 1939.

ERRATUM

Dans l'avis publié au sujet du No 314 du cadastre officiel de St-André-d'Acton, dans la dernière ligne, il faut remplacer le mot d'Acton par "St-Ephrem-d'Upton".

2101-o

No. 199-39

Quebec, May 9th, 1939

ERRATUM

In the notice published respecting No. 314 of the Official Cadastre for St-André d'Acton, in the last line, the word "Acton" must be replaced by "St-Ephrem d'Upton".

2102

No 142-39

Québec, le 9 mai 1939.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de St-Blaise", dans le comté de l'Abitibi, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Les lots Nos 1 à 29 inclusivement du rang IV, du canton de Barraute; les lots Nos 1 à 62 inclusivement des rangs VI, VII, VIII, du canton de Barraute; les lots Nos 1 à 55 inclusivement des rangs IX, X, du canton de Barraute.

Ce territoire devra être détaché de la municipalité scolaire de Barraute et Fiedmont.

2109-19-2-o

No. 142-39

Quebec, May 9th, 1939

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of St-Blaise", in the County of Abitibi, the territory hereinbelow described, to wit:

Lots Nos. 1 to 29 inclusively of Range IV, of the Township of Barraute; lots Nos. 1 to 62 inclusively of ranges VI, VII, VIII of the Township of Barraute; lots 1 to 55 inclusively of Ranges IX, X, of the Township of Barraute.

Said territory shall be detached from the School Municipality of Barraute and Fiedmont.

2110-19-2

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 9 mai 1939.

Quebec, May 9, 1939.

Présent:

Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil,

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de la partie sud de St-Joseph de Beauce, dans le comté de Beauce, le 6e jour de mars 1939, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de la partie sud de St-Joseph de Beauce, dans le comté de Beauce dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

LOUIS CODERRE,

Sous-ministre des Affaires Municipales.

Québec, le 10 mai 1939. 2093—o

Present:

The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the parish of the south part of St. Joseph de Beauce, in the county of Beauce, on the 6th day of May, 1939, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the parish of the south part of St. Joseph de Beauce, county of Beauce, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

LOUIS CODERRE,

Deputy Minister of Municipal Affairs.

Québec, May 10th, 1939. 2094

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 9 mai, 1939.

Quebec, May 9th, 1939.

Présent:

Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil,

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de St-Tharcisius, dans le comté de Matapédia, le troisième jour d'avril 1939 a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de St-Tharcisius, dans le comté de Matapédia dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

LOUIS CODERRE,

Sous-ministre des Affaires Municipales.

Québec, le 10 mai 1939. 2095—o

Present:

The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the Parish of St. Tharcisius, in the County of Matapédia, on the third day of April, 1939, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the Parish of St. Tharcisius, in the County of Matapédia, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

LOUIS CODERRE,

Deputy Minister of Municipal Affairs.

Québec, May 10th, 1939. 2096

Liquidation—Avis de

Winding up Notice

AVIS DE DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ ET DE NOMINATION DE LIQUIDATEUR

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 180,368.

Avis est, par les présentes, donné que Eugène Chagnon, de St-Antoine sur le Richelieu, Ignace Archambault et Joseph Alcidas Leclerc, cultivateurs, de St-Antoine de Padoue, qui avaient formé une société en collectif pour l'exploitation de beurrerie, de fromagerie, sous la raison sociale de Crèmerie St-Antoine, avec siège social dans la paroisse de St-Antoine, de St-Antoine-de-Padoue, a été dissoute par jugement de la Cour Supérieure, à Montréal, rendu par l'honorable Juge Alphonse Décary, le 28 avril 1939.

Le 9 mai courant, par jugement rendu par la Cour Supérieure de Montréal, par l'honorable juge Alphonse Décary, j'ai été nommé liquidateur aux fins de la dite dissolution de la dite société.

Montréal, le 10 mai 1939.

Le Liquidateur,

J.-A. ARCHAMBAULT.

85 est, rue St-Jacques,
4e étage Annexe,
Palais de Justice,
Montréal.

2105-0

NOTICE OF DISSOLUTION OF SOCIETY AND NOMINATION OF LIQUIDATOR

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 180,368.

Notice is hereby given that Eugène Chagnon, of St. Antoine sur le Richelieu, Ignace Archambault and Joseph Alcidas Leclerc, farmers, of St. Antoine de Padoue, who had formed a collective society for the exploitation of butter and cheese, under the name and style of "Crèmerie St-Antoine", with principal place of business in the Parish of St. Antoine, St-Antoine-de-Padoue, was dissolved by Judgment of the Superior Court rendered by the Honourable Mr. Justice Décary, on the 28th day of April, 1939.

By judgment rendered on the 9th day of May, 1939, by the Honourable Mr. Justice Alphonse Décary, I have been appointed liquidator for the purposes of the dissolution of the said society.

Montreal, May 10th, 1939.

J. A. ARCHAMBAULT,

Liquidator.

85 St. James Street-East,
4th Floor Annex,
Court House,
Montreal.

2106-0

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Témiscamingue, sous le nom de "Fabrique coopérative de Latulipe" et que son principal siège d'affaires est à Latulipe, comté de Témiscamingue.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 1er jour de mai 1939.

Le sous-ministre de l'Agriculture,

2035-0

ALBERT RIOUX.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Temiscamingue, under the name of "Fabrique Coopérative de Latulipe", and that its principal place of business is as Latulipe, county of Temiscamingue.

The object for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 1st day of May, 1939.

ALBERT RIOUX,

2036

Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Beauce, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Joseph Beauce partie Sud-Ouest" et que son principal siège d'affaires est à St-Joseph, comté de Beauce.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Beauce, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Joseph Beauce partie Sud-Ouest", and that its principal place of business is at St-Joseph, county of Beauce.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 1er mai 1939.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
2037—o ALBERT RIOUX.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 1st. of May, 1939.

ALBERT RIOUX,
2038 Deputy Minister of Agriculture.

Avis de changement de nom de l'Association des fabricants de conserves de la province de Québec

Avis est donné par les présentes que, du consentement du Bureau de direction de l'Association des fabricants de conserves de la province de Québec, le nom de cette coopérative est changé en celui de: "Coopérative des conserveries du Québec" ou "Quebec Canned Goods Cooperative", conformément à l'article 10 de la loi des sociétés coopératives agricoles (Chapitre 57 modifié des Statuts refondus de 1925).

Québec, le 9 mai 1939.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
2083—o ALBERT RIOUX.

Notice of change of name of "L'Association des fabricants de conserves de la province de Québec".

Notice is hereby given that, with the consent of the Board of Directors of "L'Association des fabricants de conserves de la province de Québec", the name of said cooperative is changed to that of "Coopérative des conserveries du Québec", or "Quebec Canned Goods Cooperative", pursuant to article 10 of the Cooperative Agricultural Association Act (Chapter 57 amended, of the Revised Statutes of 1925).

Québec, May 9th, 1939.

ALBERT RIOUX,
2084 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Lotbinière, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Louis de Lotbinière" et que son principal siège d'affaires est à Lotbinière, comté de Lotbinière.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 8ème jour de mai 1939.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
2131—o ALBERT RIOUX.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Lotbinière, under the name of "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St. Louis de Lotbinière", and that its principal place of business is at Lotbinière, county of Lotbinière.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 8th day of May, 1939.

ALBERT RIOUX,
2132 Deputy Minister of Agriculture.

Ministère des Mines et des Pêcheries

Department of Mines and Fisheries

En conformité avec la loi adoptée à la dernière session pour favoriser l'organisation de fédération de coopératives de pêche, une coopérative vient d'être formée sous le nom de Pêcheurs Unis de Québec (Quebec United Fishermen). Une constitution et des statuts ont été adoptés et déposés dans les archives du département des Mines et des Pêcheries.

Québec, le 10 mai 1939.

Le Ministre des Mines et des Pêcheries,
2085—o O. GAGNON.

In conformity with the Act adopted at the last Session to promote the organizing of fish cooperative federations, a cooperative has been formed under the name of "Pêcheurs Unis de Québec (Quebec United Fishermen)". A constitution and statutes were adopted and filed in the archives of the Department of Mines and Fisheries.

Quebec, May 10, 1939.

O. GAGNON,
2086 Minister of Mines and Fisheries.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que la constitution et les règlements

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Building Industry Joint Committee of St. Jérôme

du comité paritaire de la construction de St-Jérôme, dont le siège social est situé à St-Jérôme, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 780 du 8 mai 1939.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail,
Ministère du Travail,
Québec, le 13 mai 1939. 2061-o

me, whose corporate seat is in St. Jérôme, have been approved by Order-in-Council No. 780 of the 8th of May, 1939.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, May 13th, 1939. 2062-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que la constitution et les règlements du comité paritaire des employeurs et employés de Donnacona, dont le siège social est situé à Donnacona, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 781 du 8 mai 1939.

GERARD TREMBLAY,

Sous-Ministre du Travail,
Ministère du Travail,
Québec, ce 13 mai 1939. 2063-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreement's Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Employers and Employees Joint Committee of Donnacona, whose corporate seat is in Donnacona, have been approved by Order-in-Council No. 781 of the 8th of May, 1939.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, May 13th, 1939. 2064-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que la constitution et les règlements du comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 779 du 8 mai 1939.

GERARD TREMBLAY,

Sous-Ministre du Travail,
Ministère du Travail,
Québec, ce 13 mai 1939. 2065-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, whose corporate seat is in Montreal, have been approved by Order-in-Council No. 779, of the 8th of May, 1939.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, May 13th, 1939. 2066-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52) que les règlements et la constitution du comité conjoint de l'industrie de la boulangerie de Québec, approuvés par l'arrêté ministériel No 3185 du 27 novembre 1937, ont été modifiés par l'arrêté No 784 du 8 mai 1939.

Extrait de la constitution du Comité relatif au

CERTIFICAT DE QUALIFICATION

"18. Le comité conjoint décide, d'accord avec l'article 25 de la Loi, que le certificat de qualification est obligatoire dans toute municipalité de plus de 5,000 âmes suivant le dernier recensement du Canada, située dans la juridiction territoriale du décret, pour les ouvriers de métier mentionnés dans la convention. Tout patron ou contremaître qui exerce de ses propres mains les métiers mentionnés dans la convention, devra aussi détenir son certificat de qualification. Tel certi-

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Baking Industry of Quebec, approved by Order-in-Council No. 3185 of the 27th of November, 1937, have been modified by Order No. 784 of the 8th of May, 1939.

Extract from the constitution of the Committee pertaining to the

CERTIFICATE OF COMPETENCY

"18. The Joint Committee decides, in accordance with article 25 of the law, that the certificate of competency is obligatory in any municipality whose population is over 5,000, according to the last census of Canada, situated in the territorial jurisdiction of the decree, for tradesmen mentioned in the agreement. Any employer or foreman who practises the trades mentioned in the agreement shall also hold a certificate of competency. Such certificate shall be issued by the

cat sera octroyé par le bureau des examinateurs nommé en vertu de l'article 18a de ces dits règlements et signé par un des examinateurs et par le secrétaire-trésorier.

Toute personne travaillant dans une boulangerie où l'on fabrique le pain ou sur la livraison devra posséder une carte de qualification établissant le genre de son travail. De même, toute personne affectée à la confection de gâteaux, pâtisseries, de biscuits et autres pâtisseries sera tenue d'avoir une carte de qualification définissant sa catégorie et sa classe.

Les honoraires d'émission du certificat de qualification seront de \$2.00 pour les compagnons-boulangers, compagnons-vendeurs, livreurs, catégorie 1, classe A et B et catégorie 2, classe A et B, et de \$1.00 pour les apprentis, aides-vendeurs, livreurs, catégorie 1, classe C et catégorie 2, classe C.

Toute carte de qualification émise antérieurement est valide."

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 13 mai 1939.

2067-o

Board of Examiners named according to article 18a of the said regulations and signed by one of the examiners and by the Secretary-Treasurer.

Any person working in a bakery where bread is made, or making the delivery, shall also have a certificate of competency establishing the nature of his work. Also, any person baking cakes, pastries, biscuits and other pastries, shall be obliged to have a certificate of competency stating his category and class.

The fees for the issuing of the certificate of competency shall be \$2.00 for journeymen bakers, salesmen, delivery-men, category 1, class A and B, and category 2, class A and B, and \$1.00 for apprentices, assistant-salesmen, delivery-men, category 1, class C and category 2, class C.

Any certificate of competency issued previously is valid.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, May 13th, 1939.

2068-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que la constitution et les règlements du comité paritaire de l'industrie des gants de travail, dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 783 du 8 mai 1939.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 13 mai 1939.

2069-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Working Glove Industry, whose corporate seat is in Montreal, have been approved by Order-in-Council No. 783 of the 8th of May, 1939.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, May 13th, 1939.

2070-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), que les règlements et la constitution du comité conjoint des métiers de la construction de Joliette, approuvés par l'arrêté ministériel No 960 du 3 juin 1938, ont été modifiés par l'arrêté No 782 du 8 mai 1939.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 13 mai 1939.

2071-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52), the constitution and by-laws of the building trade Joint Committee of Joliette, approved by Order-in-Council No. 960 of the 3rd of June, 1938, have been modified by Order No. 782 of the 8th of May, 1939.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, May 13th, 1939.

2072-o

Minutes de notaire

Québec, ce neuf mai 1939.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par arrêté ministériel, en date du 5 mai 1939, d'accorder à M. P.-Ernest L'Heureux, notaire, demeu-

Notarial Minutes

Quebec, May 9th, 1939.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 5th of May, 1939, to grant to Mr. P. Ernest L'Heureux, notary, residing

rant et pratiquant à Saint-Jude, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, la transmission des minutes, répertoire et index de feu le notaire Louis-Alphonse L'Heureux, en son vivant de Saint-Jude, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

2087—o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

and practising at Saint-Jude, judicial District of Saint Hyacinthe, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Notary Louis-Alphonse L'Heureux, in his lifetime of Saint-Jude, judicial District of Saint-Hyacinthe.

2088 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 1er mai 1939.

M. J. Wilfrid Caron, 20, rue Bougainville, Québec, inspecteur d'écoles: inspecteur d'écoles du district urbain numéro 12 de la cité de Québec.

M. Lucien Tourigny, de Val d'Or, avocat: recorder de la ville de Val d'Or.

M. Willie-O. Godbout, de Portneuf, instituteur: inspecteur d'écoles du district rural numéro 53. 2097—o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by commissions, to make the following appointments:

Quebec, May 1st, 1939.

Mr. J. Wilfrid Caron, 20, Bougainville street, Quebec, School Inspector: School Inspector for the Urban District Number 12 of the City of Quebec.

Mr. Lucien Tourigny, of Val d'Or, advocate: Recorder for the Town of Val d'Or.

Mr. Willie O. Godbout, of Portneuf, teacher: Inspector of Schools for Rural District Number 53. 2098

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE POINTE-CLAIRE

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la Ville de Pointe-Claire recevra, jusqu'à cinq heures de l'après-midi (heure avancée), le 29 mai 1939, au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations", pour l'achat de \$14,300.00 d'obligations de la Ville de Pointe-Claire, remboursables par séries du premier mars 1940 au premier mars 1963, portant intérêt au taux de 4% payable semi-annuellement les premiers septembre et mars de chaque année. Cette émission est faite en renouvellement de la balance d'un prêt originaire de \$16,000.00, en vertu du règlement numéro 123 ratifié par la loi 22 George V, chapitre 118.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté sur une banque à charte du Canada, payable à l'ordre de la Ville de Pointe-Claire, dont le montant sera égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après exécution de son contrat, sans intérêt.

Le tableau des échéances des débetures sera fourni sur demande au soussigné ainsi que tout autre renseignement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées par le conseil à sa séance du 29 mai, au lieu ordinaire des séances.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire, ce 3 mai 1939.

2079—o Le secrétaire-trésorier,
LUCIEN DAGENAIS.

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF POINTE-CLAIRE

Public notice is hereby given that the Council of the Town of Pointe-Claire will receive up to five o'clock in the afternoon (Daylight saving time) the 29th day of May 1939, at the office of the undersigned, written, sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" for the purchase of \$14,300.00 of Bonds of the Town of Pointe-Claire, redeemable serially from the first of March 1940 to the first of March 1963, and bearing interest at the rate of 4% payable semi-annually the first of September and March of each year. This issue is made to renew the balance of a former loan of \$16,000.00 made in virtue of By-law No. 123 ratified by the law 22 George V, chapter 118.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque on a chartered Bank of Canada, payable to the order of the Town of Pointe-Claire, the amount of which to be equal to 1% of the par value of the issue. The cheque of the tenderer whose offer shall have been accepted will be returned to him after the fulfilment of his contract, without interest.

The schedule of maturities of the bonds will be furnished on request by the undersigned as well as any other information.

The tenders will be opened and considered by the Council at its meeting of the 29th of May at the usual meeting place.

The Council does not obligate itself to accept the highest nor any of the tenders.

Pointe-Claire, May 3rd, 1939.

2080—o LUCIEN DAGENAIS,
Secretary-Treasurer.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLE POUR LA
MUNICIPALITÉ DE BEAUPRÉ

dans le comté de Montmorency

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF BEAUPRÉ

In the County of Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées seront reçues par le soussigné, jusqu'à sept heures de l'après-midi, samedi, le 27 mai 1939, pour l'achat d'une émission d'obligations de \$33,800, datées du premier juillet 1939, capital remboursable en série du premier juillet 1940 au premier juillet 1949, comme suit:

1er juillet 1940, \$1700.; 1941, \$1700.; 1942, \$1700.; 1943, \$1700.; 1944, \$1700.; 1945, \$1600.; 1946, \$1700.; 1947, \$1700.; 1948, \$1700.; 1949, \$18,600.

Intérêt à 4% l'an payable à chaque six mois les premier janvier et premier juillet de chaque année, à toutes les succursales de la Banque Canadienne Nationale, dans la province de Québec.

But: Rachat de la balance de l'emprunt de \$50,000, émis en vertu des résolutions passées les 2 mai et 20 juin 1939.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté pour la somme de 1% du montant de l'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes à une séance des Commissaires d'école pour la Municipalité de Beaupré, dans le comté de Montmorency, au lieu ordinaire des séances, à dix heures et demi de l'avant-midi, (heure avancée), dimanche le 28 mai 1939.

Donné à Beaupré, ce vingt-quatrième jour d'avril mil neuf cent trente-neuf.

Le secrétaire-trésorier,

GERARD GODBOUT.

2081—o

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received by the undersigned, up to seven o'clock in the evening, Saturday, the 27th of May, 1939, for the purchase of an issue of Bonds of \$33,800, dated from the 1st of July, 1939, capital redeemable in series from the first of July, 1940 to the 1st of July, 1949, as follows:

1st July, 1940, \$1700.; 1941, \$1700.; 1942, \$1700.; 1943, \$1700.; 1944, \$1700.; 1945, \$1600.; 1946, \$1700.; 1947, \$1700.; 1948, \$1700.; 1949, \$18,600.

Interest at 4% per annum payable every six months on the 1st of January and first of July of each year, at all branches of the Banque Canadienne Nationale, in the Province of Quebec.

Object: Redemption of the balance of the loan of \$50,000, issued under the resolutions passed the 2nd of May and 20th of June, 1939.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The tenders will be opened at a meeting of the School Commissioners for the Municipality of Beaupré, in the County of Montmorency, at the usual meeting place, at half past ten o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), Sunday the 28th of May, 1939.

Given at Beaupré, this twenty-fourth day of April, one thousand nine hundred and thirty-nine.

GERARD GODBOUT,

Secretary-Treasurer.

2082

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

SOUS LA LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS ET CREANCIERS

UNDER THE FARMERS' CREDITORS ARRANGEMENT ACT

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Dans l'affaire de la faillite de Luc Carignan, cultivateur, de la paroisse de St-Luc, district des Trois-Rivières.

In the matter of the Bankruptcy of Luc Carignan, farmer, of the parish of St-Luc, district of Trois-Rivières.

Avis public est par les présentes donné que MARDI, le TRENTIEME jour de MAI, 1939, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée) soit à 9 heures, heure solaire, à la porte de l'église de la paroisse de St-Luc, comté de Champlain, il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus haut et dernier enchérisseur, de l'immeuble suivant dépendant de l'actif susdit, savoir:

Notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTIETH day of MAY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time) namely at 9 o'clock Standard Time, at the church door of the parish of St-Luc, county of Champlain, there shall be sold, by public auction, to the highest and last bidder, the following immoveable, included in the assets aforesaid, to wit:

Une terre située dans la paroisse de St-Luc de Vincennes, dans le comté de Champlain, étant le lot de terre numéro deux cent quatre (204) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Luc de Vincennes; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sujette à une servitude en faveur de "The Shawinigan Water & Power Company", suivant acte enregistré à Ste-Geneviève de Batiscan, sous le No 106594, B.124.

A farm situate in the parish of St-Luc de Vincennes, in the county of Champlain, being lot of land number two hundred and four (204) on the official plan and book of reference for the parish of St-Luc de Vincennes—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to a servitude in favour of "The Shawinigan Water & Power Company", as per deed registered at Ste-Geneviève de Batiscan, under No. 106594, B. 124.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné au No 1395, rue Hart, Trois-Rivières, en aucun temps.

The titles and certificates may be examined at any time, at the office of the undersigned, No. 1395 Hart Street, Trois-Rivières.

Cette vente est faite en conformité de l'article 45 de la Loi de faillite, et à l'ordonnance pour vente d'immeubles émanée de la Cour Supérieure,

This sale is made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act and to the order respecting the sale of immoveables, rendered by the Superior

du district des Trois-Rivières, en date du 7 mars, 1939, et à les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant; pour cahier des charges et toutes autres informations, s'adresser au soussigné.

Trois-Rivières, le 25 avril, 1939.

Le Sequestre Officiel et syndic,

1899-17-2-o

J.-A. VILLENEUVE.

Court of the district of Trois-Rivières, bearing date March 7th, 1939, and will have the effect of a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash; for list of charges and any other information, apply to the undersigned.

Trois-Rivières, April 25th, 1939.

J. A. VILLENEUVE,

1900-17-2

Official Receiver and Trustee.

LA LOI DE FAILLITE

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 29 (en faillite). Re: J.-E.-Henri Caron, imprimeur, faisant affaires dans la cité et le district de Montréal, sous le nom et la raison sociale de "J.-A. Caron & Fils", débiteur; et Charles-P. Dumas, syndic, de la cité et du district de Montréal, syndic requérant.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable Louis Boyer, J.C.S., rendu en date du 19 avril 1939, sera vendu par encan public au bureau du shérif, Palais de Justice, à Montréal, le MERCREDI, SEPTIEME jour de JUN 1939, à ONZE heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant, savoir:

Description

Un emplacement ayant front sur l'avenue Lasalle, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent douze de la subdivision du lot originaire numéro huit (8-112) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec les bâtisses dessus construites portant les Nos 1441 et 1443 de ladite Avenue Lasalle, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Cette vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite et conformément aux articles 716-719 du C.P.C., et équivaudra à une vente au shérif.

Montréal, Québec, le 26 avril 1939.

CHARLES-P. DUMAS,

Syndic.

Bureau de:
The Canadian Credit Men's
Trust Association Limited,
760 Carre Victoria,
Montréal, Que.

1907-17-2-o

THE BANKRUPTCY ACT

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior, Court, No. 29 (in bankruptcy) re: J. E. Henri Caron, printer, carrying on business in the city and district of Montreal, under the name and style of "J. A. Caron & Fils", debtor; and Charles P. Dumas, trustee of the city and district of Montreal, trustee-petitioner.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Honourable Louis Boyer, J.S.C., rendered under date of April 19th 1939, will be sold by public auction, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on WEDNESDAY, the SEVENTH of JUNE 1939, at ELEVEN o'clock in the forenoon the immovable hereinafter designated:

Description

An emplacement fronting on Lasalle Avenue in the city of Montreal, known and designated under number one hundred and twelve of the subdivision of the original lot number eight (8-112) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 1441 and 1443 on the said Lasalle Avenue, circumstances and appurtenances.

As the whole actually subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the aforesaid immovable.

This sale will be made in virtue of article 45 of the Bankruptcy Act and pursuant to articles 716-719 of the C.P.C., and this sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, Quebec, April 26th 1939.

CHARLES P. DUMAS,

Trustee.

Office of:
The Canadian Credit Men's
Trust Association Limited,
760 Victoria Square,
Montreal, Que.

1908-17-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Edgar Claveau, cultivateur de la paroisse de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, province de Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le VINGT-NEUVIEME jour (29) de MAI 1939 à DIX (10) heures de l'avant-midi, dans la ville de Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, au bureau du soussigné, situé au numéro 249 de la rue Racine à Chicoutimi, dans la ville de Chicoutimi, province de Québec, sera vendu par encan, l'immeuble suivant, savoir:

Cette partie de ferme comprenant le lot numéro quatre B, (4B) dans le rang six (6) sud-ouest, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi,

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of Edgar Claveau, farmer of the Parish of Chicoutimi, County of Chicoutimi, Province of Quebec, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY the TWENTY-NINTH day (29th) of MAY, 1939, at TEN (10) o'clock in the forenoon, in the Town of Chicoutimi, in the district of Chicoutimi, at the office of the undersigned, situate at Number 249 Racine Street, Chicoutimi, in the Town of Chicoutimi, Province of Quebec, there will be sold by auction, the following immovable, namely:

That part of the farm comprising lot number four B (4B) in Range six (6) southwest, on the official cadastre for the Parish of Chicoutimi,

sauf les droits et servitudes en faveur de la Duke Price Power Limited, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Chicoutimi "en matière de faillite", rendu par l'Honorable Juge Wilfrid Laliberté en date du trente (30) mars 1939 et suivant les articles 45 de la Loi de Faillite et selon les prescriptions des articles 716 et suivants du code de procédure civile, et ayant pour but de donner l'effet du décret.

Chicoutimi, le 18 avril, 1939.

Le syndic,
MAURIL TREMBLAY

Bureau: 249, rue Racine,
Chicoutimi, Québec

1945-17-2-0

save the rights and servitudes in favour of the Duke Price Power Limited—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said sale to be made pursuant to a judgment of the Superior Court for the District of Chicoutimi, "Sitting in Bankruptcy", rendered by the Honourable Justice Wilfrid Laliberté under date the thirtieth (30th) of March, 1939 and in conformity with article 45 of the Bankruptcy Act and the provisions of articles 716 and following of the Code of Civil Procedure, and to have the effect of a Sheriff's sale.

Chicoutimi, April 18th, 1939.

MAURIL TREMBLAY,
Trustee.

Office: 249 Racine Street,
Chicoutimi, Quebec.

1946-17-2

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure (en matière de faillite), No 38. In Re: Succession Léopold Léger, Lachine, Que., faillie; et Georges Duclou, syndic.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court (Sitting in Bankruptcy), No. 38. In Re: Estate of the Late Léopold Léger, Lachine, Que., Bankrupt; & Georges Duclou, Trustee.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistrare de la Loi de faillite, district de Montréal, en date du 26ème jour d'avril 1939, sera vendu par enchère publique, au bureau du shérif de Montréal, au Palais de Justice, le JEUDI, HUITIEME jour de JUIN 1939, à ONZE (11) heures de l'avant-midi (heure avancée), l'immeuble ci-après désigné:

Désignation

Un emplacement situé en la dite cité de Lachine, de figure irrégulière, contenant une largeur d'environ cinquante-deux pieds huit pouces en front le long de la rue St-Joseph, et d'environ soixante-deux pieds cinq pouces en arrière, par une profondeur de cent trente-et-un pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins, la ligne est du dit emplacement allant du nord au sud, mais la ligne ouest du dit emplacement allant de la ligne de la dite rue St-Joseph jusqu'à la profondeur du lot numéro deux cent trente-et-un (231) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, où elle tourne à angle droit vers l'est et suit la ligne nord du dit lot numéro deux cent trente-et-un (231) jusqu'à l'angle nord-est de ce lot, sur une distance d'environ deux pieds et continue vers l'est en droite ligne à travers le lot numéro deux cent trente-deux (232) desdits plan et livre de renvoi, jusqu'à un point situé à un pied et dix pouces de l'angle nord-est du dit lot numéro deux cent trente-et-un (231) où elle tourne à angle droit vers le nord et continue à travers le dit lot numéro deux cent trente-deux (232) sur une distance d'environ trente-neuf pieds jusqu'à un point qui est l'angle sud-ouest de la propriété de Joseph Foisy ou représentants, laquelle propriété est la partie sud-ouest du lot numéro un (P.S.O. du No 1) de la subdivision du dit lot numéro deux cent trente-deux (232) des dits plan et livre de renvoi officiels.—L'emplacement présentement décrit est composé:

a) de la partie sud du dit lot numéro deux cent trente-deux (P. sud du No 232) des dits plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, bornée comme suit: vers le sud par la

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, district of Montreal, dated the 26th day of April 1939, shall be sold by public auction, at the Sheriff's office, at the Court House, in Montreal, on THURSDAY, EIGHTH day of JUNE, 1939, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon (daylight saving time) the immovable hereinafter described:

Designation

One emplacement situated in the said city of Lachine, of irregular shape, containing a width of approximately fifty-two feet eight inches in front on the length of the St. Joseph street, and of approximately sixty-two feet five inches at the rear by a depth of one hundred and thirty-one feet, the whole English measure and more or less, the east line of said emplacement going from north to south, but the west line of said emplacement going to the line of said St. Joseph street as far as the depth of lot number two hundred and thirty-one (231) of the official plan and book of reference of the city of Lachine where it turns at right angle towards the east and follows the north line of the said lot number two hundred and thirty-one (231) as far as the northeast angle of said lot, on a distance of about two feet and continues towards east side in straight line through the lot number two hundred and thirty-two (232) of said plan and book of reference until a point situated at one foot and ten inches of the northeast angle of said angle of said lot number two hundred and thirty-one (231) where it turns at right angle to the north and continues through the said lot number two hundred and thirty-two (232) on a distance of approximately thirty-nine feet until a point which is the southwest angle of the property of Joseph Foisy or representatives, which property is the southwest part of lot number one (S.W.P. of No. 1) of the subdivision of said lot number two hundred and thirty-two (232) of said official plan and book of reference.—The emplacement presently described is composed:

a) of the south part of said lot number two hundred and thirty-two (S.P. of No. 232) of said official plan and book of reference of the city of Lachine bounded as follows: towards

dite rue St-Joseph, vers le nord partie par la partie du lot numéro un (P. du No 1) de la subdivision du dit lot numéro deux cent trente-deux (232) appartenant au dit Joseph Foisy ou représentants, et partie sur une longueur de trois pieds et dix pouces par une autre partie du dit lot numéro deux cent trente-deux (232) appartenant à Oscar Lacombe junior, ou représentants, vers l'est par le lot numéro deux cent trente-six (236) des dits plan et livre de renvoi officiels et vers l'ouest partie par le dit lot numéro deux cent trente-et-un (231) et partie par la partie du lot numéro deux cent trente-deux (232) appartenant au dit Oscar Lacombe junior, ou représentants; et

b) d'un morceau de terre de forme triangulaire, contenant une superficie d'environ cent pieds, mesure anglaise et plus ou moins, étant l'extrême partie nord-est dudit lot numéro deux cent trente-et-un (231), lequel morceau de terre est borné comme suit: vers le nord par la partie du dit lot numéro deux cent trente-deux (232) appartenant au dit Oscar Lacombe junior, ou représentants, vers l'est par la partie dudit lot numéro deux cent trente-deux (232) ci-dessus décrite sous le paragraphe a, et vers l'ouest par le résidu dudit lot numéro deux cent trente-et-un (231).

Le tout avec les bâtisses y érigées portant les numéros 442, 444, 444a et 444b de la dite rue St-Joseph.

La dite vente sera faite en vertu de l'Article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Refondus du Canada 1927, chapitre 11 et suivants, et aura l'effet du décret.

Un dépôt de 10% de l'évaluation municipale, en argent ou par un chèque accepté, sera exigé de chaque enchérisseur avant qu'il soit permis au dit enchérisseur d'enchérir à ladite vente.

Pour toute autre information au sujet des conditions de vente, cahier des charges, etc., s'adresser au soussigné.

Le syndic,
GEORGES DUCLOS.

10, rue St-Jacques Est,
Montréal,

2019-18-2-o

south by the said St. Joseph street, towards north part by the part of lot number one (P. of No. 1) of the subdivision of said lot number two hundred and thirty-two (232) belonging to the said Joseph Foisy or representatives, and part on a length of three feet and ten inches by another part of said lot number two hundred and thirty-two (232) belonging to Oscar Lacombe junior, or representatives, towards east by the lot number two hundred and thirty-six (236) of said official plan and book of reference and towards west side part of said lot number two hundred and thirty-one (231) and part by the part of lot number two hundred and thirty-two (232) belonging to the said Oscar Lacombe junior, or representatives; and

b) of a piece of land of triangular shape, containing an area of approximately one hundred feet, English measure and more or less, being the utmost northeast side of said lot number two hundred and thirty-one (231) which piece of land is bounded as follows: towards the north side by the part of said lot number two hundred and thirty-two (232) belonging to the said Oscar Lacombe junior or representatives, towards the east side by the part of said lot number two hundred and thirty-two (232) above described to the paragraph a, and towards the west side by the residue of said lot number two hundred and thirty-one (231).

The whole with buildings thereon erected bearing numbers 442, 444, 444a, and 444b of the said St. Joseph street.

The said sale shall be made in virtue of Article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11, and following, and will have the effect of a Sheriff's sale.

A deposit of 10% of the municipal valuation, in cash or by a certified cheque, shall be exacted from each bidder, before he be permitted to bid at the said sale.

For any other information with regard to the conditions of sale, list of charges, etc., apply to the undersigned.

GEORGES DUCLOS,
Trustee.

10, St. James St. East,
Montreal.

2020-18-2-o

Vente par licitation

Sale by licitation

Province de Québec, District de Beauharnois
Cour Supérieure. No. 7520.

Province of Quebec, District of Beauharnois.
Superior Court. No. 7520.

LICITATION

LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le 19ème jour d'avril 1939, dans une cause dans laquelle Dame Valentine Picard & vir, épouse séparée de biens de J.-A. Poirier, de Valleyfield, district de Beauharnois, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, est demanderesse; et Delle Alice Picard, fille majeure et usant de ses droits, de Valleyfield, district de Beauharnois, est défenderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir No (378) trois cent soixante et dix huit des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield avec bâtisses dessus construites, l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur

Notice is given that pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the 19th day of April, 1939, in a case wherein Dame Valentine Picard & Vir, wife separate as to property of J. A. Poirier, of Valleyfield, district of Beauharnois, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, is plaintiff; and Miss Alice Picard, spinster of age and in the use of her rights, of Valleyfield, district of Beauharnois, is defendant, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, namely: No. (378) three hundred and seventy eight of the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield—with buildings thereon erected, the above designated immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last

le 6ième jour de juin prochain, Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de Justice de la cité de Salaberry de Valleyfield, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou a fin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposé dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits elles seront forecloses du droit de le faire.

Salaberry de Valleyfield, ce 24ième jour d'avril 1939.

Le procureur de la demanderesse,
1877-17-2-0 GEORGES-A. MELOCHE.

bidder, on the 6th day of June next, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of the city of Salaberry de Valleyfield, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court, and any opposition to annul, to secure charges and to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Salaberry de Valleyfield, this 24th day of April, 1939.

GEORGES A. MELOCHE,
1878-17-2 Attorney for plaintiff.

Ventes pour taxes municipales

Sales for municipal taxes

Canada, province de Québec, district de Bedford.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford.

LA CORPORATION DE LA MUNICIPALITÉ
DE LA CITÉ DE GRANBY

CORPORATION OF THE MUNICIPALITY OF THE CITY
OF GRANBY

Avis public est par les présentes donné par Arthur Montfils, secrétaire-trésorier de la Cité de Granby, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique, au Bureau du Conseil à l'Hôtel-de-Ville de Granby, LUNDI le VINGT-NEUVIEME jour de MAI 1939 mil neuf cent trente-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et d'eau, avec intérêts ainsi que des frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by Arthur Montfils, Secretary-Treasurer of the city of Granby, that the properties hereinafter designated shall be sold by public auction, in the Council Room, City Hall of Granby, on MONDAY, the TWENTY-NINTH day of MAY, (1939) nineteen hundred and thirty-nine, at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of Municipal and Water taxes, with interest, and subsequent costs incurred, unless said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Re: E. W. Bradford Propriétaire ou occupant

Re: E. W. Bradford, Proprietor or Occupant.

Un immeuble situé dans la cité de Granby, connu et désigné comme étant la moitié nord du lot No 10 des plan et livre de renvoi officiels pour le ci-devant village de Granby, avec la moitié nord de la bâtisse en brique érigée sur ledit lot.

An immovable situate in the City of Granby, known and designated as being the north half of lot No. 10, on the official plan and book of reference for the heretofore Village of Granby, with the north half of the brick building erected on said lot.

Taxes municipales foncières.....\$240 80
Taxes d'eau..... 56 50

Municipal Realty taxes.....\$240 80
Water taxes..... 56 50

Re: Ovila Clouatre Propriétaire ou occupant

Re: Ovila Clouatre, Proprietor or Occupant

Un terrain sis et situé dans la cité de Granby, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Granby, comme étant la partie est du lot No 11 de la subdivision officielle du lot originaire No 616 et étant le résidu dudit lot après en avoir détachée la partie ouest ayant appartenu à Augustin Cabana, aujourd'hui la propriété de la Montreal and Southern Counties Railway, avec toutes les constructions dessus érigées, circonstances et dépendances dans la cité de Granby.

A lot of land being and situate in the City of Granby, known and designated on the official plan and book of reference for the Township of Granby, as being the east part of lot No. 11 of the official subdivision of the original lot No. 616, and being the residue of the aforesaid lot after having detached therefrom the west part having belonged to Augustin Cabana, now the property of the Montreal and Southern Counties Railway with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, in the City of Granby.

Taxes municipales foncières.....\$277 90
Taxes d'eau..... 112 22

Municipal Realty taxes.....\$277 90
Water taxes..... 112 22

Re: Pierre Dupuis Propriétaire ou occupant

Re: Pierre Dupuis, Proprietor or Occupant.

Un immeuble situé dans la cité de Granby, connu et désigné comme étant les lots numéros 150 et 151 de la subdivision officielle du lot originaire No 628 du cadastre aux plan et livre de

An immovable situate in the City of Granby known and designated as being lots numbers 150 and 151 of the official subdivision of the original lot No. 628 on the official cadastral plan and

renvoi officiels pour le ci-devant village de Granby.

Taxes municipales foncières.....\$ 26 60

Re: Jérémie LeBlanc, Propriétaire ou occupant.

Un immeuble situé dans la cité de Granby, connu et désigné comme étant le lot No 67 de la subdivision officielle du lot No 443 du cadastre aux plan et livre de renvoi officiels pour le ci-devant village de Granby, avec bâtisses et dépendances.

Taxes municipales foncières.....\$106 40

Taxes d'eau..... 39 40

Re: Elphège St-Onge, Propriétaire ou occupant.

Un immeuble étant les bâtisses seulement érigées sur un lopin de terre situé au coin des rues Cowie et St-Charles, en la cité de Granby, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le ci-devant village de Granby, comme étant partie du lot No 18 de la subdivision officielle du lot 314, mesurant 40 pieds de largeur sur la rue Cowie à mesurer de la ligne ouest dudit lot par 100 pieds de profondeur à mesurer de la ligne sud du même lot et borné comme suit:—En front au sud, par la rue Cowie, à l'ouest, par la rue St-Charles, au nord et à l'est, par le résidu du susdit lot 18, subdivision 314.

Taxes municipales.....\$ 5 60

Re: Florimond St-Onge, Propriétaire ou occupant.

"La moitié ouest: D'un lopin de terre sis et situé sur le côté nord de la rue St-Jacques en la cité de Granby connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Granby comme étant le lot No 358 et la partie ouest du lot No 359 adjacente audit lot 358; ledit terrain borné à l'ouest par le lot No 357 dudit cadastre à l'est par le terrain d'Adolphe St-Hilaire, au sud par la rue St-Jacques et au nord par la propriété de la commission scolaire Catholique de la cité de Granby. Avec bâtisses dessus érigées".

Taxes d'eau.....\$ 21 00

Re: Joseph Ermin St-Onge, Propriétaire ou occupant.

"Un immeuble étant la moitié nord des lots numéros 33 et 34 de la subdivision officielle du lot originaire No 443 ($\frac{1}{2}$ N. 443-33 & 34) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Granby, avec bâtisses".

Taxes municipales foncières.....\$ 82 10

Taxes d'eau..... 114 60

Re: Louis-Philippe Légaré, Propriétaire ou occupant.

Un emplacement sis et situé sur le côté ouest de la rue St-Charles dans la cité de Granby, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le ci-devant village de Granby, comme étant la subdivision No 20 du lot officiel No 477, avec bâtisses et dépendances.

Taxes municipales foncières.....\$ 32 20

Re: Arthur Tetreault, Propriétaire ou occupant.

"Un certain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village érigé en cité de Granby comme étant partie sud du lot No 314-12 "A" (ptie 314-12A) avec constructions et décrit comme suit:—à commencer au coin nord-est du lot No 315 du même cadastre en allant vers le nord, 45 pieds plus ou moins, et borné comme suit:—au nord par Comeau & Lussier, au sud par P. Bessette, à

book of reference for the heretofore Village of Granby.

Municipal Realty taxes.....\$ 26 60

Re: Jérémie LeBlanc, Proprietor or Occupant.

An immoveable situate in the City of Granby, known and designated as being lot No. 67 of the official subdivision of lot No. 443, on the official cadastral plan and book of reference for the heretofore Village of Granby—with buildings and dependencies.

Municipal Realty taxes.....\$106 40

Water taxes..... 39 40

Re: Elphège St. Onge, Proprietor or Occupant.

An immoveable being the buildings only, erected on a parcel of land situate of Cowie and St. Charles Streets, in the City of Granby, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the heretofore Village of Granby as being part of lot No. 18 of the official subdivision of lot 314, measuring 40 feet in width on Cowie Street, to be measured in the western line of said lot, by 100 feet in depth, to be measured in the southern line of said lot, and bounded as follows: In front, on the south, by Cowie Street, on the west by St. Charles Street, on the north and east by the residue of aforesaid lot 18, subdivision 314.

Municipal taxes.....\$ 5 60

Re: Florimond St. Onge, Proprietor or Occupant.

The west half of: A parcel of land, being and situate on the North side of St-Jacques Street, in the City of Granby, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the Village of Granby, as being lot No. 358 and the west part of lot No. 359, adjoining said lot 358; said lot of land bounded on the west by lot No. 357 of said cadastre, on the east by the land of Adolphe St. Hilaire, on the south by St-Jacques Street, and on the north by the property of the Catholic School Commission of the City of Granby. With buildings thereon erected.

Water taxes.....\$ 21 00

Re: Joseph Ermin St. Onge, Proprietor or occupant.

An immoveable being the north half of lots numbers 33 and 34 of the official subdivision of original lot No. 443 ($\frac{1}{2}$ N. 443-33 & 34) of the official plan and book of reference of the Village of Granby, with buildings.

Municipal-reealty taxes.....\$ 82 10

Water tax..... 114 60

Re: Louis Philippe Légaré, Proprietor or occupant.

An emplacement lying and situate on the west side of St. Charles Street in the City of Granby, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the heretofore Village of Granby, as being subdivision No. 20 of official lot No. 477—with buildings and dependencies.

Municipal realty taxes.....\$ 32 20

Re: Arthur Tetreault, Proprietor or occupant.

A certain emplacement known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the Village erected into the City of Granby as being the south part of lot No. 314-12 "A" (Pt. 314-12 A) with buildings thereon erected and described as follows: to commence at the north-east corner of lot No. 315 of the same cadastre and running northerly, 45 feet more or less, and bounded as follows:—on the north by Comeau

l'ouest par une rue et à l'est par Dame St-Jean ou représentants", par une profondeur de 90 pieds plus ou moins.

Taxes d'eau \$ 88.40

Re: Arthur Tétreault, Propriétaire ou occupant.

Un emplacement sis et situé sur le côté ouest de la rue St-François en la cité de Granby connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cadastre pour le village de Granby comme étant partie du lot No 443 non subdivisée (ptie No 443); ledit terrain mesurant 50 pieds de largeur le long du côté ouest de ladite rue St-François à partie d'une distance de 131 pieds au Nord de la ligne nord du lot No 443-72 en allant vers le nord; par une profondeur de 100 pieds à partir de la ligne est dudit lot No 443 non subdivisée soit à partir du côté ouest de ladite rue St-François en allant vers l'ouest; avec une maison à deux ménages et autres bâtisses dessus érigées.

Taxes municipales foncières \$154.35
Taxes d'eau 100.00

Re: Albert Dion Propriétaire ou occupant.

Un immeuble situé dans la cité de Granby, connu et désigné comme étant la partie Est du lot No 57 de la subdivision officielle du lot originaire No 444 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le ci-devant village de Granby, mesurant plus ou moins 66 pieds en front par 130 pieds en profondeur, avec bâtisses et dépendances.

1er versement taxe municipale foncière consolidée \$ 7.96

Re: G. W. Hill, Propriétaire ou occupant.

Un immeuble situé dans la cité de Granby, connu et désigné comme étant cette partie du lot 126 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du ci-devant village de Granby, mesurant 30 pieds de largeur à travers les extrémités est et ouest dudit lot par 186 en profondeur et borné comme suit:—au sud par la ligne nord du lot ayant front sur la rue Drummond, à l'est par une ligne tirée du sud au nord à une distance de 146 pieds ouest du chemin conduisant à nord Shefford et au nord et à l'ouest par le résidu du lot 126, sauf une lisière de 40 pieds de large à travers l'extrémité ouest dudit lopin de terre; et le coin nord-ouest du lot No 94 dudit cadastre mesurant 30 pieds en profondeur par 21 en largeur et la partie nord du lot No 96 dudit cadastre mesurant 30 pieds aussi en profondeur par toute la largeur dudit lot à savoir 82.5 pieds et cette partie nord du lot No 98 dudit cadastre mesurant 30 pieds aussi en profondeur par 42.5 pieds en largeur à compter de la ligne est dudit lot, le tous plus ou moins et sans bâtisse.

Taxes municipales foncières \$ 11.20

Re: Hubert Saurette, Propriétaire ou occupant.

Un immeuble dans la cité de Granby, sur le côté ouest de la rue Gill, connu et désigné comme étant la partie est du lot No 22 de la subdivision officielle du lot No 442 aux plan et livre de renvoi officiels du ci-devant village de Granby, comprenant 108 pieds en front sur la rue Gill à partir du coin nord-est dudit lot en allant vers le sud le long de la rue Gill par 70 pieds de profondeur, la dite profondeur à mesurer du coin nord-est dudit lot en allant vers l'ouest le long de la rue Franklin, avec bâtisses et dépendances dessus érigées, comprenant les numéros civiques 86 Gill et 228 Franklin.

Taxes municipales d'eau \$ 33.00

& Lussier, on the south by P. Bessette, on the west by a street and on the east by Dame St. Jean or representatives, by a depth of 90 feet more or less.

Water taxes \$ 88.40

Re: Arthur Tetreault, Proprietor or occupant.

An emplacement lying and situate on the west side of St. Francis Street in the City of Granby, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the Village of Granby as being part of lot No. 443 unsubdivided (Pt. No. 443); the said emplacement measuring 50 feet in width along the west side of said St. Francis Street, starting at 131 feet north of the North line of lot No. 443-72 and running northerly; by a depth of 100 feet starting from the east line of said lot No. 443, unsubdivided, namely at the west side of St. Francis Street and running westerly—with a two-dwelling house and other buildings thereon erected.

Municipal realty taxes \$154.35
Water tax 100.00

Re: Albert Dion. Proprietor or occupant.

An immovable situate in the City of Granby, known and designated as being the East part of lot No. 57 of the official subdivision of original lot No. 444 of the official cadastral plan and book of reference for the heretofore Village of Granby, measuring 66 feet in front by 130 feet in depth, more or less, with buildings and dependencies.

1st instalment of consolidated Municipal realty Taxes \$ 7.96

Re: G. W. Hill, Proprietor or occupant.

An immovable situate in the City of Granby, known and designated as being that part of lot 126 of the official cadastral plan and book of reference of the heretofore Village of Granby, measuring 30 feet in width across the Eastern and Western extremities of the said lot by 186 feet in depth and bounded as follows:—On the south by the North line of the lot fronting on Drummond Street, on the east by a line drawn from south to north at a distance of 146 feet West of the road leading to North Shefford and on the north and west by the residue of lot 126, save a strip of 40 feet wide across the western extremity of the said parcel of land; and the northwest corner of lot No. 94 of the said cadastre measuring 30 feet in depth by 21 in width and the north part of lot No. 96 of the said cadastre measuring 30 feet also in depth by the whole width of the said lot to wit 82.5 feet and this north part of lot No. 98 of said cadastre measuring 30 also in depth by 42.5 feet in width from the east line of said lot, the whole more or less—without buildings.

Municipal realty taxes \$ 11.20

Re: Hubert Saurette, Proprietor or occupant.

An immovable in the City of Granby, on the west side of Gill Street, known and designated as being the east part of lot No. 22 of the official subdivision of lot No. 442 of the official plan and book of reference for the heretofore Village of Granby, measuring 108 feet in front on Gill Street starting at the northeast corner of said lot and running south along Gill Street by 70 feet in depth, the said depth to be measured from the northeast corner of said lot running west along Franklin Street, with buildings and dependencies thereon erected, comprising civic numbers 86 Gill and 228 Franklin.

Municipal Water Tax \$ 33.00

Donné sous mon seing à Granby, ce deuxième jour de mai, mil neuf cent trente-neuf.

Le secrétaire-trésorier pour la Corporation de la
Municipalité de Granby,
2025-18-2-o
ARTHUR MONTFILS.

Given under my seal at Granby, this second day of May, one thousand nine hundred and thirty-nine.

ARTHUR MONTFILS,
Secretary-Treasurer for the Corporation of the
Municipality of Granby.
2026-18-2

Province de Québec

CITE DE LACHINE

Avis public est par le présent donné par le soussigné Emile Daoust, greffier de la cité de Lachine, que sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, S.R.Q., 1925, les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du conseil, à l'Hôtel-de-Ville, dans la Cité de Lachine, le VINGT-NEUVIEME jour du mois de MAI, mil neuf cent trente-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, générales, spéciales et taxes scolaires dues à la dite cité, à moins que les dites redevances municipales et scolaires ne soient payées avec les frais encourus avant la vente.

Province of Quebec

CITY OF LACHINE

Public notice is hereby given by the undersigned Emile Daoust, City Clerk of the City of Lachine, that under authority of the Cities' and Towns' Act, R.S.Q., 1925, the immovables hereunder described, will be sold by public auction, in the meeting room of the Council, at the City Hall, in the City of Lachine, the TWENTY-NINTH day of the month of MAY, Nineteen hundred and thirty-nine, at TEN o'clock in the forenoon, for general, municipal special and school taxes due to the said City, unless the said municipal and school dues be paid with costs incurred before the sale.

Ville de Lachine—Town of Lachine

No d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	No cadastre Cadastral No.	Subdi- vision	Taxes mun. gén. spéc. et am. locales au 31 déc. 1938 Mun. gen. spec. local imp. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interest	Grand Total
1	Weightman, Archie	92		\$ 107 26	\$ 39 87	\$ 5 87	\$ 153 00
2	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	107		996 79	262 80	130 44	1,390 03
3	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	181	45	534 75	323 28	87 26	945 29
4	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	181	89	550 76	144 00	71 78	766 54
5	Warren, Thomas Arthur	184	28	555 18	350 00	95 53	1,000 71
	et bâti- sses - a nd buildings						
6	Dundas, Charles Sylvester	184	181	91 57	37 50	21 29	150 36
7	Dundas, Charles Sylvester	184	182	101 71	44 70	20 93	167 34
8	Jourdain, Antoinette et-and Alice	238	29	72 66		6 40	79 06
9	Jourdain, Antoinette et-and Alice	238	30	16 31		1 36	17 67
10	Cohen, Moses	238	31	20 76	12 00	3 83	36 59
11	Cohen, Moses	238	32	22 50	13 00	3 88	39 38
12	Wachter, Joseph	238	35	20 76	12 00	4 83	36 59
13	Wachter, Joseph	238	36	20 76	12 00	3 60	36 36
14	Wachter, Joseph	238	37	22 51	13 00	3 91	39 42
15	Cleaver, Thomas et-and Herbert	238	52	55 43	15 00	9 55	79 98
16	Rowell, Norman F.	238	54	56 20	12 00	9 75	77 95
17	Rowell, Norman F.	238	55	51 04	12 50	8 93	72 47
18	Rowell, Norman F.	238	56	55 43	15 00	9 92	80 35
19	Thibert, Victoria, veuve de-widow of Nelson Ladouceur	238	67	10 38		1 40	11 78
20	Rowley Violet, veuve de-widow of Daniel Smith	238	83	39 06	6 00	5 23	50 29
21	Smith, Madelyne Hope	238	84	39 11	6 00	5 29	50 40
22	Ledoux, Armand	238	91	87 68		16 91	104 59
23	Succession-Estate Léopold Léger, faillie- bankrupt et-and Georges Duclos, syndic	238	189	11 75		.98	12 73
24	Succession-Estate Léopold Léger, faillie- bankrupt et-and Georges Duclos, syndic	238	190	11 75		.98	12 73
25	Routhier, Azélie veuve de-widow of Denis O'Sullivan	238	205	24 09		4 40	28 49
26	Routhier, Azélie, veuve de-widow of Denis O'Sullivan	238	206	26 76		4 35	31 11
27	McCulley, Julia M.; McCulley, Margaret, N.; McCulley, Norma	238	214	15 57		1 98	17 55
28	McCulley, Julia M.; McCulley, Margaret N.; McCulley Norma	238	215	15 58		1 75	17 33
29	McCulley Julia M.; McCulley, Margaret, N.; McCulley, Norma	238	216	15 56		1 75	17 31
30	Normandin, Euclide	238	236	41 59		5 50	47 09
31	Normandin, Euclide	238	237	46 70		6 64	53 34
32	Lajoie, Emilien	238	252	12 87		2 55	15 42
33	Foote, Mary E., épouse de-wife of George M. Stewart	238	298	7 32	4 00	1 16	12 48
34	Foote, Mary E., épouse de-wife of George M. Stewart	238	299	6 92	4 00	1 12	12 04
35	Foote, Mary E., épouse de-wife of George M. Stewart	238	300	6 92	4 00	1 12	12 04
36	Foote, Mary E., épouse de-wife of George M. Stewart	238	301	6 92	4 00	1 12	12 04

No d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	No cadastre Cadastral No.	Subdi- vision Sub i- vision	Taxes mun. gén. spéc. et am. locales au 31 déc. 1938 Mun. gen. spec. local imp. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interest	Grand Total
37	Malofy, Maria, épouse de-wife of W. Stif Czajkowski & Vir	238	329	\$ 8.49		\$ 26	\$ 8.75
38	Malofy, Maria, épouse de-wife of W. Stif Czajkowski & Vir	238	330	8.49		26	8.75
39	Ethier, Anna, veuve d'-widow of Alfred Julien	238	332	39.14		6.10	45.24
40	Lavallée, Hector	238	344	10.37		1.44	11.81
41	Watson, Edwin K., Succession-estate	238	361	10.37	\$ 6.00	2.02	18.39
42	Watson, Edwin K., Succession-estate	238	362	10.37	6.00	1.79	18.16
43	Lavallée, Hector	238	366	10.39		1.21	11.60
44	Lavallée, Hector	238	367	10.39		1.21	11.60
45	Lavallée, Hector	238	368	10.39		1.43	11.82
46	Lavallée, Hector	238	370	8.66		.95	9.61
47	Lavallée, Hector	238	371-372	15.59		1.52	17.11
			et bâti- sses - and nd buildings				
48	Robertson, Jane E., veuve de-widow of John Caldwell	238	378	6.53	3.75	1.00	11.28
49	Robertson, Jane E., veuve de-widow of John Caldwell	238	379	6.53	3.75	.77	11.05
50	Robertson, Jane E., veuve de-widow of John Caldwell	238	380	6.54	4.84	.88	12.26
51	Robertson, Jane E., veuve de-widow of John Caldwell	238	381	8.66	5.00	1.44	15.10
52	Robertson, Jane E., veuve de - widow of John Caldwell	238	382	8.66	5.00	1.44	15.10
53	Robertson, Jane E., veuve de-widow of John Caldwell	238	383	8.65	5.00	1.44	15.09
54	Robertson, Jane E., veuve de-widow of John Caldwell	238	384	8.66	5.00	1.44	15.10
55	Robertson, Jane E., veuve de-widow of John Caldwell	238	385	8.64	5.00	1.44	15.08
56	Robertson, Jane E., veuve de-widow of John Caldwell	238	386	8.65	5.00	1.44	15.09
57	Robertson, Jane E., veuve de-widow of John Caldwell	238	387	8.64	5.00	1.44	15.08
58	St-Denis, Maximilienne	238	407	15.44		3.10	18.54
59	Routhier, Azelia, veuve de-widow of Denis O'Sullivan	238	435	10.70		1.81	12.51
60	Cohen Moses	238	440	6.92	4.00	1.22	12.14
61	Cohen Moses	238	441	6.92	4.00	1.22	12.14
62	Charbonneau, Marie, veuve de-widow of Eugène Descary	238	453	9.23		2.64	11.87
63	Barré, Léonidas L.	238	495	51.49		9.45	60.94
64	Barré, Léonidas L.	238	496	48.36		8.73	57.09
65	Duncan, David W.	238	502	8.65	5.00	1.69	15.34
66	Duncan, David W.	238	503	8.64	5.00	1.46	15.10
67	Duncan, David W.	238	504	8.65	5.00	1.46	15.11
68	Duncan, David W.	238	505	8.63	5.00	1.46	15.09
69	Duncan, David W.	238	506	6.51	3.87	.85	11.23
70	Martel, Mary E., veuve de-widow of J. G. Stewart	238	520	8.48	4.90	1.34	14.72
71	Martel, Mary E., veuve de-widow of J. G. Stewart	238	521	8.48	4.90	1.34	14.72
72	Martel, Mary E., veuve de-widow of J. G. Stewart	238	522	8.49	4.90	1.34	14.73
73	Martel, Mary E., veuve de-widow of J. G. Stewart	238	523	8.47	4.90	1.34	14.71
74	Martel, Mary E., veuve de-widow of J. G. Stewart	238	524	8.68	6.15	1.51	16.34
75	Mackie, Colin V.	238	527	6.76	4.80	1.48	13.04
76	Mackie, Colin V.	238	528	7.80	4.80	1.33	13.93
77	Jarvis, Ernest 5/18 Indivis						
	Jarvis, Alfred, 5/18 Indivis						
	Jarvis, R., 2/18 Indivis						
	Jarvis, Zéna, épse de-wife of S. Odeal, 2/18 Indivis	238	560	8.81	5.00	2.29	16.10
	Jarvis, Agnès, épse de-wife of J. Gault, 2/18 Indivis						
	Jarvis, Ruby, 2/18 Indivis						
78	Jarvis, Ernest, 5/18 Indivis						
	Jarvis, Alfred, 5/18 Indivis						
	Jarvis, R., 2/18 Indivis						
	Jarvis, Zéna, épse de-wife of S. Odeal, 2/18 Indivis	238	561	8.81	5.00	1.83	15.64
	Jarvis, Agnès, épse de-wife of J. Gault, 2/18 Indivis						
	Jarvis, Ruby 2/18 Indivis						
79	LePailleur, Marie-Louise, épouse de-wife of Georges Ladouceur	293	326	173.82		35.44	209.26
80	LePailleur, Marie-Louise, épouse de-wife of Georges Ladouceur	293	327	37.47		4.99	42.46
81	LePailleur, Marie-Louise, épouse de-wife of Georges Ladouceur	293	328	37.46		4.99	42.45
82	LePailleur, Marie-Louise, épouse de-wife of Georges Ladouceur	293	329	36.10		4.80	40.90
83	LePailleur, Marie-Louise, épouse de-wife of Georges Ladouceur	293	330	41.72		5.94	47.66

No d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	No cadastral Cadastral No.	Subdivision Subdivision	Taxes mun. gén. spéc. et am. locales au 31 déc. 1938 Mun. gen. spec. local imp. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interest	Grand Total
84	LePailleur, Marie-Louise, épouse de-wife of Georges Ladouceur	293	331	\$ 45 51		\$ 7 44	\$ 52 95
85	LePailleur, Marie-Louise, épouse de-wife of Georges Ladouceur	293	332	45 50		7 44	52 94
86	LePailleur, Marie-Louise, épouse de-wife of Georges Ladouceur	293	333	249 32		36 95	286 27
87	LePailleur, Marie-Louise, épouse de-wife of Georges Ladouceur	293	457	241 12		39 23	280 35
88	LePailleur, Marie-Louise, épouse de-wife of Georges Ladouceur	293	458	241 06		39 23	280 29
89	LePailleur, Marie-Louise, épouse de-wife of Georges Ladouceur	293	459	718 63		115 69	834 32
90	Pelletier, Léon	293	556	609 66		81 61	691 27
91	Pelletier, Léon	293	557	200 25		26 72	226 97
92	Succession-estate J. Victor Therrien	293	623	181 50		19 19	200 69
93	Succession-estate J. Victor Therrien	293	624	182 06		19 38	201 44
94	Gauthier, Yvonne, épouse de-wife of J. Denis Martin						
	Gauthier, Hermancia, épouse de-wife of Patrick Healey	347		465 11		104 10	569 21
95	St-Denis, Maximilienne	395	30	546 50		96 21	642 71
96	Lavallée, Hector	395	32	202 09		18 44	220 53
97	Boyer, Louis	572		261 50		34 79	296 29
98	St. Hubert Development Corporation	709	134	643 26	\$ 34 80	90 01	768 07
99	St. Hubert Development Corporation	709	135	76 52	30 74	13 96	121 22
100	Leclere, Pierre	709	139	136 28		15 49	151 77
	et bâtiments - and buildings						
101	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	709	138	223 21	51 12	47 39	321 72
102	Bellefeuille, Frédéric	709	145	129 25		17 26	146 51
103	Bellefeuille, Frédéric	709	146	129 28		17 26	146 54
104	St. Hubert Development Corporation	709	179	93 86	26 10	14 93	134 89
105	St. Hubert Development Corporation	709	180	479 32	29 00	66 69	575 01
106	CePare Realty & Development Company	709	191	91 46	12 96	11 86	116 28
107	CePare Realty & Development Company	709	192	91 46	12 96	11 63	116 05
108	Lavallée, Joseph	709	229	331 16		34 64	365 80
109	CePare Realty & Development Company	709	278	51 95	19 68	7 58	79 21
110	CePare Realty & Development Company	709	279	47 69	19 68	7 24	74 61
111	CePare Realty & Development Company	709	366	17 31	12 00	3 19	32 50
112	CePare Realty & Development Company	709	399	94 12	13 92	12 18	120 22
113	CePare Realty & Development Company	709	400	94 11	13 92	12 18	120 21
114	CePare Realty & Development Company	709	401	94 12	13 92	12 18	120 22
115	CePare Realty & Development Company	709	402	94 11	13 92	12 18	120 21
116	CePare Realty & Development Company	709	403	94 12	13 92	12 18	120 22
117	CePare Realty & Development Company	709	404	94 11	13 92	12 18	120 21
118	CePare Realty & Development Company	709	405	94 14	13 92	12 18	120 24
119	CePare Realty & Development Company	709	406	94 17	13 92	12 18	120 27
120	CePare Realty & Development Company	709	407	94 16	13 92	12 18	120 26
121	CePare Realty & Development Company	709	408	94 15	13 92	12 18	120 25
122	CePare Realty & Development Company	709	409	94 15	13 92	12 18	120 25
123	CePare Realty & Development Company	709	410	94 06	13 92	12 18	120 16
124	CePare Realty & Development Company	709	411	94 01	13 92	12 18	120 11
125	CePare Realty & Development Company	709	412	94 01	13 92	12 18	120 11
126	St. Hubert Development Corporation	709	440	456 85	27 84	63 53	548 22
127	St. Hubert Development Corporation	709	441	81 17	24 94	13 21	119 32
128	Richer, Edouard	709	448	126 52		17 28	143 80
129	CePare Realty & Development Company	709	449	100 83	13 92	12 89	127 64
130	CePare Realty & Development Company	709	450	100 83	13 92	12 89	127 64
131	CePare Realty & Development Company	709	451	100 81	13 92	12 89	127 62
132	CePare Realty & Development Company	709	452	100 86	13 92	12 89	127 67
133	CePare Realty & Development Company	709	453	100 81	13 92	12 89	127 62
134	CePare Realty & Development Company	709	454	100 82	13 92	12 94	127 68
135	CePare Realty & Development Company	709	455	100 83	13 92	12 89	127 64
136	CePare Realty & Development Company	709	456	100 84	13 92	12 89	127 65
137	CePare Realty & Development Company	709	457	100 87	13 92	12 89	127 68
138	CePare Realty & Development Company	709	458	100 84	13 92	12 89	127 65
139	CePare Realty & Development Company	709	459	100 83	13 92	12 89	127 64
140	CePare Realty & Development Company	709	460	100 84	13 92	12 89	127 65
141	CePare Realty & Development Company	709	461	100 88	13 92	12 91	127 71
142	CePare Realty & Development Company	709	462	100 92	13 92	12 91	127 75
143	CePare Realty & Development Company	709	463	100 95	13 92	12 91	127 78
144	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	709	488	90 33	25 92	22 66	138 91
145	Reay, John Y. et-and William R.	709	645	27 29	15 50	5 56	48 35
146	Reay, John Y. et-and William R.	709	646	27 29	15 50	5 56	48 35
147	Richer, Edouard	709	741	118 94		15 89	134 83
148	Richer, Edouard	709	742	118 91		15 89	134 80
149	CePare Realty & Development Company	709	743	94 90	10 80	12 03	117 73
150	CePare Realty & Development Company	709	744	94 86	10 80	11 96	117 62
151	CePare Realty & Development Company	709	745	94 91	10 80	11 96	117 67
152	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	709	770	25 12	17 04	6 09	48 25
	et bâtiments - and buildings						
153	Charad, Louis	709	783	87 57	9 00	11 09	107 66
154	Tatarinsky, Morris	709	785	172 05	20 25	48 26	240 56
155	Succession-Estate S. L. Nathanson	709	842	16 17	9 30	2 08	27 55
156	Levine, Philip	709	845	34 06	18 60	11 47	64 13
157	Hlibka, Harry	709	871	32 10	21 60	9 09	62 79
	Bâtiments seulement - Buildings only						
158	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	709	871	34 80	9 36	7 46	51 62
159	Khromick, Nitrofan et-and Bastruk Maria son épouse-his wife	709	885	37 95	9 00	8 05	55 00

No d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	No cadastré Cadastral No.	Subdivision Subdivision	Taxes mun. gén. spéc. et am. locales au 31 déc. 1938 Mun. gen. spec. local imp. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interest	Grand Total
160	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	709	886	\$ 37.97	\$ 10.80	\$ 7.86	\$ 56.63
161	Succession-Estate Chrysologue Brunet	751	64	233.26		38.57	271.83
162	Succession-Estate Chrysologue Brunet	751	65	809.15		131.32	940.47
163	CeParc Realty & Development Company	752	7	118.12	14.40	14.89	147.41
164	CeParc Realty & Development Company	752	8	118.04	14.40	14.86	147.30
165	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	35	99.21	13.34	15.27	127.82
166	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	36	99.26	12.42	15.57	127.25
167	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	37	118.58	13.34	17.31	149.23
168	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	39	99.26	13.80	14.98	128.04
169	Goldsworthy, Lucy Ellen	752	45	53.04	11.40	4.83	69.27
170	Goldsworthy, Lucy Ellen	752	46	51.63	11.40	4.72	67.75
171	Goldsworthy, Lucy Ellen	752	47	53.06	11.40	4.81	69.27
172	Brière, Lionel	752	50	93.30		7.39	100.69
173	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	50	473.95	19.44	70.55	563.94
174	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	82	82.42	19.80	19.96	122.18
175	Kornachuck, Paul	752	89	6.00	2.88	20	9.08
176	Kornachuck, Paul	752	90	6.00	2.88	20	9.08
177	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	166	47.39	16.56	10.34	74.29
178	Caplan, Isaac	752	177	214.02	17.16	36.07	267.25
179	Caplan, Isaac	752	178	66.43	17.92	13.76	98.11
180	Caplan, Isaac	752	179	66.43	17.92	13.76	98.11
181	Caplan, Isaac	752	180	63.81	17.28	13.27	94.36
182	Levine, Samuel	752	198	127.60	15.00	23.61	166.21
183	Gilbert, Osiac	752	199	88.10	24.00	12.48	124.58
184	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	199	104.12	5.52	16.10	125.74
185	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	200	104.84	8.28	19.36	132.48
186	St-Pierre, Léopold	752	271	171.43		16.51	187.94
187	St-Pierre, Léopold	752	272	43.01		4.54	47.55
188	Trépanier, Omer	752	280	43.47		5.13	48.60
189	Trépanier, Omer	752	281	43.47		4.90	48.37
190	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	290	64.69	9.00	12.77	86.46
191	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	294	65.62	9.00	11.82	86.44
192	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	295	65.62	9.00	11.82	86.44
193	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	297	60.33	16.80	9.30	86.43
194	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	298	52.24	5.40	5.48	63.12
195	Lavallée Georges	752	308	48.44	1.52	4.65	54.61
196	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	308	31.87	1.56	3.06	36.49
197	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	312	40.00	7.80	6.30	54.10
198	La Cie du Parc Central Lachine Limitée	752	313	40.00	7.80	6.30	54.10
199	Succession-Estate Héту Corinne, veuve widow of Arthur Gariépy	752	314	44.81		6.47	51.28
200	St-Pierre, Léopold	752	315	35.31		3.68	38.99
201	St-Pierre, Léopold	752	316	35.29		3.68	38.97
202	St-Pierre, Léopold	752	317	35.29		3.68	38.97
203	Robinson, James Leonard	752	320	44.37	9.00	7.51	60.88
204	Robinson, James Leonard	752	321	53.48	10.80	10.40	74.68
205	Deslauriers, Joseph	752	337	81.79		6.97	88.76
206	Deslauriers, Joseph	752	338	14.10		1.15	15.25
207	Deslauriers, Joseph	752	346	26.55		2.21	28.76
208	Deslauriers, Joseph	752	347	26.55		2.21	28.76
209	Deslauriers, Joseph	752	348	26.55		2.21	28.76
210	Rabeau, H. A.	752	349	35.33		3.91	39.24
211	Rabeau, H. A.	752	350	35.35		3.68	39.03
212	Rabeau, H. A.	752	351	35.29		3.68	38.97
213	Rabeau, H. A.	752	352	35.29		3.68	38.97
214	Rabeau, H. A.	752	353	35.29		3.68	38.97
215	Greenberg, Jacob	753	86	201.51	33.25	50.44	285.20
216	Greenberg, Jacob	753	87	201.43	33.25	44.69	279.37
217	Greenberg, Jacob	753	136	201.44	33.25	44.68	279.37
218	Greenberg, Jacob	753	137	201.44	33.25	44.68	279.37
219	Levine, Faga, veuve de-wife of d'Enoch Caplan	753	141	172.88	28.50	37.44	238.82
220	Levine, Faga, veuve de-wife of d'Enoch Caplan	753	142	172.86	28.50	32.48	233.84
221	Illiewitz, Jack	753	155	397.20	25.40	44.71	467.31
222	Bogush Fred	753	194	193.21	37.50	37.83	268.54
223	Bogush Fred	753	195	177.19	28.50	33.25	238.94
224	Waxman, Philippe	753	199	119.19	19.00	14.54	152.73
225	Baulne, Adolphe	753	286	264.65		26.50	291.15
226	Robson, Jane, veuve de-wife of Wm. Ellis	753	313	112.32	18.60	15.37	146.29
227	Robson, Jane, veuve de-wife of Wm. Ellis	753	314	199.75	18.60	22.90	241.25
228	Howick, Henry	753	332	141.16	23.25	22.26	186.67
229	Howick, Henry	753	333	141.13	23.25	21.80	186.18
230	Eastwood, Hartley, Succession-estate	753	357	141.12	23.25	22.06	186.43
231	Assad, Abbid	753	359	169.92	27.90	32.49	230.31
232	Howick, Henry	753	360	169.98	27.90	32.04	229.92
233	Howick, Henry	753	366	169.93	27.90	32.04	229.87
234	Howick, Henry	753	367	169.93	27.90	32.04	229.87
235	Howick, Henry	753	368	141.10	23.25	21.84	186.19
236	Howick, Henry	753	369	141.11	23.25	21.84	186.20
237	Muscovitch, Issie	753	395	105.61	18.60	8.43	132.64
238	Singer, Jacob et-and Morris	753	435	67.15	28.20	10.55	105.90
239	Troyan, Harry	753	454	224.39	32.55	59.60	316.54
240	Troyan, Harry	753	455	224.35	32.55	55.55	312.45

No d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	No cadastral Cadastral No.	Subdivision Subdivision	Taxes mun. gén. spéc. et am. locales au 31 déc. 1938 Mun. gen. spec. local imp. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interest	Grand Total
241	Hickey, Gertrude M.	753	476	\$ 140 37		\$ 18 67	\$ 159 04
242	Blanchet, Georges Wilfrid	753	515	183 03		30 15	213 18
243	Blanchet, Georges Wilfrid	753	516	420 84		68 31	489 15
244	Greenberg, Jacob	753	541	191 87	\$ 32 55	42 82	267 24
245	Greenberg, Jacob	753	542	191 80	32 55	42 82	267 17
246	Greenberg, Jacob	753	543	191 79	32 55	42 82	267 16
247	St-Denis, Maximilienne	753	585	275 59		38 07	313 66
248	St-Denis, Maximilienne	753	586	164 60		26 87	191 47
249	St-Denis, Maximilienne	753	587	179 82		27 93	207 75
250	Jones, Frank	753	592	191 80	32 55	44 95	269 30
251	Jones, Frank	753	593	191 74	32 55	42 79	267 08
252	Gammon Beatrice, épouse de-wife of D. Dempster						
	Gammon, Helen, épouse de-wife of L. D. Campbell	753	617	158 94	23 50	26 39	208 83
	Gammon, William						
253	Gammon, Beatrice, épouse de widow of D. Dempster; Gammon, Helen, épouse de-wid. of L. D. Campbell; and Gammon William	753	618	165 13	28 20	31 30	224 63
	Whelehan, Thomas	753	650	89 14		7 80	96 94
254	Whelehan, Thomas	753	651	118 70		13 47	132 17
255	DeBellefeuille, William	753	703	42 68		5 39	48 07
256	DeBellefeuille, William	753	704	52 62		5 57	58 19
257	DeBellefeuille, William	753	705	53 97		7 22	61 19
258	DeBellefeuille, William	753	706	53 98		7 22	61 20
259	DeBellefeuille, William	753	707	42 70		5 66	48 36
260	Singer, Jacob et-and Morris	753	726	37 46	11 20	5 38	54 04
261	Deschamps, Joseph	753	741	52 01		5 98	57 99
262	Deschamps, Joseph	753	742	42 36		4 34	46 70
263	Deschamps, Joseph	753	762	115 92	70 50	24 77	211 19
264	Mount Bruno Floral Company Limited						
	et bâtiments - and buildings						
265	Davidson, Rose, épouse de-wife of L. Hyman	753	876	29 96	16 80	8 05	54 81
266	Marsh, Charlotte E., épouse de-wife of John Clayton; Marsh, May Florence, épouse de-wife of Alf. Hilton; Marsh, Myrtle W., épouse de-wife of Frank Parkinson; Marsh, Olive R., épouse de-wife of Alfred Wells; Marsh, Alice Louise; Marsh, Charles	753	882	28 63	8 40	2 98	40 01
267	Marsh, Charlotte E., épouse de-wife of John Clayton; Marsh, May Florence, épouse de-wife of Alf. Hilton; Marsh, Myrtle W., épouse de-wife of Frank Parkinson; Marsh, Olive R., épouse de-wife of Alfred Wells; Marsh, Alice Louise; Marsh, Charles	753	883	30 78	8 40	3 04	42 22
268	Caplan, Myer	753	905	58 05	16 80	12 56	87 41
269	Caplan, Myer	753	906	58 05	16 80	12 10	86 95
270	Custer, Harry	753	965	23 02	9 00	5 61	37 63
271	Milne, Martha, veuve de-widow of W. H. Middleton	753	1047	10 39	6 38	1 93	18 70
272	Diamond, Sophie	753	1062	9 26	5 25	7 45	21 96
273	Diamond, Sophie	753	1063	9 28	5 25	2 71	17 24
274	Letang, Eustache	753	1107	3 90		55	4 45
275	Letang, Eustache	753	1108	4 05		35	4 40
276	Cronin, Leonard	238	324	8 81		1 23	10 04
277	Charad, Louis	752	325	17 81	3 60	1 17	22 58
278	Lacroix, Zénon	55	Pt. 8.8	253 58		28 87	282 45

Cette partie du lot No 8 de la subdivision officielle du lot No 55 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, ayant front sur le côté est de la 44ème avenue, mesurant 50 pieds de largeur par 153 pieds de profondeur, bornée vers l'ouest par la 44ème avenue, vers le nord par la partie du lot No 8 de la subdivision officielle du dit lot No 55 appartenant à Léonard Kent, vers l'est par le lot No 152 des dits plan et livre de renvoi, vers le sud par le lot No. 7 de la subdivision officielle du dit lot No 55.—That part of lot No. 8 of the official subdivision of lot No. 55 of the plan and book of reference of the Town of Lachine, fronting on the east side of 44th Avenue, measuring 50 feet in width by 153 feet in depth, bounded on the west by 44th Avenue, on the north by that part of lot No. 8 of the official subdivision of said lot No. 55 belonging to Leonard Kent, towards the east by lot No. 152 of said plan and book of reference, towards the south by lot No. 7 of the official subdivision of said lot No. 55.

279 Day, Mary Jocelyn..... 55 | Pt.N.9 | 617 80 | 157 15 | 102 42 | 877 37

Cette partie du lot No 9 de la subdivision officielle du lot No 55 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, ayant front sur le côté est de la 44ème avenue, mesurant 120 pieds de largeur par environ 154 pieds de profondeur, bornée vers l'ouest par la 44ème avenue, vers le nord par une partie non subdivisée du lot No 55 des dits plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, vers l'est par le lot No 152 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, vers le sud par la partie sud du lot No 9 de la subdivision officielle du dit lot No 55 appartenant à J.-Albert Day.—That part of lot No. 9 of the official subdivision of lot No. 55 of the plan and book of reference of the town of Lachine, fronting on the east side of 44th Avenue, measuring 120 feet in width by about 154 feet in depth, bounded on the west by 44th Avenue, on the north by an unsubdivided part of lot No. 55 of said plan and book of reference of the town of Lachine, towards the east by lot No. 152 of the plan and book of reference of the town of Lachine, towards the south by the south part of lot No. 9 of the official subdivision of said lot No. 55 belonging to J. Albert Day.

280 La Cie du Parc Central Lachine Limitée... Pt. 181 | 1,603 34 | 174 00 | 185 32 | 1,962 66

Cette partie du lot No 181 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine de forme irrégulière, ayant front sur la 36ème avenue et sur la rue Broadway, mesurant 392 pieds et quatre pouces le long de la 36ème avenue et 400 pieds le long de la rue Broadway et 73 pieds dans sa ligne est, le long du lot No 184—51 des dits plan et livre de renvoi, bornée vers le nord-est par la partie du dit lot No 181 appartenant à Montreal Tramways Company, vers l'est par le lot No 51 de la subdivision officielle du lot No 184 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, vers le sud par la rue Broadway et vers l'ouest par la 36ème avenue, super-

fie, environ 90,716 pieds.—That part of lot No. 181 of the plan and book of reference of the town of Lachine, of irregular figure, fronting on 36th Avenue and on Broadway Street, measuring 392 feet and four inches along 36th Avenue and 400 feet along Broadway Street and 73 feet in its east line, along lot No. 184—51 of said plan and book of reference, bounded towards the northeast by that part of said lot No. 181 belonging to the Montreal Tramways Company, towards the east by lot No. 51 of the official subdivision of lot No. 184 of the plan and book of reference of the town of Lachine, towards the south by Broadway street and towards the west by 36th Avenue, area, about 90,716 feet.

No d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	No cadas- tre Cadastral No.	Subdi- vision Subdi- vision	Taxes mun. gén. spéc. et am. locales au 31 déc. 1938 Mun. gen. spec. local imp. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interest	Grand Total
281	Succession-estate Léopold Léger, faillie, bankrupt, Georges Duclos, Syndic-trustee	Pt. O. 232	1	\$ 140 85	\$ 12 36	\$ 153 21

Cette partie du lot No 1 de la subdivision officielle du lot No 232 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, mesurant 62 pieds en front sur la rue Notre-Dame bornée en front vers le nord par la rue Notre-Dame, vers l'est par cette partie du lot No 1 de la subdivision officielle du lot No 232 des dits plan et livre de renvoi, appartenant à la succession Victor Brossard, vers le sud par une autre partie non subdivisée du lot No 232 des dits plan et livre de renvoi, vers l'ouest par la partie du dit lot No 232 appartenant à Dame Alberta Goedike veuve d'Oscar Lacombe, superficie environ 1,152 pieds.—That part of lot No. 1 of the official subdivision of lot No. 232 of the plan and book of reference of the town of Lachine, measuring 62 feet in front on Notre-Dame Street, bounded in front on the north by Notre-Dame Street, on the east by that part of lot No. 1 of the official subdivision of lot No. 232 of said plan and book of reference, belonging to the estate Victor Brossard, towards the south by another unsubdivided part of lot No. 232 of said plan and book of reference, towards the west by the part of said lot No. 232 belonging to Dame Alberta Goedike, widow of Oscar Lacombe, area, about 1,152 feet.

282	Morey, Guy	Pt. 273		520.97	\$ 134.50	86.63	742.10
-----	------------	---------	--	--------	-----------	-------	--------

Cette partie du lot No 273 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, mesurant 68 pieds de largeur en front sur la 20ème avenue par 99 pieds de profondeur, formant une superficie de 6,800 pieds, mesure anglaise, plus ou moins, bornée vers l'ouest par la 20ème avenue, vers le nord par une partie du dit lot No 273 appartenant à Dame Henriette Gauthier épouse de Napoléon Séguin, vers l'est partie par la partie du dit lot No 273 appartenant à Dame Henriette Gauthier, et partie par le lot No 273 des dits plan et livre de renvoi, vers le sud par les parties du dit lot No 273 appartenant à Anna Leclair et à Dame Lida Trottier épouse d'Oscar Lanctôt.—That part of lot No. 273 of the plan and book of reference of the town of Lachine, measuring 68 feet in width in front on 20th Avenue by 99 feet in depth, forming an area of 6,800 feet, English measure, more or less, bounded on the west by 20th Avenue, on the north by a part of said lot No. 273 belonging to Dame Henriette Gauthier wife of Napoléon Séguin, on the east partly by the part of said lot No. 273 belonging to Dame Henriette Gauthier, and partly by lot No. 276 of said plan and book of reference, on the south by the parts of said lot No. 273 belonging to Anna Leclair and to Dame Lida Trottier wife of Oscar Lanctôt.

283	Lejour, J. Albert, failli-bankrupt, et-and Harold, J. Inns, Syndic-trustee	Pt. 271 & 271	1	972 73		162.01	1,134.74
-----	---	------------------	---	--------	--	--------	----------

Cet emplacement composé: (a) D'une partie du lot No 271 des plan et livre de renvoi de la Ville de Lachine, ayant front sur la rue St-Joseph à Lachine, mesurant en front 8 pieds et 5 pouces de largeur et en arrière 22 pieds et dans sa ligne ouest 27.2 pieds à partir de la rue St-Joseph, de là, déviant quelque peu vers l'ouest et se prolongeant vers le nord sur une autre distance de 21.5 pieds mesurant dans sa ligne est 34.7 pieds à partir de la rue St-Joseph, de là, déviant vers le nord-est et se prolongeant sur une distance de 23 pieds, la dite partie de lot bornée vers le sud-ouest par la rue St-Joseph, vers l'ouest et vers le nord par la partie du dit lot No 271 appartenant à la cité de Lachine, vers le nord-est et l'est par la partie du dit lot No 271, ci-après décrite; cette partie de lot décrite, étant vacante et servant de passage mitoyen entre la propriété de la Cité de Lachine située à l'ouest et la propriété ci-après décrite située à l'est, suivant acte de servitude établi par acte entre Dame Alexandre Laplante et P.-H. Dufresne es-qualité, reçu devant Mre H. Schetagne N.P., le 6 mai 1927 et enregistré à Montréal, sous le No 144214; (b) Cette autre partie du lot No 271 ayant front sur la rue St-Joseph, mesurant dans sa ligne ouest à partir de la rue St-Joseph, 34.7 pieds, de là, déviant vers le nord-est et se prolongeant sur une distance de 23 pieds, de là déviant vers le nord et se prolongeant sur une autre distance de 56 pieds, bornée vers le sud-ouest par la rue St-Joseph, vers l'ouest, partie par le passage mitoyen ci-dessus décrit et partie par une autre partie du dit lot No 271 appartenant à la cité de Lachine, vers le nord par le lot No 268 des dits plan et livre de renvoi, vers l'est par le lot No 1 de la subdivision d'une partie du lot No 271 des dits plan et livre de renvoi, avec bâtisses dessus construites; (c) Du lot No 1 de la subdivision officielle du dit lot No 271 (271-1) des dits plan et livre de renvoi, avec bâtisses dessus construites.—This emplacement composed of: (a) A part of lot No. 271 of the plan and book of reference of the Town of Lachine, fronting on St. Joseph Street, at Lachine, measuring in front 8 feet and 5 inches in width and in rear 22 feet and in its west line 27.2 feet starting at St. Joseph Street, thence deviating a little towards the west and extending northerly for another distance of 21.5 feet, measuring in its east line 34.7 feet starting at St. Joseph Street, thence, deviating northeasterly and extending for a distance of 23 feet the said part of lot being bounded on the southwest by St. Joseph Street, on the west and on the north by the part of said lot No. 271 belonging to the City of Lachine, towards the northeast and east by the part of said lot No. 271 hereinafter described; the said part of lot described, being vacant and serving as a mitoyen passage between the property of the City of Lachine situate on the west and the property hereinafter described situated on the east, according to deed of servitude established by deed between Dame Alexandre Laplante and P. H. Dufresne es-qualité, received before Mre. H. Schetagne, N.P., the 6th May, 1927 and registered at Montreal, under No. 144214; (b) That other part of lot No. 271 fronting on St. Joseph Street, measuring in its west line starting from St. Joseph Street, 34.7 feet, thence, deviating towards the northeast and extending for a distance of 23 feet, thence deviating towards the north and extending for a further distance of 56 feet, bounded on the southwest by St. Joseph Street, on the west, partly by the mitoyen passage above described and partly by another part of said lot No. 271 belonging to the City of Lachine, towards the north by lot No. 268 of said plan and book of reference towards the east by lot No. 1 of the subdivision of a part of lot No. 271 of said plan and book of reference, with buildings thereon erected; (c) Lot No. 1 of the official subdivision of said lot No. 271 (271-1) of said plan and book of reference, with buildings thereon erected.

284	Landry, Anita, épouse de-wife of Noé La- croix, Succession-estate	751	Pt. 14	901.46	123.16	1,024.62
-----	--	-----	--------	--------	-------	--------	----------

Cette partie du lot No 14 de la subdivision officielle du lot No 751 des plan et livre de renvoi de la Ville de Lachine, mesurant 33 pieds de largeur par 153.2 pieds de profondeur le long de la 9ème avenue, formant en superficie, environ 5084 pieds, bornée vers le nord par la rue St-Louis, vers l'est par le lot No 126 de subdivision officielle du dit lot No 751, vers le sud par le lot No 25 de la subdivision officielle du lot No 746 des dits plan et livre de renvoi, vers l'ouest par la partie ouest du lot No 14 de la subdivision officielle du dit

lot No 751, faisant maintenant partie de la 9ème avenue.—That part of lot No. 14 of the official subdivision of lot No. 751 of the plan and book of reference of the Town of Lachine, measuring 33 feet in width by 153.2 feet in depth along 9th Avenue, forming in area, about 5084 feet, bounded on the north by St. Louis Street, on the east by lot No. 126 of the official subdivision of said lot No. 751, towards the south by lot No. 25 of the official subdivision of lot No. 746 of said plan and book of reference, towards the west by the west part of lot No. 14 of the official subdivision of said lot No. 751, forming now part of 9th Avenue.

No d'ordre — Order No.	Propriétaires cotisés — Assessed proprietors	No cadastre — Cadastral No.	Subdivision — Subdi- vision	Taxes mun. gén. spéc. et am. locales — mun. gen. spec. local imp. taxes	Taxes scolaires — School taxes	Intérêts — Interest	Grand Total
285	Succession-estate Arthur Leblanc	754	Pt. S.31	\$ 336 03		\$ 59 59	\$ 395 62

Cette partie du lot No 31 de la subdivision officielle du lot No 754 des plan et livre de renvoi de la Ville de Lachine, ayant front sur la 7ème avenue et 8ème avenue, mesurant 24 pieds de largeur, bornée vers l'est par la 7ème avenue, vers le sud par le lot No 30 de la subdivision officielle du dit lot No 754, vers l'ouest par la 8ème avenue, vers le nord par la partie nord du dit lot No 31 de la subdivision officielle du dit lot No 754 appartenant à Emile Daoust.—That part of lot No 31 of the official subdivision of lot No. 754 of the plan and book of reference of the Town of Lachine, fronting on 7th Avenue and 8th Avenue, measuring 24 feet in width, bounded on the east by 7th Avenue, on the south by lot No. 30 of the official subdivision of said lot No. 754, on the west by 8th Avenue, on the north by the north part of said lot No. 31 of the official subdivision of lot No. 754, belonging to Emile Daoust.

Paroisse de Lachine—Parish of Lachine

286	Jamieson, John Stewart	882	97	121 00	\$ 50 00	22 90	193 90
287	Weaver, Lottie Aug., veuve de-widow of James Henry MacMillan	882	114	95 52	40 00	15 18	150 70
288	Thompson, Joseph	886	39	160 57	71 40	50 71	282 68
289	Gordon, Robert Roderick	886	Pt. 162	609 96	233 80	181 82	1,024 58

& Pt. 163 et bâtisses and buildings

Cet emplacement ayant front sur le côté est de la 54ème avenue, mesurant 40 pieds de largeur par 107 pieds de profondeur, et formée:—(a) De la partie nord du lot No 162 de la subdivision officielle du lot No 886 des plan et livre de renvoi de la Paroisse de Lachine, mesurant 25 pieds de largeur en front et en arrière, bornée vers l'ouest par la 54ème Avenue, vers le nord par partie du lot No 163 de la subdivision officielle du dit lot No 886 ci-après décrite, vers l'est par le lot No 78 de la subdivision officielle du lot No 887 des dits plan et livre de renvoi, vers le sud par la partie sud du dit lot No 162 de la subdivision officielle du dit lot No 886 appartenant à la succession John Watson; (b) De la partie sud du lot No 163 de la subdivision officielle dudit lot No 886 mesurant 15 pieds de largeur en front sur la 54ème avenue, et en arrière, bornée vers l'ouest par la 54ème avenue, vers le nord par la partie nord dudit lot No 163 de la subdivision officielle dudit lot No 886 appartenant à David Hollingworth, vers l'est par partie du lot No 78 de la subdivision officielle dudit lot No 887, vers le sud par partie du lot No 162 de la subdivision officielle du dit lot No 886 ci-dessus décrite.—That emplacement fronting on the east side of 54th Avenue, measuring 40 feet in width by 107 feet in depth and composed of: (a) The northpart of lot No. 162 of the official subdivision of lot No. 886, on the plan and book of reference for the Parish of Lachine, measuring 25 feet in width in front and in rear, bounded on the west by 54th Avenue, on the north by part of lot No. 163, of the official subdivision of said lot No. 886, hereinafter described, on the east by lot No. 78 of the official subdivision of lot No. 887 of said plan and book of reference, on the south by the south part of said lot No. 162 of the official subdivision of said lot No. 886 belonging to the John Watson Estate; (b) The south part of lot No. 163 of the official subdivision of said lot No. 886 measuring 15 feet in width in front on 54th Avenue and in rear, bounded on the west by 54th Avenue, on the north by the north part of said lot No. 163 of the official subdivision of said lot No. 886 belonging to David Hollingworth, on the east by part of lot No. 78 of the official subdivision of said lot No. 887, on the south by part of lot No. 162 of the official subdivision of said lot No. 886 hereinabove described;

290	Mulready, Delia	886	174	203 48	44 60	25 94	274 02
291	Perrin, Alfred Thomas	887	69	158 28		16 94	175 22
292	Clark, Helen, épouse de-wife of M. W. Hillis Smith	887	71	154 94	26 40	14 20	195 54
293	Breimen, Catherine, épouse de-wife of James Murphy	887	85	178 81		25 24	204 05
294	Lloyd, Mary Beatrice, épouse de-wife of Lloyd Sandford McVittie	Pt 894	(8)	378 18	101 00	63 42	542 60

Cette partie du lot No 894 des plan et livre de renvoi de la paroisse de Lachine, ayant front sur le côté ouest de la 51ème avenue, mesurant 80 pieds de largeur par 130 pieds de profondeur, bornée vers l'est par la 51ème avenue, vers le nord par partie dudit lot No 894 appartenant à Gerald W. Simmons, vers l'ouest et le sud par partie du dit lot No 894 appartenant à John H. Monohan.—That part of lot No. 894 on the plan and book of reference for the Parish of Lachine, fronting on the west side of 51st Avenue, measuring 80 feet in width by 130 feet in depth, bounded on the east by 51st Avenue, on the north by part of said lot No. 894, belonging to Gerald W. Simmons, on the west and south by part of said lot No. 894 belonging to John H. Monohan;

295	Bogue, Maurice	894	27	74 55		7 16	81 71
296	Webber, George Ernest	894	30	80 34	17 70	7 96	106 00
297	Webber, George Ernest	894	Pt. S.31	65 31	14 25	6 42	85 98

Cette partie du lot No 31 de la subdivision officielle du lot No 894 des plan et livre de renvoi de la paroisse de Lachine, ayant front sur le côté ouest de la 51ème avenue, mesurant 27 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur, bornée vers l'est par la 51ème avenue, vers le nord par la partie nord du dit lot No 31 de la subdivision officielle du dit lot No 894 appartenant à James Henry Smith, vers l'ouest par la partie non subdivisée du dit lot No. 894, vers le sud par le lot No 30 de la subdivision officielle du lot No 894;—That part of lot No. 31 of the official subdivision of lot No. 894, on the plan and book of reference for the Parish of Lachine, fronting on the west side of 51st Avenue, measuring 27 feet in width by 80 feet in depth, bounded on the east by 51st Avenue, on the north by the north part of said lot No. 31 of the official subdivision of said lot No. 894, belonging to James Henry Smith, on the west by the unsubdivided part of said lot No. 894, on the south by lot No. 30 of the official subdivision of lot No. 894.

298	Westbrooke, George William	894	42A	135 09	29 00	22 19	186 28
299	Westbrooke, George William	894	43A	134 47	29 00	21 59	185 06
300	Beaudoin, Ovila	894	45A	161 95		26 69	188 64
301	Lamb, Eliza	894	57	191 17		44 21	235 38
302	Noel, Joseph	894	74	161 85	34 80	32 18	228 83

No d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed proprietors	No cadas- tre Cadastral No.	Subdi- vision Subdi- vision	Taxes mun. gén. spéc. et am. locales au 31 déc. 1938 Mun. gen. spec. local imp. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interest	Grand Total
303	Ford, Ernest E.	915	34	27 68	16 00	4 70	48 38
304	Ford, Ernest E.	915	35	27 68	16 00	4 47	48 15
305	Ford, Ernest E.	915	38	27 68	16 00	4 47	48 15
306	Ford, Ernest E.	915	39	27 68	16 00	4 47	48 15
307	Galipeau, Paul.	915	64	\$ 183 83		\$ 30 23	\$ 214 06
308	Ford, Ernest E.	915	100	76 27	\$ 17 80	9 82	103 89
309	Surprenant, Arthur	916	10	394 38		73 94	468 32
310	Surprenant, Arthur.	916	13	394 37		73 27	467 64
311	Lejour, J. Albert, failli-bankrupt, et-and Harold J. Inns, syndic-trustee	916	38	531 79		120 44	951 20
312	Berman, Joseph	916	58	714 67	116 09	120 44	951 20
313	McGovern, James, Succession-Estate.	916	Pt. S. 82	143 36		19 29	162 65

Cette partie du lot No 82 de la subdivision officielle du lot No 916 des plan et livre de renvoi de la paroisse de Lachine, mesurant 25 pieds de largeur par 120 pieds de profondeur, bornée en front vers l'est par l'avenue George V, vers le sud par le lot No 83 de la subdivision officielle dudit lot No 916, vers l'ouest par le lot No 81 de la subdivision officielle dudit lot No 916, vers le nord par la partie nord dudit lot No 82 de la subdivision officielle dudit lot No 916 appartenant à Foma Mysco.—The part of lot No. 82 of the official subdivision of lot No. 916 on the plan and book of reference for the Parish of Lachine, measuring 25 feet in width by 120 feet in depth, bounded in front on the east by George V Avenue, on the south by lot No. 83 of the official subdivision of said lot No. 916, on the west by lot No. 81 of the official subdivision of said lot No. 916, on the north by the north part of said lot No. 82 of the official subdivision of said lot No. 916 belonging to Foma Mysco.

314	McGovern, James, Succession-Estate	916	83	286 73		38 27	325 00
315	McGovern, James, Succession-Estate	916	86	286 72		38 27	324 99
316	Leclaire, Joseph	916	112	248 88		41 13	290 01
317	Leclaire, Joseph	916	113	938 12		152 36	1,090 48
318	Succession Herbert Noel Isaacson, Dame Mary Johnson, usufruitière, et la nue pro- priété appartient dans la proportion de— Estate of Herbert Noel Isaacson, Dame Mary Johnson, usufructuary, and the bare ownership belonging in the proportion of:	928		260 34	36 75	47 49	344 58
	20% à-to Episcopal Synod of the Diocese of Montreal.						
	20% à-to The Protestant Hospital for the Insane, Verdun.						
	20% à-to The Lachine General Hospital.						
	20% à-to The Loyal True Blue & Protestant Home, Richmond Hill, Ont.						
	20% à-to The Stephen Episcopal Church of Lachine.						

Donné sous mon seing, à Lachine, ce sixième
jour de mai, mil neuf cent trente-neuf.

Le greffier de la cité de Lachine,

2023—18 2 o

EMILE DAOUST.

Given under my hand, at Lachine, this sixth
day of May, Nineteen hundred and thirty-nine.

EMILE DAOUST,

2024—18 2 o City Clerk of the City of Lachine

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respecifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: } GRANTHAM
No 2340 } SCHOOL TRUST-
EES, corps politique incorporé ayant son bureau
d'affaires dans la cité de Drummondville, dis-
trict d'Arthabaska, demandeurs; vs W. B.
WILLIAMS, de la cité de Toronto, de la provin-
ce d'Ontario, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les subdivisions 370, 371 et 372 du lot No 144
des plan et livre de renvoi officiels du Canton de
Grantham, comté de Drummond.

Les subdivisions 269, 280, 281, 282 et 283, du
lot No 145 des plan et livre de renvoi officiels
du Canton de Grantham, Comté de Drummond.

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: } GRANTHAM SCHOOL
No. 2340 } TRUSTEES, political
body having its office in the city of Drummond-
ville, district of Arthabaska, plaintiff; vs W. B.
WILLIAMS in the city of Toronto, in the provin-
ce of Ontario, defendant.

As belonging to the defendant:

The subdivisions 370, 371 and 372 of lot No.
144 of the official plan and book of the township
of Grantham, county of Drummond.

The subdivisions 269, 280, 281, 282, and 283,
of lot No. 145, of the official plan and book of
township of Grantham, County of Drummond.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de Grantham, Comté de Drummond, le TREIZIEME jour de juin 1939, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, 10 mai, 1939. 2111-19-2-o
[Première publication, 13 mai 1939]

To be sold at the parochial church of St. Joseph de Grantham, Co. Drummond, the THIRTEENTH day of June 1939, at TWO o'clock in the afternoon. (Daylight saving time).

Sheriff's Office,
Arthabaska, 10th of May, 1939. 2112-19-2-o
[First publication, May 13th, 1939].

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Bedford
Canada, } OTTAWA VALLEY
Province de Québec, } LUMBER VALLEY
No 128 } LTD., demanderesse; vs.
GRANBY ARENA LIMITED, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Une propriété comprenant:—parties des lots numéros quatre cent quatorze, quatre cent quinze, quatre cent seize et quatre cent dix-sept (Nos 414, 415, 416 & 417) du cadastre du cidevant village de Granby, district de Bedford, décrites comme suit:—commençant à un point sur la ligne nord du terrain de Meyer-Thomas Co., à une distance de cent vingt-cinq pieds de la rue Court, de là gagnant à l'est en suivant ladite ligne cent cinquante-deux pieds à la ligne est desdits lots, de là allant au nord suivant ladite ligne est cent quatre-vingt-quatorze pieds, de là à l'ouest parallèle avec la rue Franklyn cent quarante-trois pieds jusqu'au coin nord-est des parties desdits lots appartenant à la Granby Mfg. Co. de là au sud parallèle avec la rue Court jusqu'au point de départ et comprenant aussi:—parties des mêmes lots quatre cent quatorze, quatre cent quinze, quatre cent seize et quatre cent dix-sept (414, 415, 416 & 417) dudit cadastre décrites comme suit: commençant à un point sur la rue Court à une distance de vingt-deux pieds et six pouces au sud du coin entre les lots 416 et 417, de là à angles droits avec la rue Court cent vingt-cinq pieds, de là allant au nord parallèle à la rue Court deux cent sept pieds et six pouces, de là à l'ouest parallèle avec la rue Franklyn cent vingt-sept pieds et six pouces au point de départ, avec les bâtisses dessus; sauf et excepté le terrain appartenant à la Granby Mfg. Co. pour le bureau de la dite Compagnie.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Famille de Granby, en la cité de Granby, dit district, le QUATORZIEME jour de JUIN, 1939, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le shérif,
Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY,
Sweetsburg, Que., ce 8 mai 1939. 2113—19—2—o
[Première publication, 13 mai 1939]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure
District de Chicoutimi, } JOSEPH BEAU-
No 7747 } LIEU, rentier, domicilié à Kénogami, district de Chicoutimi, de-

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Bedford
Canada, } OTTAWA VALLEY
Province of Quebec, } LUMBER VALLEY
No. 128 } LTD., plaintiff; vs.
GRANBY ARENA LIMITED, defendant.

As belonging to the defendant:

A property comprising: parts of lots numbers four hundred and fourteen, four hundred and fifteen, four hundred and sixteen and four hundred and seventeen (Nos. 414, 415, 416 & 417) on the cadastre for the heretofore Village of Granby, District of Bedford, described as follows: starting at a point in the north line of the land of Meyer-Thomas Co. one hundred and twenty-five feet distant from Court Street, thence, running east, following the said line one hundred and fifty-two feet to the east line of said lots, thence, running north, following the said east line one hundred and ninety-four feet, thence, towards the west, parallel to Franklyn Street, one hundred and forty-three feet to the north-east corner of parts of said lots belonging to the Granby Mfg. Co., thence, towards the south, parallel to Court Street, to the starting point and comprising also: parts of same lots four hundred and fourteen, four hundred and fifteen, four hundred and sixteen and four hundred and seventeen (414, 415, 416 & 417) of said cadastre, described as follows: starting at a point on Court Street, twenty-two feet and six inches distant south from the corner between lots 416 and 417, thence, at right angle with Court Street one hundred and twenty-five feet, thence, running north, parallel to Court Street, two hundred and seven feet and six inches, thence, towards the west, parallel to Franklyn Street, one hundred and twenty-seven feet from Court Street one hundred and eighty-seven feet and six inches to the starting point—with the buildings thereon erected; save and except the lot of land belonging to the Granby Mfg. Co. for the office of the said company.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the Parish of Ste. Famille de Granby, in the City of Granby, said District, on the FOURTEENTH day of JUNE, 1939, at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time.

W. FREDERIC KAY,
Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., May 8th, 1939. 2114—19—2
[First publication, May 13th, 1939]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court
District of Chicoutimi, } JOSEPH BEAULIEU,
No. 7747 } annuitant, domiciled at Kenogami, district of Chicoutimi, plaintiff

mandeur; vs JEAN-EDOUARD RUSSEL, alias JEAN-EDOUARD BEAULIEU, résidant à Kénogami, district de Chicoutimi, défendeur.

1. Un certain lopin de terre de figure irrégulière, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme formant partie des lots numéros vingt-quatre-cent-trente-cinq et vingt-quatre-cent-trente-six, (Ptie Nos 24-135 et 24-136), dans le rang trois dudit canton, lequel terrain mesure quarante-quatre pieds de front pour le côté ouest et vingt-quatre pieds au bout de la profondeur qui est de cinquante et un pieds de l'est à l'ouest pour le côté sud, et quarante-six pieds de l'est à l'ouest, pour le côté nord, et est borné au nord, et à l'est, par le terrain de Monsieur William Pedneault, ou représentants, au sud, par la rue Montcalm, et à l'ouest, par la rue Ste-Famille, avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

2. Un certain droit de vue au bénéfice du terrain sus-décrié, et donné en et sur:

Un certain terrain de figure irrégulière, connu et désigné au cadastre officiel des rang et canton susdits, comme formant partie, des lots numéros vingt-quatre-cent-trente-six, et vingt-quatre-cent-trente-cinq, (Ptie Nos 24-136 et 24-135), lequel terrain est borné au nord par le terrain de M. Eugène Gagnon, ou représentants, et à l'est par le terrain de M. William Pedneault, ou représentants, et au sud, partie par la rue Montcalm et partie par le terrain ci-dessus décrit et donné et à l'ouest, par la rue Ste-Famille.

Les immeubles ci-dessus décrits sont saisis et seront vendus sujets à une rente viagère de \$20.00 par semaine, payable le lundi de chaque semaine, qui suivra la vente, en faveur du demandeur, Sieur Joseph Beaulieu, rentier de la ville de Kénogami, sa vie durant; sauf à distraire les réservoirs et installations à gasoline, posés par Imperial Oil Limited et lui appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de KENOGAMI, samedi, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de MAI 1939, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le shérif,
Bureau du shérif, RENE DELISLE.
Chicoutimi, 19 avril 1939. 1827-16-2-o
[Première publication, 22 avril 1939]

vs JEAN EDOUARD RUSSEL, alias JEAN EDOUARD BEAULIEU, residing at Kenogami, district of Chicoutimi, defendant.

1. A certain parcel of land of irregular figure, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, as forming part of lots numbers twenty-four-one hundred and thirty five and twenty-four-one hundred and thirty six (Pt. Nos. 24-135 and 24-136), in range three of the said township, the said lot of land measuring forty four feet in front for the west side and twenty four feet at the end of the depth which is fifty one feet from east to west for the south side and forty six feet from east to west for the north side, and is bounded on the north and east by the land of Mr. William Pedneault, or representatives, on the south, by Montcalm street, and on the west by Ste-Famille street—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A certain right of view for the benefit of the lot of land above described, and given in and on:

A certain lot of land of irregular figure, known and designated on the official cadastre for the aforesaid range and township, as forming part of lots numbers twenty four-one hundred and thirty six and twenty four-one hundred and thirty five (Pt. Nos. 24-136 and 24-135), the said lot of land is bounded on the north by the land of Mr. Eugène Gagnon, or representatives, on the east by the land of Mr. William Pedneault, or representatives, and on the south, partly by Montcalm street and partly by the lot of land hereinabove described and given and on the west by Ste-Famille street.

The above described immovables are seized and will be sold subject to a weekly life annuity of \$20.00, payable the Monday of each week, which follows the sale, in favour of the plaintiff, Sieur Joseph Beaulieu, annuitant of the town of Kenogami, during his lifetime; save to be deducted the reservoirs and gasoline installations, installed by the Imperial Oil Limited and belonging to it.

To be sold at the parochial church door of Kenogami, on SATURDAY, the TWENTY SEVENTH day of the month of MAY, 1939, at ELEVEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

RENE DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, April 19, 1939. 1828-16-2
[First publication, April 22nd, 1939]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } CONCRETE COLUMN
No 180046 } CLAMPS LTD., dem-
manderesse, vs LIONEL LACROIX, défendeur.

Le lopin de terre situé sur la rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, lequel est la plus grande partie du lopin de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (Plus grande partie No 497) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, de la dite cité de Montréal, mesurant cent vingt pieds en largeur et deux cent quarante pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et est bornée en front au sud-est par la rue Ste-Catherine est, en arrière, au nord-ouest, par la rue Campion (autrefois rue Albert), au sud-ouest

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: } CONCRETE COLUMN
No. 180046 } CLAMPS LTD.,
plaintiff; vs LIONEL LACROIX, defendant.

The lot of land situate on St. Catherine street, in the city of Montreal, which is the greater portion of the lot of land known and designated by the number four hundred and ninety seven (Greater part No. 497) on the official plan and in the book of reference of the St. Mary's ward of the said city of Montreal, being one hundred and twenty feet in width and two hundred and forty feet in depth, English measure and more or less, and is bounded in front to the southeast, by St. Catherine street east, in rear to the northwest, by Campion (formerly Albert) street, on the

par les lots numéros cinq cent quarante-sept et cinq cent quarante-huit, cinq cent quarante-neuf, cinq cent cinquante et cinq cent cinquante-et-un au dit plan officiel, et du côté nord-est partie par le lot numéro quatre cent quatre-vingt-seize au dit plan officiel et partie par le résidu du dit lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (étant une lisière de quarante pieds en largeur par cent vingt pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins) ayant une superficie approximative de vingt huit mille huit cents pieds carrés. Avec ensembles les édifices sus-érigés et avec tous droits et appartenances y appartenant, sans exception ou réserve.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$6,100.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Décarv, en date du 18 avril 1939.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 19 avril, 1939. 1829-16-2
[Première publication, 22 avril 1939].

southwest by lots numbers five hundred and forty seven, five hundred and forty eight, five hundred and forty nine, five hundred and fifty, and five hundred and fifty one on the said official plan and on the northeast side partly by lot number four hundred and ninety six on the said official plan and partly by the remainder of said lot number four hundred and ninety seven being a strip of forty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, English measure and more or less) having an approximate area of twenty eight thousand, eight hundred square feet. Together with the buildings thereon erected and with all rights and appurtenances belonging thereto without exception or reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$6,100.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Decary, dated April 18th, 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 19th, 1939. 1830-16-2-o
[First publication, April 22nd 1939].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: THOMAS - GILLOT-174298. MILLINGTON et al.,
ex-qual., demandeurs: vs WILLIAM-JOHN BROWN, défendeur.

Une parcelle de terrain sise et située sur l'avenue Renfrew, en la cité de Westmount, mesurant trente-quatre pieds en largeur par cent un pied et quatre-vingt-quinze centièmes en profondeur dans la ligne nord-ouest et cent deux pieds et quarante-cinq centièmes en profondeur dans la ligne sud-est, et composée:

1. Du lot numéro deux de la resubdivision du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision du lot original numéro deux cent trente-sept (237-298-2) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal, comté d'Hochelega, mesurant dix pieds en largeur par cent un pied et quatre-vingt-quinze centièmes en profondeur dans la ligne nord-ouest et cent deux pieds et un dixième en profondeur dans la ligne sud-est, borné en front vers le sud-ouest par l'avenue Renfrew, en arrière vers le nord-est par le lot numéro 239A, d'un côté vers le nord-ouest par le lot No 237-298-1, et de l'autre côté vers le sud-est par le lot No 237-299-1, ci-après décrit.

2. Du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision du lot original numéro deux cent trente-sept (237-299-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comté d'Hochelega, mesurant vingt-quatre pieds en largeur par cent deux pieds et un dixième en profondeur dans la ligne nord-ouest, et cent deux pieds et quarante-cinq centièmes en profondeur dans la ligne sud-est, borné en front vers le sud-ouest par l'avenue Renfrew, en arrière vers le nord-est par le lot No 239A, d'un côté vers le nord-ouest par le lot No 237-298-2 sus-décrit, et de l'autre côté vers le sud-est par le lot No 237-299.

Avec les édifices sus-érigés connus sous le No 7 de la dite avenue Renfrew, dont le mur nord-ouest est mitoyen avec les établissements adjacents.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THOMAS GILLOT MIL-174298. LINGTON et al.,
ex-qualit., plaintiffs: vs WILLIAM JOHN BROWN, defendant.

A piece of land lying and situate on Renfrew Avenue, in the City of Westmount, measuring thirty-four feet in width by one hundred and one feet and ninety-five hundredths of a foot in depth in the North West line and one hundred and two feet and forty-five hundredths of a foot in depth in the South East line, and composed of:

1. Lot number two of the resubdivision of lot number two hundred and ninety-eight of the subdivision of original lot number two hundred and thirty-seven (237-298-2), on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, county of Hochelega, measuring ten feet in width by one hundred and one feet and ninety-five hundredths of a foot in depth in the north-west line and one hundred and two feet and one-tenth of a foot in depth in the southeast line, bounded in front towards the southwest by Renfrew Avenue, in rear towards the northeast by lot number 239A, on one side towards the northwest by lot No. 237-298-1, and on the other side towards the southeast by lot No. 237-299-1, hereinafter described.

2. Lot number one of the resubdivision of lot number two hundred and ninety nine of the subdivision of original lot number two hundred and thirty-seven (237-299-1), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, County of Hochelega, measuring twenty-four feet in width by one hundred and two feet and one-tenth of a foot in depth in the North West line and one hundred and two feet and forty-five hundredths of a foot in depth in the South East line; bounded in front towards the south west by Renfrew Avenue, in rear towards the northeast by lot No. 239A, on one side towards the north west by lot No. 237-298-2 hereinabove described and on the other side towards the south east by lot No. 237-299.

With the buildings thereon erected known as No 7 of said Renfrew Avenue, the north west wall whereof is mitoyen with the adjoining premises.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de (\$1,335.00) sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Déary, en date du 8 mai 1939.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 10 mai 1939. 2115-19-2
[Première publication, 13 mai 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: } JOS. PELOQUIN, deman-
180481 } deur; vs VITAL CHAM-
BERLAND, défendeur.

Un emplacement ayant front sur le chemin de la côte St-Léonard contenant deux cent pieds de largeur sur deux cent pieds de profondeur, avec la maison et autres dépendances dessus construites; ledit emplacement faisant partie du lot numéro quatre cent vingt-sept (427) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de La Longue Pointe, et étant borné au front par le chemin de la côte St-Léonard, en arrière par le résidu dudit lot No 427 sur ledit plan, du côté nord, par une autre partie du lot No 427 sur le dit plan; la ligne de division dudit emplacement étant à une distance d'environ trois quarts d'arpents partie du lot No. 426 sur ledit plan; du côté sud par une autre partie du lot No. 427 sur ledit plan; la ligne de division dudit emplacement étant à une distance d'environ trois quarts d'arpents du lot No. 429, sur ledit plan, ledit emplacement a été subdivisé, et est composé maintenant des lots de terre connus comme lots numéros quatre cent vingt-sept subdivisions, six cent soixante-et-dix-huit, six cent soixante-et-dix-neuf, six cent quatre-vingt, six cent quatre-vingt-un, six cent quatre-vingt-deux, six cent quatre-vingt-trois, six cent quatre-vingt-quatre, six cent quatre-vingt-cinq, six cent quatre-vingt-six, six cent quatre-vingt-sept, six cent quatre-vingt-huit, six cent quatre-vingt-neuf, six cent quatre-vingt-dix, six cent quatre-vingt-onze, six cent quatre-vingt-douze, six cent quatre-vingt-treize, six cent quatre-vingt-quatorze, six cent quatre-vingt-quinze, six cent quatre-vingt-seize, (427-678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, dans le comté d'Hochelaga, formant lesdits lots, un carré borné au front par le chemin public, en arrière par une ruelle, portant le numéro quatre cent quatre-vingt-sept, subdivision six cent quarante-sept, sur ledit plan, d'un côté par une rue portant le numéro quatre cent vingt-sept, subdivision six cent-soixante-et-seize sur ledit plan, et de l'autre côté par une rue portant le numéro quatre cent vingt-sept subdivision six cent soixante-dix-sept sur le même plan.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$200 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyeur, daté le 4 mai 1939.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 10 mai 1939. 2117-19-2-o
[Première publication, le 13 mai 1939]

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of (\$1,335.00) shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Déary, dated May 8th, 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 10th. 1939. 2116-19-2-o
[First publication, May 13th, 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: } JOS. PELOQUIN, plaintiff;
180481 } vs. VITAL CHAMBER-
LAND, defendant.

An emplacement fronting on the Côte St. Léonard Road, measuring two hundred feet in width by two hundred feet in depth, with the house and other dependencies thereon erected, the said emplacement forming part of lot number four hundred and twenty-seven (427) of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, and being bounded in front by the Côte St. Léonard Road, in rear by the residue of said lot No. 427 on the said plan, on the north side, by another part of lot No. 427 on said plan; the divisional line of the said emplacement being at a distance of about three quarters of an arpent, part of lot No. 426 on the said plan; on the south side by another part of lot No. 427 on the said plan; the divisional line of the said emplacement being at a distance of about three quarters of an arpent from lot No. 429, on the said plan, the said emplacement was subdivided and is now composed of the lots of land known as lots numbers four hundred and twenty-seven, subdivisions, six hundred and seventy-eight, six hundred and seventy-nine, six hundred and eighty, six hundred and eighty-one, six hundred and eighty-two, six hundred and eighty-three, six hundred and eighty-four, six hundred and eighty-five, six hundred and eighty-six, six hundred and eighty-seven, six hundred and eighty-eight, six hundred and eighty-nine, six hundred and ninety, six hundred and ninety-one, six hundred and ninety-two, six hundred and ninety-three, six hundred and ninety-four, six hundred and ninety-five, six hundred and ninety-six (427-678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696), on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, in the County of Hochelaga, forming the said lots, a square bounded in front by the public road, in rear by a lane, bearing number four hundred and eighty-seven, subdivision six hundred and forty-seven, on the said plan, on one side by a street bearing number four hundred and twenty-seven, subdivision six hundred and seventy-six on the said plan, and on the other side by a street bearing number four hundred and twenty-seven subdivision six hundred and seventy-seven on the same plan.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$200. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyeur, bearing date the 4th of May, 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 10, 1939. 2118-19-2
[First publication, May 13, 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: } **HORACE POIRIER**,
 No 179392 } demandeur; vs **FORTU-**
NAT CHARLAND, défendeur.

Une terre sise et située en la Paroisse St-Polycarpe, Comté de Soulanges, connue et désignée comme étant le lot numéro cent six (No 106) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse St-Polycarpe, bornée en front par le chemin public du rang Ste-Catherine, d'un côté par Roméo Campeau et de l'autre côté par Elzéar Marleau avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Polycarpe, le QUATORZE JUIN prochain à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, } **JOS.-PAUL LAMARCHE**,
 Montréal, 10 mai 1939. } 2119-19-2-o
 [Première publication, 13 mai, 1939].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } **HORACE POIRIER**,
 No 179392 } plaintiff; vs **FORTU-**
NAT CHARLAND, defendant.

A farm being and situate in the Parish of St. Polycarpe, county of Soulanges, known and designated as being lot number one hundred and six (No. 106) on the official plan and book of reference for the said parish of St. Polycarpe, bounded in front by the public road of range Ste-Catherine, on one side by Roméo Campeau, and on the other side by Elzéar Marleau—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Polycarpe, on the FOURTEENTH of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, } Sheriff.
 Montreal, May 10th, 1939. } 2120-19-2
 [First publication, May 13th, 1939].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: } **DAME DELPHINE**
 C-140858 } **ROCHON**, épouse
 contractuellement séparée de biens de **Phili-**
as BENOIT; vs **PHILIAS BENOIT**.

"Une certaine bande de terre formant partie de la subdivision No 1—de la subdivision No 1921 du lot originaire portant le No 2643 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Laurent ayant la forme d'un triangle dont la base est la ligne de la rue Drolet et mesurant onze pouces et demie de large se rétrécissant graduellement et le sommet étant dans la ligne de la ruelle en arrière."

Pour être vendue, avec les autres lots déjà saisis, comme une seule exploitation, le dit immeuble étant désigné comme suit, savoir:

Un emplacement ayant front sur la rue Drolet, en la cité de Montréal, contenant trente pieds, onze pouces et demie, en largeur, en front, et trente pieds en largeur, en arrière, par soixante-quinze pieds en profondeur, composé:

(a) De la subdivision dix-neuf cent vingt du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-1920) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, contenant vingt pieds en largeur par la dite profondeur;

(b) De la subdivision deux de la subdivision dix-neuf cent vingt-et-un du dit lot (2643-1921-2) aux dits plan et livre de renvoi officiels contenant dix pieds en largeur, en front, et en arrière, par la dite profondeur; et

(c) D'une lisière de terrain formant partie de la subdivision Un de la subdivision dix-neuf cent vingt-et-un du dit lot (2643-1921-1) aux dits plan et livre de renvoi officiels, de la forme d'un triangle dont la base est la ligne de la rue Drolet et mesure onze pouces et demie en largeur, rétrécissant graduellement, et le sommet étant sur la ligne de la ruelle en arrière, la dite parcelle de terrain triangulaire étant bornée comme suit: en front par la rue Drolet, en arrière, par une ruelle ci-après mentionnée, d'un côté au sud-est par la dite subdivision deux de la dite subdivision dix-neuf cent vingt-et-un et de l'autre côté au nord-ouest par la partie restante de la dite subdivision Un de la subdivision dix-neuf cent vingt-et-un; la ligne nord-ouest du dit triangle étant la ligne centrale du mur mitoyen divisant l'édifice érigée sur la dite propriété sus-décrite de celle au nord-ouest et sa prolongation dans une

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } **DAME DELPHINE**
 C-140858. } **ROCHON**, wife separ-
 ate as to property by marriage contract of **Phili-**
as BENOIT; vs **PHILIAS BENOIT**.

A certain strip of land forming part of subdivision No. 1—of subdivision No. 1921 of original lot bearing No. 2643 of the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, of triangular figure the base of which is the line of Drolet Street, and measuring eleven inches and one half in width gradually narrowing and the apex being on the line of the lane in rear of said lot.

To be sold, with the other lots already seized, as one and the same lot of land, the said immovable being designated as follows, to wit:

"An emplacement fronting on Drolet Street in the City of Montreal, containing thirty feet eleven and one half inches in width in front and thirty feet in width in rear by seventy-five feet in depth composed of:

(a) Subdivision nineteen hundred and twenty of lot number twenty-six hundred and forty-three (2643-1920) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent containing twenty feet in width by the said depth;

(b) Subdivision two of subdivision nineteen hundred and twenty-one of the said lot (2643-1921-2) on the said official plan and book of reference containing ten feet in width in front and in rear by the said depth; and of

(c) A strip of land forming part of subdivision one of subdivision nineteen hundred and twenty-one of the said lot (2643-1921-1) on the said official plan and book of reference in the form of a triangle of which the base is the line of Drolet Street and measures eleven and one-half inches in width, gradually narrowing, and the apex being on the line of the lane in rear, the said Triangular piece of land being bounded as follows: in front by Drolet Street, in rear by a lane hereinafter referred to, on one side to the south-east by the said subdivision two of the said subdivision nineteen hundred and twenty-one and on the other side to the north-west by the remaining portion of the said subdivision one of subdivision nineteen hundred and twenty-one; the north-west line of the said triangle being the centre line of the *mitoyen* wall dividing the building erected on the said property hereinabove described from that

direction sud-ouest par la ligne centrale du mur mitoyen divisant les garages érigés sur les deux propriétés.

Avec ensembles la maison et le garage sus-érigés portant les numéros civiques 8328, 8330 et 8332, rue Drolet, dont le mur nord-ouest des deux constructions est mitoyen.

Avec le droit de passage en commun avec les autres y ayant droit dans la ruelle, en arrière, connue comme étant la subdivision mille neuf cent cinquante-trois du dit lot.

Les mesures susdites sont d'après les mesures anglaises et sont plus ou moins.

Pour être vendu en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JUIN prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$600. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, daté le 4 mai 1939.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 10 mai, 1939. 2121-19-2-o
[Première publication, 13 mai 1939]

to the north-west and its prolongation thereof in a south-westerly direction through the centre line of the mitoyen wall dividing the garages erected upon the two properties.

Together with the house and garage thereon erected bearing Civic numbers 8328, 8330 and 8332 Drolet Street whereof the north-west wall of both is mitoyen.

With the right of passage in common with others having rights therein in the lane in rear known as subdivision nineteen hundred and fifty three of the said lot.

The above measurements are English measure and are more or less."

To be sold "en bloc", at my office, at the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$600.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, bearing date the 4th of May, 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 10, 1939. 2122-19-2
[First publication, May 13th, 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal à savoir: } SUN LIFE ASSUR-
No 180408 } ANCE COMPANY
OF CANADA, demanderesse; vs ROBERT
OLIVER SWEEZEY, défendeur.

Le lopin de terre situé sur le Chemin Belvédère, en la cité de Westmount, formant partie du lopin de terre connu comme étant le lot de subdivision numéro soixante-quinze du lot numéro trois cent soixante-quatorze (No 374-75) le tout d'après les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et présentement connu au plan officiel de resubdivision du dit lot comme étant le lot de subdivision lettre "A" du dit lot de subdivision soixante-quinze (374-75-A) et contenant cent vingt-sept pieds en largeur, en arrière, et cent soixante-et-un pieds six pouces en profondeur sur la ligne de côté sud-ouest et une superficie de vingt-et-un mille pieds, le tout d'après la mesure anglaise, les lignes de côté nord-est et sud-ouest du dit lot étant irrégulières et suivant la courbe du dit Chemin Belvédère, et étant borné comme suit:

En front au sud-est et d'un côté au nord-est par le dit chemin Belvédère connu comme étant la subdivision soixante-quatorze A du dit lot numéro trois cent soixante-quatorze, en arrière au nord-ouest par un chemin privé de vingt pieds de largeur, appartenant à Thomas Lamb ou ses représentants, connu comme étant la subdivision C de la subdivision soixante-quinze du dit lot numéro trois cent soixante-quatorze (No. 374-75-C), et de l'autre côté au sud-ouest par le lot No 374-75-B appartenant à Charles W. Pearson ou ses représentants.

Avec ensemble le droit de passage à pieds et avec animaux et véhicules, dans et sur le dit chemin en arrière, connu comme étant le No 374-75-C, en commun avec d'autres y ayant les mêmes droits sans droit de l'obstruer, et sujet à la charge de le garder nivelé et en ordre en commun avec les autres y ayant droit; avec la résidence No 48 du dit Chemin Belvédère, érigée sur le dit lopin de terre.

Telle que la dite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: } SUN LIFE ASSURANCE
180408 } COMPANY OF CA-
NADA, plaintiff; vs. ROBERT OLIVER
SWEEZEY, defendant.

"The lot of land situate on Belvedere Road in the city of Westmount which forms part of the lot of land known as subdivision lot number seventy-five of lot number three hundred and seventy-four (No. 374-75) all on the Official Plan and in the Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal and is now known on the official resubdivision plan of said lot as subdivision lot letter A of said subdivision lot seventy-five (No. 374-75-A) and contains one hundred and twenty-seven feet in width in rear and one hundred and sixty-one feet six inches in depth on the Southwest side line and a superficial area of twenty-one thousand feet all English measure, the Northeast and Southwest side lines of said lot being irregular and following the curve of the said Belvedere Road, and is bounded as follows:

In front to the Southeast and on one side to the Northeast by said Belvedere Road known as subdivision seventy-four A of said lot number three hundred and seventy-four, in rear to the Northwest by a private roadway twenty feet in width, belonging to Thomas Lamb or representatives known as subdivision C of subdivision seventy-five of said lot number three hundred and seventy-four (No. 374-75-C), and on the other side to the Southwest by lot No. 374-75-B belonging to Charles W. Pearson or representatives.

Together with the right of passage on foot and with animals and vehicles, in, over and upon said roadway in rear, known as No. 374-75-C in common with others having similar rights of way without right to encumber the same, and subject to the charge of keeping the same graded and in order in common with others having rights therein; with the dwelling house No. 48 of said Belvedere Road thereon erected.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$4,390.00 sera exigé de tout ofrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 5 mai 1939.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. PAUL LAMARCHE,
Montréal, le 10 mai 1939. 2123-19-2
[Première publication, 13 mai, 1939]

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH of JUNE next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$4,390.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated May 5th, 1939.

Sheriff's Office, JOS. PAUL LAMARCHE,
Montreal, May 10th, 1939. 2124-19-2-o
[First publication, May 13th, 1939]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: { LOUIS-EMILE FOR-
No 31910 { TIER, notaire, de St-
Louis de Courville, contre JEAN GAGNON,
de Beauport-ville, à savoir:

Partie du lot No 473 (quatre cent soixante-treize) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, étant un emplacement situé sur le côté nord de l'Avenue du Collège des Frères, mesurant 71 pieds de front, plus ou moins, sur 100 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise; bornée au sud à ladite avenue du Collège des Frères, à l'ouest à l'emplacement de Jules Galarneau, au nord au reste du terrain de la succession Charles Giroux et à l'est à Georges Paquet, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Beauport, comté de Québec, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE,
Québec, ce 27 avril 1939. 1941-17-2-o
[Première publication, 29 avril 1939].
[Deuxième publication, 13 mai 1939].

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: { FRANÇOIS POULIOT,
No 36293 { cultivateur, de Sainte-
Famille, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, en sa qualité de curateur représentant les appelés dans une substitution créée par feu Joseph-Télesphore Jobidon, cultivateur, de Château-Richer, comté de Montmorency, demandeur; vs FORTUNAT JOBIDON, commerçant de bois, de Château-Richer, et MARIE CLOUTIER, également de Château-Richer, comté de Montmorency, veuve de feu Sieur Pierre Jobidon, en son vivant cultivateur de Château-Richer, défendeurs. — LES DITS DEFENDEURS CONTRE LE DIT DEMANDEUR ES-QUALITE, à savoir:

Les droits des appelés représentés par le dit François Pouliot dans une substitution créée en vertu du contrat de mariage de Joseph-Télesphore Jobidon et Auxilia Pouliot, en date du 4 octobre 1903, devant Louis Savard, N.P., enregistré sans désignation d'immeubles au bureau d'enregistrement du Château-Richer, sous le numéro 8622, et par bordereau avec désignation d'immeubles, au même bureau, le 12 janvier 1929, sous le numéro 604, et contenant la clause suivante:

"Et conviennent les parties que le survivant d'eux sera et demeurera propriétaire des dits biens, formant la communauté, s'il y a des enfants

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: { LOUIS EMILE FORTIER,
No. 31910 { notary, of St-Louis de
Courville; against JEAN GAGNON, of Beau-
portville, to wit:

Part of lot No. 473 (four hundred and seventy three) on the official cadastre for the parish of Beauport, county of Quebec, being an emplacement situate on the north side of the "Collège des Frères" Avenue, measuring 71 feet in front, more or less, by 100 feet in depth, the whole English measure; bounded on the south by said "Collège des Frères" Avenue, on the west by the emplacement of Jules Galarneau, on the north by the residue of the land of the Charles Giroux estate and on the east by Georges Paquet—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as the whole presently subsists.

To be sold at the parochial church door of Beauport, county of Quebec, on the SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,
Quebec, April 27th, 1939. 1942-17-2
[First publication, April 29th, 1939].
[Second publication, May 13th, 1939].

FIERI FACIAS

Quebec, to wit:— { FRANÇOIS POULIOT,
No. 36293 { farmer, of Sainte Fa-
mille, Island of Orleans, County of Montmorency, in his quality of curator representing the substitutes in a substitution created by the late Joseph Télesphore Jobidon, farmer, of Château-Richer, county of Montmorency, plaintiff; vs FORTUNAT JOBIDON, wood merchand, of Château-Richer, and MARIE CLOUTIER, also of Château-Richer, county of Montmorency, widow of the late Sieur Pierre Jobidon, in his lifetime a farmer of Château-Richer, defendants. — THE SAID DEFENDANTS AGAINST THE SAID PLAINTIFF ES-QUALITE, to wit:

The rights of the substitutes represented by the said François Pouliot in a substitution created under the marriage contract of Joseph Télesphore Jobidon and Auxilia Pouliot, under date the 4th of October, 1903, before Louis Savard, N.P., registered without description of immovables in the Registry Office of Château Richer, under Number 8622, and by rider with description of immovables, in the same office, the 12th of January, 1929, under Number 604, and containing the following clause:

"And agreed by the parties that the survivor shall be and shall remain proprietor of the said properties, forming the community, if there be

nés ou à naître de ce mariage, avec l'obligation par le survivant de transmettre les dits biens à un ou des enfants de ce mariage à son choix."

la dite Dame Marie-Auxilia Pouliot ayant survécu au dit Joseph-Télesphore Jobidon et ayant des enfants nés du dit mariage, la dite substitution affectant les immeubles suivants:

1. "Un lopin de terre borné au nord à Dame Vitaline Jobidon, veuve de feu Etienne Giguère ou ses représentants, à la distance de vingt-deux (22) pieds de la grange actuelle, au sud au fleuve St-Laurent à basse marée, à l'est à Charles Letarte et à l'ouest à Julien Jobidon, ou leurs représentants, contenant environ un demi (½) arpent de front, étant partie des lots Nos quatre cent et quatre cent deux (400 et 402) du cadastre officiel de la paroisse de Château-Richer, moins la partie de ces lots occupée comme partie de la voie ferrée de la Compagnie du Chemin de Fer Québec, Montmorency et Charlevoix, ou ses représentants."

2. "Le lot No 414 du cadastre officiel pour la dite paroisse de Château-Richer avec bâtisses et dépendances." le tout avec les servitudes existant en faveur des dits immeubles et les affectant et sujet au droit d'usufruit, sa vie durant, de Dame Marie Cloutier, veuve de Pierre Jobidon.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Château-Richer, comté de Montmorency, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 10 mai 1939. 2125-19-2-o
[Première publication, 13 mai 1939]
[Deuxième publication, 27 mai 1939]

children born or to be born by this marriage, with the obligation that the survivor shall transmit the said properties to one or several of the children of the said marriage at his choice."

the said Dame Marie Auxilia Pouliot having survived the said Joseph Télesphore Jobidon and having children born of the said marriage, the said substitution affecting the following immovables:

1. A parcel of land bounded on the north by Dame Vitaline Jobidon, widow of the late Etienne Giguère or his representatives, at a distance of twenty-two (22) feet from the present barn, on the south by the River St. Lawrence at low tide, on the east by Charles Letarte and on the west by Julien Jobidon, or their representatives, measuring about one-half (½) arpent in front, being part of lots Nos. four hundred and four hundred and two (400 and 402) of the official cadastre for the parish of Chateau-Richer, less the part of the said lots occupied as part of the Quebec, Montmorency and Charlevoix Railway Company, or its representatives.

2. Lot No. 414 of the official cadastre for the said parish of Chateau-Richer—with buildings and dependencies." the whole with the servitudes existing in favour of the said immovables and affecting them and subject to the right of usufruct, for life, of Dame Marie Cloutier, widow of Pierre Jobidon.

To be sold at the parochial church door of Chateau-Richer, County of Montmorency, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, May 10, 1939. 2126-19-2
[First publication, May 13th, 1939]
[Second publication, May 27th, 1939]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Magistrat.—District de Gaspé

Province of Québec, } LES COMMISSAI-
No 885 } RES D'ÉCOLES
DE LA PAROISSE DE STE-ANNE DES
MONTS, demandeurs; vs JOSEPH MICHAUD
(fils Octave), défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre sise et située en la paroisse de Ste-Anne des Monts, connue et désignée comme portant le No 9A du cadastre officiel du deuxième rang, canton Tourelle, bornée vers le nord-ouest par la ligne entre le Bloc-B et le deuxième rang, vers le sud-est par la ligne entre les rangs 2 et 3, vers le nord-est par le No 9-B et vers le sud-ouest par le No 8-B, mesurant six chaînes et cinquante chaînons de largeur sur soixante et six chaînes et cinquante chaînons de profondeur moyenne avec toutes les bâtisses sus-construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anne des Monts, MERCREDI, le QUATORZIEME jour de JUIN, 1939, à ONZE heures et demi de la matinée, (heure solaire).

Le shérif,

2129-19-2-o CHAS GARON.
[Première publication, 13 mai 1939]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate's Court.—District of Gaspé

Province of Québec, } THE SCHOOL COM-
No. 885 } MISSIONERS OF
THE PARISH OF STE. ANNE DES MONTS,
plaintiffs; vs JOSEPH MICHAUD (son of Octa-
ve), defendant.

As belonging to the defendant:

A farm being and situate in the Parish of Ste-Anne des Monts, known and designated as bearing number 9A on the official cadastre for the Second Range, Township Tourelle, bounded on the northwest by the line between Block-B and the Second Range, on the southeast by the line between Ranges 2 and 3, on the northeast by No. 9-B and on the southwest by No. 8-B, measuring six chains and fifty links in width by sixty-six chains and fifty links in average depth—with all the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the Parish of Ste-Anne des Monts, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of JUNE, 1939, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CHAS. GARON,

2130-19-2 Sheriff.
[First publication, May 13th, 1939]

TROIS-RIVIÈRES

TROIS-RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure

Canada, } LES ASSU-
Province de Québec, } RANCES
District des Trois-Rivières, } FUNERAIRES
No 5416 } ROUSSEAU &
FRERES LTEE, demanderesse; vs LES HERI-
TIERS DE FEU LOUIS DELAGRAVE, dé-
fendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, l'im-
meuble suivant, savoir:

Un emplacement situé sur le côté sud du che-
min Ste-Marguerite, en la cité des Trois-Rivières,
de la contenance de cinquante pieds de largeur
sur cent vingt-sept pieds de profondeur, mesure
anglaise, plus ou moins, et borné en front, par le
chemin de Ste-Marguerite; en profondeur, au
terrain de la Commune; du côté est, par la rue
Shortis et du côté ouest, par le terrain d'Ernest
Girard ou représentants, connu et désigné comme
étant le lot numéro soixante-dix-sept (77) du
cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières,
avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité des
Trois-Rivières, le VINGT-TROIS MAI pro-
chain, à DIX (10) heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.

Trois-Rivières, 17 avril 1939. 1825-16-2-o

[Première publication, 22 avril 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

Canada, } LES ASSU-
Province of Quebec, } RANCES
District of Trois-Rivières, } FUNERAIRES
No. 5416 } ROUSSEAU &
FRERES LTEE, plaintiff; vs THE HEIRS OF
THE LATE LOUIS DELAGRAVE, defendants.

As belonging to the said defendants, the fol-
lowing immovable, namely:

An emplacement situate on the south side
of the Ste-Marguerite Road, in the city of Trois-
Rivières, measuring fifty feet in width by one
one hundred and twenty seven feet in depth,
English measure, more or less, and bounded in
front, by the Ste-Marguerite road; in depth, by
the land of the Common; on the east side by
Shortis street and on the west side, by the land
of Ernest Girard or representatives, known and
designated as being lot number seventy seven
(77) of the official cadastre of the city of Trois-
Rivières—with the buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Trois-
Rivières, on the TWENTY THIRD of MAY
next, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.

Trois-Rivières, April 17, 1939. 1826-16-2

[First publication, April 22nd 1939].

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province de Québec,
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de
Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires
britanniques au delà des mers, défenseur de la
Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icel-
les pourrout concerner—SALUT.

PROCLAMATION

M.-L. DUPLESSIS, } ATTENDU que Nos Sou-
Procureur } verains glorieusement
général } règnant veulent bien hono-
rer de Leur visite le peuple de Notre province de
Québec.

ATTENDU que la date de Leur visite dans la
ville de Hull a été fixée au vendredi, 19ième jour
de mai, A.D. 1939;

ATTENDU qu'il Nous semble à propos qu'une
occasion soit donnée aux citoyens de la ville
mentionnée ci-dessus de célébrer dignement le
passage de Nos Souverains parmi eux et de Leur
manifeste publiquement leur profond attachement;

A CES CAUSES, sachez donc que nous avons
jugé à propos de désigner et que nous désignons
comme jour de fête et de réjouissance publiques,
le jour du passage de Nos Souverains dans la ville
de Hull, le vendredi, 19ième jour de mai, A.D.
1939.

Canada,
Province of Québec,
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great
Britain, Ireland and the British Dominions
beyond the Seas, KING, Defender of the Faith,
Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

M. L. DUPLESSIS, } WHEREAS Our Glorious-
Attorney General } ly Reigning Sover-
eigns will deign to visit
the people of Our Province of Quebec;

WHEREAS the date of Their visit to the City
of Hull has been fixed to Friday, the 19th day of
May, A.D. 1939;

WHEREAS We deem it proper that the citizens
of the above mentioned town should be given an
opportunity to suitably celebrate the visit of
Our Sovereigns and to publicly manifest their
profound allegiance;

Now THEREFORE, know Ye that we have
deemed it expedient to designate and that we
designate as a holiday and a day of public
rejoicing, the day of the visit of Our Sovereigns
in the City of Hull, Friday, the 19th day of
May, A.D. 1939.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos léaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ÉSIOFF-LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce DOUZIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent trente-neuf, de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,
2131-A-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ÉSIOFF LÉON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUÉBEC, in Our said Province, this TWELFTH day of MAY, in Our Lord one thousand nine hundred and thirty-nine and in the third year of Our Reign.

By command,
2132A JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 19

Index of the Quebec Official Gazette, No. 19

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dubord vs DeBellefeuille..... 1636

ANNONCEURS:—AVIS AUX..... 1599

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la soustraction au piquetage en claims miniers de l'Île d'Anticosti... 1654

Débardeurs du port de Montréal—navigation intérieure et côtière..... 1643

Employés de garage du district de Québec (Modification)..... 1639

Employés de garage du district de Québec (Nouvel amendement)..... 1639

Etablissements commerciaux de Donnacona (Amendement)..... 1638

Fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec (Modifications)..... 1637

Industrie de la chapellerie pour hommes et garçons..... 1640

Industrie des matériaux de construction. 1647

Manutentiers de charbon du port de Montréal (Modifications)..... 1640

Métier de boulanger dans le district de Québec (Nouvel amendement)..... 1638

Ordonnance No 24 (Suspension temporaire)..... 1637

Rappel de l'arrêté ministériel No 362 du 25 février 1939..... 1637

AVIS DIVERS:—

Avis important..... 1601

Chandler, village de..... 1655

Commission de l'Industrie laitière..... 1601

Swindell-Dressler Corporation..... 1655

AVIS IMPORTANT..... 1599

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dubord vs DeBellefeuille..... 1636

ADVERTISERS:—NOTICE TO..... 1599

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Concerning the withdrawal of the Island of Anticosti from the staking of Mining Claims..... 1654

Longshoremen of the Harbour of Montréal—inland and coastal navigation.. 1643

Garage employees of the district of Québec (Modification)..... 1639

Garage employees of the district of Québec (New amendment)..... 1639

Commercial establishments of Donnacona (Amendment)..... 1638

Fabrication of corrugated paper boxes in the province of Québec (Modifications) 1637

Men's and boys' hat and cap industry.. 1640

Building material industry..... 1647

Coal handlers of the Harbour of Montréal (Modifications)..... 1640

Baker trade in the district of Québec (New amendment)..... 1638

Ordinance No. 24 (Temporary suspension)..... 1637

Repeal of Order-in-council No. 362 of February 25th, 1939..... 1637

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Important notice..... 1601

Chandler, village of..... 1655

Dairy Industry Commission..... 1601

Swindell-Dressler Corporation..... 1655

IMPORTANT NOTICE..... 1599

BUREAU-CHEF:—		CHIEF-OFFICE:—	
Herwal Holdings Limited	1656	Herwal Holdings Limited	1656
CHARTES—ABANDON DE:—		CHARTERS—SURRENDER OF:—	
La Compagnie Traverse de Restigouche Ltée	1656	La Compagnie Traverse de Restigouche Ltée	1656
N. Wallot & Fils Limitée	1656	N. Wallot & Fils Limitée	1656
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—	
Boileau, munic. scolaire	1656	Boileau, school munic	1656
Mont-Tremblant, munic. scolaire	1658	Mont-Tremblant, school munic	1658
Mont-Tremblant, munic. scolaire (Erratum)	1658	Mont-Tremblant, school munic. (Erratum)	1658
Paul-Baie, munic. scolaire	1657	Paul-Baie, school munic	1657
St-André-d'Acton, munic. scolaire (Erratum)	1658	St-André-d'Acton, school munic. (Erratum)	1658
St-Blaise, munic. scolaire	1658	St-Blaise, school munic	1658
Ste-Irène-de-Nemtayé, munic. scolaire	1657	Ste-Irène-de-Nemtayé, school munic	1657
St-Georges-de-Castagnier, munic. scolaire	1657	St-Georges-de-Castagnier, school munic	1657
St-Romuald-de-Moffet, munic. scolaire	1657	St-Romuald-de-Moffet, school munic	1657
St-Viateur-de-la-Ferme, munic. scolaire	1658	St-Viateur-de-la-Ferme, school munic	1658
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—		DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—	
St-Joseph de Beauce, paroisse de la partie sud	1659	St-Joseph de Beauce, parish of the south part	1659
St-Tharcisius, paroisse de	1659	St-Tharcisius, parish of	1659
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Woodlawn Memorial Corporation Limited ed	1600	Woodlawn Memorial Corporation Limited ed	1600
LIQUIDATION, AVIS DE:—		WINDING-UP NOTICE:—	
Crèmerie St-Antoine	1660	Crèmerie St-Antoine	1660
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—	
Coopérative des conserveries du Québec	1661	Quebec Canned Goods Cooperative	1661
Fabrique Coopérative de Latulipe	1660	Fabrique Coopérative de Latulipe	1660
Société Coopérative Agricole de Beurre- rie de St-Louis de Lotbinière	1661	Société Coopérative Agricole de Beurre- rie de St-Louis de Lotbinière	1661
Société Coopérative Agricole de St- Joseph Beauce, partie sud-ouest	1660	Société Coopérative Agricole de St- Joseph Beauce partie sud-ouest	1660
MINISTÈRE DES MINES ET DES PÊCHERIES:—		DEPARTMENT OF MINES AND FISHERIES:—	
Pêcheurs Unis de Québec	1661	Quebec United Fishermen	1661
MINISTÈRE DU TRAVAIL:—		DEPARTMENT OF LABOUR:—	
Employeurs et employés de Donna- cona	1662	Employers and Employees of Donna- cona	1662
Industrie de la boîte de carton de la province de Québec	1662	Paper box industry of the province of Quebec	1662
Industrie de la boulangerie de Québec	1662	Baking industry of Québec	1662
Industrie de la construction de St-Jérôme	1661	Building industry of St. Jérôme	1661
Industrie des gants de travail	1663	Working glove industry	1663
Métiers de la construction de Joliette	1663	Building trades of Joliette	1663
MINUTES DE NOTAIRES:—		NOTARIAL MINUTES:—	
L'Heureux, P.-Ernest, en faveur de	1663	L'Heureux, P. Ernest, in favour of	1663
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Diverses	1664	Miscellaneous	1664
PROCLAMATION:—		PROCLAMATION:—	
Hull, ville de	1688	Hull, Town of	1688

SOUMISSIONS:—

Beaupré, commissaires d'écoles de	1665
Pointe-Claire, ville de	1664

VENTES—LOI DE FAILLITE:—

Carignan, Luc	1665
Claveau, Edgar	1666
J.-A. Caron & Fils	1666
Succession Léopold Léger	1667

VENTE PAR LICITATION:—

Picard <i>et vir</i> vs Picard	1668
--------------------------------	------

VENTES POUR TAXES:—

Granby, cité de	1669
Lachine, cité de	1672

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Grantham School Trustees vs Williams	1679
--------------------------------------	------

BEDFORD:—

Ottawa Valley Lumber Co. Ltd. vs Granby Arena Limited	1680
---	------

CHICOUTIMI:—

Beaulieu vs Beaulieu	1680
----------------------	------

MONTREAL:—

Concrete Column Clamps Ltd. vs Lacroix	1681
Millington <i>et al</i> vs Brown	1682
Péloquin vs Chamberland	1683
Poirier vs Charland	1684
Rochon vs Benoît	1684
Sun Life Assurance Co. of Canada vs Swezey	1685

QUÉBEC:—

Fortier vs Gagnon	1686
Pouliot vs Jobidon <i>et al.</i>	1686

RIMOUSKI:—

Commissaires d'écoles de la paroisse de Ste-Anne des Monts vs Michaud	1687
---	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Les Assurances Funéraires Rousseau & Frères Ltée vs Héritiers L. Delagrave	1688
--	------

TENDERS:—

Beaupré, School Commissioners of	1665
Pointe-Claire, Town of	1664

SALES—BANKRUPTCY ACT:—

Carignan, Luc	1665
Claveau, Edgar	1666
J.-A. Caron & Fils	1666
Estate of Léopold Léger	1667

SALE BY LICITATION:—

Picard <i>et vir</i> vs Picard	1668
--------------------------------	------

SALES FOR TAXES:—

Granby, city of	1669
Lachine, city of	1672

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Grantham School Trustees vs Williams	1679
--------------------------------------	------

BEDFORD:—

Ottawa Valley Lumber Co. Ltd. vs Granby Arena Limited	1680
---	------

CHICOUTIMI:—

Beaulieu vs Beaulieu	1680
----------------------	------

MONTREAL:—

Concrete Column Clamps Ltd. vs Lacroix	1681
Millington <i>et al</i> vs Brown	1682
Péloquin vs Chamberland	1683
Poirier vs Charland	1684
Rochon vs Benoît	1684
Sun Life Assurance Co. of Canada vs Swezey	1685

QUEBEC:—

Fortier vs Gagnon	1686
Pouliot vs Jobidon <i>et al.</i>	1686

RIMOUSKI:—

School Commissioners of the parish of Ste-Anne des Monts vs Michaud	1687
---	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Les Assurances Funéraires Rousseau & Frères Ltée vs Heirs of L. Delagrave	1688
---	------

